



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2022 PRÉSIDENTIELLE DE CRISES

Sous la direction
de Dominique Reynié

Ukraine — Poutine — ingérence — immigration
médias — réseaux sociaux — pouvoir d'achat
dette — Europe — OTAN — sécurité — populismes
abstention — vote blanc — jeunesse — droitisation
partis — désaffiliation — Gilets jaunes — antivax
anti-passe vaccinal — Covid-19...

AVRIL 2022

2022 PRÉSIDENTIELLE DE CRISES

Sous la direction
de Dominique Reynié

Ukraine – Poutine – ingérence – immigration
médias – réseaux sociaux – pouvoir d'achat
dette – Europe – OTAN – sécurité – populismes
abstention – vote blanc – jeunesse – droitisation
partis – désaffiliation – Gilets jaunes – antivax
anti-passe vaccinal – Covid-19...

AVRIL 2022

DIRECTION

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

RÉDACTION

Victor DELAGE, Nicola GADDONI, Katherine HAMILTON, Dominique REYNIÉ,
Axel ROBIN, Mathilde TCHOUNIKINE

PRODUCTION

Victor DELAGE, Anne FLAMBERT, Nicola GADDONI, Katherine HAMILTON,
Axel ROBIN, Mathilde TCHOUNIKINE

RELECTURE ET CORRECTION

Francys GRAMET, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

Enquête conçue par la Fondation pour l'innovation politique

Réalisée par l'institut *“opinionway*

L'équipe en charge de la réalisation de l'enquête :

Guillaume INIGO (directeur d'études)

Bruno JEANBART (vice-président)

Clément ROYAUX (chargé d'études)

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

Avril 2022

Abréviations des différents partis politiques utilisées dans cette étude

DLF : Debout la France ! • **EELV** : Europe Écologie-Les Verts • **FdG** : Front de gauche
LFI : La France insoumise • **FN** : Front national • **LO** : Lutte ouvrière • **LR** : Les Républicains
LREM : La République en marche • **NPA** : Nouveau Parti anticapitaliste • **PCF** : Parti communiste français
PS : Parti socialiste • **RN** : Rassemblement national

Sommaire

Principaux enseignements de l'enquête	6
Introduction	11
I. Un contexte sans précédent : comment la guerre pèse sur le choix électoral	14
1. L'actualité ukrainienne s'impose aux électeurs	15
2. Il est devenu plus difficile de suivre la campagne	16
3. Pour la première fois depuis 1965, la crainte d'une guerre mondiale hante une élection présidentielle	18
4. Des électeurs sensibles aux risques d'ingérences russes dans la campagne présidentielle	19
5. L'opinion juge sévèrement Vladimir Poutine	21
6. Des électors sensibles au poutinisme (Zemmour, Mélenchon, Le Pen)	21
7. Président et candidat en temps de guerre	23
II. Présidentielle 2022 : le révélateur d'une crise française de la politique	24
1. Le vote protestataire, entre persistance et amplification	25
2. S'abstenir ou voter blanc sont deux formes de la protestation électorale	27
3. Malgré la campagne présidentielle, la désaffiliation partisane se poursuit	30
4. La droitisation protestataire de l'électorat se confirme	32
5. Les sources générationnelles de la déconsolidation démocratique	34
6. L'avènement des protestations anomiques : Gilets jaunes, antivax et anti-passe vaccinal	38
7. L'étincelle du pouvoir d'achat	41
III. Une présidentielle bousculée par un espace médiatique en transition	46
1. Défiance du public et fragmentation des auditoires : vers une désaffiliation médiatique ?	47
2. La perception globalement négative des réseaux sociaux n'est pas partagée par ceux qui les utilisent	47
3. Comportements protestataires et médias sociaux sont entrés en résonance	53
IV. Des points de résistance à la politisation négative	58
1. Critiqué, le président Emmanuel Macron distance encore ses concurrents	59
2. Le soutien à l'idée européenne progresse encore dans l'opinion	60
3. La solidarité avec les Ukrainiens est une cause populaire	62
4. La famille et les amis : des communautés de confiance qui demeurent	64
5. Les nouvelles générations empruntent des voies alternatives de politisation	64
6. Pour la plupart des électeurs (85 %), il est utile d'aller voter à l'élection présidentielle malgré la crise internationale	65

Principaux enseignements de l'enquête

I. Un contexte sans précédent : comment la guerre pèse sur le choix électoral

- 1. L'actualité ukrainienne s'impose aux électeurs.**
À la question : « À quelle fréquence suivez-vous l'actualité concernant la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ? », 70 % des électeurs interrogés répondent s'informer à ce sujet au moins une fois par jour. Seuls 2 % des répondants déclarent ne jamais suivre les actualités concernant ce conflit.
- 2. L'impact de la guerre en Ukraine sur la campagne présidentielle se reflète également dans la manière dont les électeurs estiment la gravité des événements :**
89 % des personnes interrogées sont inquiètes de la guerre menée par Poutine en Ukraine.
- 3. Les préoccupations soulevées par la crise ukrainienne ont des répercussions sur la décision électorale :** 45 % des répondants estiment que le conflit comptera dans la détermination de leur vote lors du premier tour. Si seulement 10 % des personnes interrogées disent avoir changé leur choix de vote en raison de la guerre en Ukraine, cette proportion double (20 %) chez ceux qui répondent que le conflit comptera dans leur choix au premier tour.
- 4. Il est devenu plus difficile de suivre la campagne :** 26 % des répondants disent ne pas parvenir à s'informer correctement sur les différents candidats et sur leurs propositions à cause de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine (contre 43 % qui déclarent arriver quand même à s'informer correctement sur les différents candidats et leurs propositions). Près d'un tiers (29 %) des personnes interrogées déclarent ne pas chercher à s'informer sur les différents candidats car la campagne présidentielle ne les intéresse pas.
- 5. 48 % estiment que l'on ne parvient plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.** Des variations significatives peuvent être relevées selon les électorats potentiels. Les électeurs potentiels d'Emmanuel Macron (65 %) et de Jean-Luc Mélenchon (56 %) affirment majoritairement que la crise en Ukraine n'empêche pas la discussion autour des thématiques qui intéressent l'avenir de la France, tandis que l'option inverse est plus souvent citée par les électeurs de Valérie Pécresse (57 %), de Marine Le Pen (54 %) et d'Éric Zemmour (59 %), un point de vue également partagé par une majorité des électeurs (55 %) prévoyant de s'abstenir ou de voter blanc lors du premier tour.
- 6. 70 % craignent de voir le conflit dégénérer en une guerre mondiale.**
- 7. 68 % des répondants considèrent que les ingérences étrangères constituent une menace importante dans la campagne présidentielle,** dans la mesure où les citoyens n'ont pas la capacité de s'informer correctement, en particulier pour distinguer le vrai du faux.
- 8. 58 % des personnes interrogées pensent que « l'État russe tentera de perturber l'élection présidentielle française, par exemple par la diffusion de fausses informations ».** Parmi ceux qui le pensent, plus d'un tiers (37 %) estiment que ce sera dans le but de favoriser un candidat qui aurait la préférence du Kremlin. **Marine Le Pen (45 %), Éric Zemmour (40 %) et Jean-Luc Mélenchon (20 %) sont le plus souvent considérés comme les candidats qui seraient favorisés par une telle intervention de l'État russe.**
- 9. La quasi-totalité des répondants (88 %) ont une opinion négative de Vladimir Poutine. L'opinion est même « très négative » pour 68 %.** On trouve cependant 10 % des personnes interrogées exprimant une opinion positive de Vladimir Poutine. L'opinion positive à l'égard du président russe est plus répandue parmi les répondants âgés de 18-24 ans (24 %) que chez ceux de 65 ans et plus (4 %).

2022, présidentielle de crises

10. Des électorats sensibles au poutinisme (Zemmour, Mélenchon, Le Pen). L'opinion positive à l'égard de Vladimir Poutine est présente au sein des électorats potentiels d'Éric Zemmour (22%), de Jean-Luc Mélenchon (17%), de Marine Le Pen (16%) et de ceux qui disent vouloir s'abstenir (15%) lors du premier tour de l'élection présidentielle.

11. Les deux tiers des personnes interrogées (64%) se disent satisfaites de la façon dont le président de la République gère la crise en Ukraine, contre un tiers (34%) qui sont mécontents (2% n'ont pas répondu). Remarquons, par ailleurs, que 39% des répondants qui se disent mécontents de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République sont malgré tout satisfaits de sa gestion de la crise en Ukraine.

12. Aucun des concurrents d'Emmanuel Macron n'est jugé capable de pouvoir mieux gérer la crise ukrainienne que lui.

II. Présidentielle 2022 : le révélateur d'une crise française de la politique

13. Le vote protestataire : persistance et amplification. Les intentions de vote de premier tour en faveur des candidats protestataires atteignent 46%. Les trois candidats de la droite protestataire, Marine Le Pen (19%), Éric Zemmour (12%) et Nicolas Dupont-Aignan (1%), réunissent 32% des intentions de vote, soit 18 points de plus que l'ensemble des candidats de la gauche protestataire (14%), composée de Jean-Luc Mélenchon (12%), Philippe Poutou (1%) et Nathalie Arthaud (1%).

14. L'hétérogénéité des électeurs susceptibles de voter pour les trois principaux candidats protestataires est notable. L'électeur type de Jean-Luc Mélenchon est plutôt jeune, métropolitain, salarié du secteur public ou chômeur. L'électeur type de Marine Le Pen est d'abord une femme, âgée entre 18 et 24 ans, vivant dans une commune rurale, salariée du secteur privé autant que du secteur public, au chômage, femme au foyer, opposée à la mondialisation. Éric Zemmour recueille un niveau d'intentions de votes comparable dans les différents segments de la population, à ceci près que son électorat est sensiblement plus masculin.

15. Abstention et vote blanc : 35% des personnes interrogées pourraient voter blanc au premier tour de la présidentielle, 26% disent pouvoir s'abstenir.

16. Les principales raisons indiquées montrent que l'abstention et le vote blanc procèdent moins d'un désintérêt pour la politique ou pour l'élection présidentielle que d'une forme de protestation. Ainsi, 30% des répondants disent qu'ils pourraient s'abstenir ou voter blanc car « les différents candidats ne leur conviennent pas », 24% car « c'est la même politique qui est menée quel que soit le résultat », 15% pour « protester contre le système actuel ». L'hypothèse selon laquelle la guerre menée par la Russie en Ukraine influence l'élection est en partie vérifiée puisqu'elle arrive en quatrième position (11%) des raisons d'une potentielle abstention ou d'un vote blanc, à égalité avec le désintérêt pour la politique (11%) et devant l'idée que son vote « ne sert à rien » (9%).

17. Dans le cadre d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les personnes indiquant être « certaines » ou ayant « de fortes chances » de voter pour la candidate du RN représentent 31% des personnes interrogées, soit le résultat le plus élevé de nos cinq vagues réalisées depuis septembre 2019. Sur la même période, Emmanuel Macron atteint également son résultat le plus élevé (40%).

- 18.** En cas de second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, 72 % des électeurs pouvant voter Éric Zemmour au premier tour expriment une préférence pour Marine Le Pen, tandis que 16 % des électeurs d'Éric Zemmour s'abstiendraient ou voteraient blanc et que 9 % voteraient pour Emmanuel Macron.
- 19.** 20 % des électeurs qui pourraient voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour seraient disposés à voter pour Marine Le Pen dans un second tour l'opposant à Emmanuel Macron. 37 % voteraient en faveur du président sortant, 37 % s'abstiendraient ou voteraient blanc.
- 20.** 25 % des électeurs qui pourraient voter Valérie Pécresse au premier tour seraient disposés à voter pour Marine Le Pen dans un second tour l'opposant à Emmanuel Macron. 42 % voteraient en faveur du président sortant, 28 % s'abstiendraient ou voteraient blanc.
- 21.** Selon nos données, près d'un électeur sur deux (44 %) estime que son choix pour le premier tour de l'élection présidentielle « peut encore changer », contre 55 % répondant qu'il « est définitif » (1 % de non-réponses). Lorsque les électeurs sont questionnés sur leur second choix (« Et si vous deviez voter pour un autre candidat, ce serait pour... ? »), 20 % des répondants déclarent qu'ils voteraient blanc et 11 % qu'ils s'abstiendraient. Ces formes de protestation électorale constituent donc deux grands réservoirs électoraux.
- 22.** La défiance à l'égard des partis politiques est confirmée : 80 % des personnes interrogées ne font pas confiance aux partis politiques.
- 23.** La désaffiliation partisane se poursuit malgré la campagne : 39 % des électeurs ne déclarent pas de proximité avec un parti. LREM et le RN, les deux formations les plus populaires, suscitent respectivement l'intérêt de 10 % seulement des électeurs.
- 24.** La droitisation protestataire de l'électorat se confirme. En mars 2022, 46 % des électeurs interrogés déclarent vouloir voter pour l'un des candidats de droite (Valérie Pécresse, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Éric Zemmour, Nicolas Dupont-Aignan) au premier tour. La droite protestataire représente le tiers des électeurs (32 %), contre 27 % en 2017. En mars 2022, la droite protestataire (32 %) surpasse la droite de gouvernement (12 %) et dépasse largement son niveau de 2017 (27 %).
- 25.** La droitisation protestataire de l'électorat s'observe également à travers l'autopositionnement sur l'échelle gauche-droite. 40 % des répondants se situent à droite (entre 6 et 10 sur l'échelle), 21 % à gauche (entre 0 et 4) et 15 % au centre (5 sur l'échelle). Les personnes interrogées pouvaient ne pas se positionner sur cette échelle. Un quart des répondants (23 %) ont choisi de ne pas se positionner.
- 26.** Placés devant l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les électeurs qui se situent à droite sont un peu plus nombreux à être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour la candidate du RN (42 %) que de voter pour le président sortant (40 %).
- 27.** Les nouvelles générations de citoyens sont peut-être en train de modifier le jeu politique et l'élection présidentielle pourrait leur fournir un moyen d'exprimer une forme de protestation, même s'ils risquent de s'abstenir beaucoup. En témoigne notamment la tentation populiste des 18-24 ans au premier tour de la présidentielle : 54 % disent qu'ils voteront pour l'un des candidats protestataires, soit 8 points de plus que la moyenne (46 %).
- 28.** L'engagement politique des jeunes se traduit plus souvent par la volonté de contourner le système politique, comme le montre leur soutien à des mouvements en rupture avec le système politique : les deux tiers des 18-24 ans (66 %) ont une image positive des Gilets jaunes (contre 49 % en moyenne et 34 % pour les 65 ans et plus). De même, la moitié (49 %) ont une image positive des antivax (contre 30 % en moyenne et 14 % chez les 65 ans et plus). Enfin, 54 % des plus jeunes ont une bonne image des anti-passe vaccinal, soit 17 points de plus que la moyenne (37 %) et 35 points de plus que les 65 ans et plus (19 %).

29. *A contrario*, on relève aussi les signes d'une **politisation positive**. L'un des enseignements les plus notables en ce qui concerne les nouvelles générations est la proportion de jeunes citoyens répondant faire confiance aux institutions religieuses, soit 50% chez les 18-24 ans contre 35% en moyenne.

30. **49% des électeurs disent avoir une image positive des Gilets jaunes, un record depuis 2019.** Par ailleurs, 30% des électeurs gardent une image positive des antivax, soit 3 points de plus qu'en septembre 2021 (27%), et 37% ont une image positive des anti-passe vaccinal.

31. **Le pouvoir d'achat (59%) est le principal enjeu pris en compte dans le choix des électeurs, devant l'immigration (24%) et les inégalités sociales (24%).** Au sein des électorats potentiels, le pouvoir d'achat arrive partout en tête, à l'exception des électeurs potentiels d'Éric Zemmour, pour lesquels l'immigration arrive en première position (68%), et des électeurs potentiels de Yannick Jadot, pour lesquels le réchauffement climatique domine leurs préoccupations (67%). Enfin, la guerre menée par la Russie en Ukraine est davantage citée par les potentiels électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour (35%) que par l'ensemble de l'échantillon (20%).

III. Une présidentielle bousculée par un espace médiatique en transition

32. **L'usage des médias sociaux s'est imposé dans le quotidien des électeurs :** 92% d'entre eux utilisent au moins un réseau social. Chez les moins de 35 ans, l'utilisation d'au moins un réseau social atteint 99%, mais elle concerne à peu près tous les 50-64 ans (90%) et même les 65 ans et plus (82%).

33. **En moyenne, la plupart des personnes interrogées déclarent utiliser Facebook (77%) et YouTube (77%).** Moins massif, l'usage de WhatsApp (59%) et d'Instagram (47%) reste très répandu. Twitter (32%) et TikTok (27%) sont moins utilisés, suivis de Twitch (15%) et de Telegram (15%). Les trois quarts des répondants (77%) indiquent utiliser un réseau social au moins une fois par jour.

34. **Les électeurs ne font pas confiance aux informations circulant sur les réseaux sociaux.** 64% des répondants estiment qu'ils « offrent à n'importe qui la possibilité de s'exprimer sur des sujets [que les gens] ne maîtrise[nt] pas », 63% qu'ils « favorisent la diffusion de fausses informations », 50% qu'ils « donnent à d'autres trop d'informations sur notre vie privée » et 37% qu'ils « nous amènent à discuter uniquement avec des gens qui sont du même avis que nous ».

35. **Comportements protestataires et médias sociaux sont entrés en résonance.** Dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, 49% des répondants qui utilisent quotidiennement Telegram indiquent « être certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Marine Le Pen (contre 31% en moyenne) et 31% indiquent qu'ils voteraient pour Emmanuel Macron (contre 40% en moyenne). De même, 39% des utilisateurs quotidiens de YouTube sont « certains » ou ont de « fortes chances » de voter pour la candidate du RN (contre 30% pour le président sortant), et ceux utilisant TikTok au moins une fois par jour sont 38% (contre 40% pour Emmanuel Macron).

IV. Des points de résistance à la politisation négative

36. **Critiqué, le président Emmanuel Macron distance encore ses concurrents.** Avec la crise de la Covid-19, la proportion d'électeurs satisfaits de son action comme président s'est nettement améliorée. Elle est passée de 29% à 35% entre janvier et septembre 2020, puis à 40% en septembre 2021. Le jugement favorable s'est encore renforcé depuis la guerre lancée par Poutine en Ukraine : en mars 2022, ce sont 45% des répondants qui se disent satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron.

37. **Le soutien à l'idée européenne progresse encore dans l'opinion.** La confiance des répondants à l'égard de la Commission européenne a sensiblement augmenté, passant de 41% en juillet 2021 à 49% en mars 2022. Il en va de même pour le Parlement européen (41% juillet 2021, contre 47% en mars 2022). Ces tendances sont inverses à celles que l'opinion réserve à nos institutions nationales : sur la même période, la confiance à l'égard de l'Assemblée nationale a baissé de 6 points (de 48% en juillet 2021 à 42% en mars 2022).

38. 70% des répondants qui ont l'intention de voter Marine Le Pen au premier tour ne souhaitent pas que la France quitte l'Union européenne. L'euro bénéficie également d'un fort soutien (69%). Les deux tiers (67%) des répondants qui ont l'intention de voter pour Éric Zemmour ne souhaitent pas que la France quitte l'Union européenne et une proportion similaire (73%) veut conserver la monnaie commune. Enfin, la quasi-totalité des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon souhaitent que la France ne quitte ni l'Union européenne (88%) ni l'euro (89%).

39. Le soutien à l'OTAN est renforcé par la guerre de Poutine en Ukraine. La moitié des électeurs interrogés (50%) considèrent que l'appartenance de la France à l'OTAN est une bonne chose (contre 47% en juillet 2021), 37% jugent que l'appartenance de notre pays à cette alliance n'est « ni une bonne ni une mauvaise chose » et seulement 11% une mauvaise chose (contre 14% en juillet 2021).

40. La solidarité avec les Ukrainiens est une cause populaire. La plupart des répondants approuvent « le fait que les pays de l'Union européenne soient solidaires entre eux pour faire face à la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine » : 86% y voient « une bonne chose » (contre 12%, qui y voient plutôt « une mauvaise chose » et 2% de non-réponses). Par ailleurs, 78% des électeurs sont favorables « aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie pour soutenir l'Ukraine ».

41. Lorsque l'on précise que les sanctions contre la Russie pourraient conduire à une baisse du pouvoir d'achat, les répondants maintiennent leur soutien. Parmi les répondants qui soutiennent les sanctions économiques, 83% des répondants déclarent y être favorables « même si elles entraînent une augmentation du coût de la vie pendant un certain temps (par exemple, la hausse du prix de l'essence) ».

42. La famille et les amis : des communautés de confiance qui demeurent. On observe que pour suivre l'actualité de la guerre menée par Poutine en Ukraine, les discussions au sein de la famille (22%) et les discussions avec les amis (14%) arrivent parmi les options les plus citées, loin devant les journaux nationaux, les grandes radios, les chaînes de télévision et l'ensemble des réseaux sociaux.

43. Pour 85% des personnes interrogées, il « est encore utile d'aller voter à l'élection présidentielle car il faut que la démocratie fonctionne malgré la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ».

Introduction

2022, présidentielle de crises

La nouvelle étude de la Fondation pour l'innovation politique, *2022, présidentielle de crises*, propose de mieux cerner l'impact de la guerre russe en Ukraine sur le déroulement de la campagne et sur l'issue de l'élection présidentielle française. Son influence sur le scrutin pourrait être d'autant plus déterminante que les cadres classiques de la compétition électorale ont perdu une bonne part de leur capacité régulatrice : le rôle des médias est contesté par les réseaux sociaux,

tandis que les candidats et les partis de gouvernement sont concurrencés, voire distancés par les populistes. Ce contexte singulier décrit une « présidentielle de crises », au croisement de bouleversements internes et externes. Cette étude prolonge notre observation du risque populiste en France mise en place lors de la crise des Gilets jaunes et dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022.

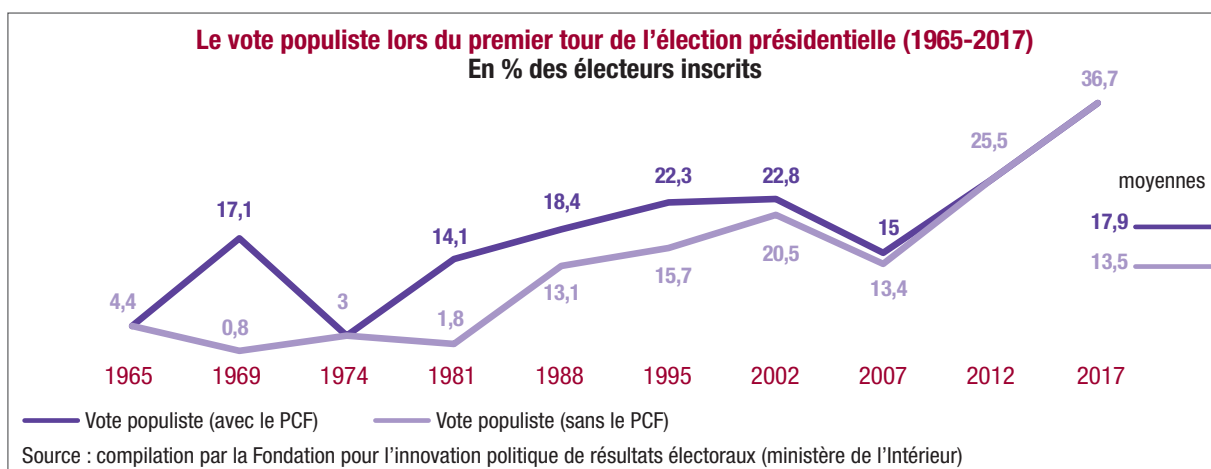
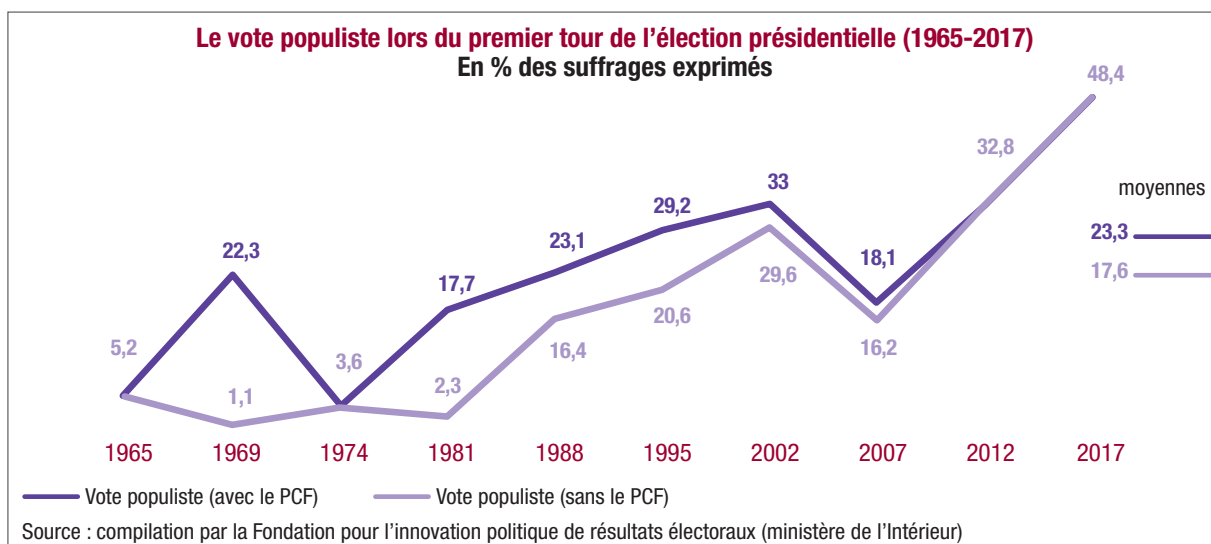
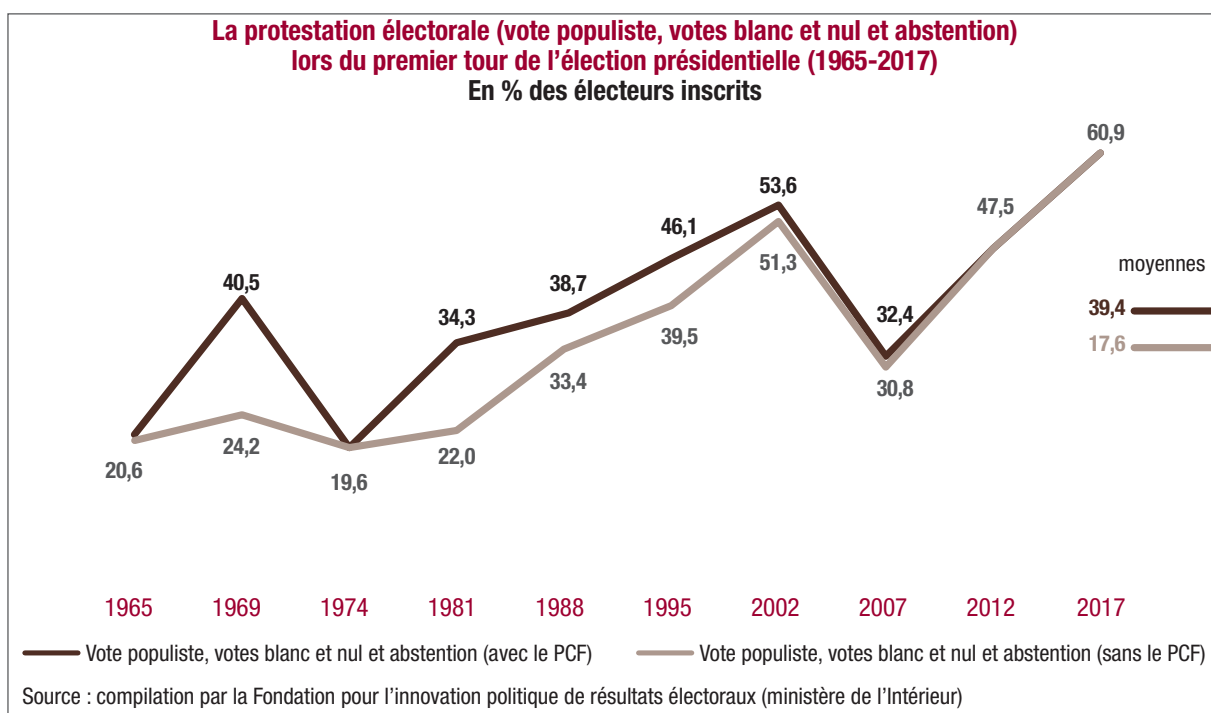
Notre enquête a été administrée du 10 au 14 mars 2022, auprès d'un échantillon de 3 108 personnes inscrites sur les listes électorales et issues d'un échantillon de 3 449 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Computer Assisted Web Interview (CAWI). Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : entre 0,8 et 1,8 points au plus pour un échantillon de 3 100 répondants. À noter les échantillons restreints pour les intentions de vote en faveur de Nathalie Arthaud (27 personnes), Philippe Poutou (27 personnes) et de Nicolas Dupont-Aignan (27 personnes).

La protestation électorale vient de loin. Retour sur les élections présidentielles depuis 1965

Le vote populiste est en constante progression depuis 1965. Les courbes ci-dessous représentent son évolution au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017. Sur la période, le niveau du vote populiste varie selon que l'on intègre ou non le vote pour les candidats communistes. Lors des grandes heures du vote communiste, entre 1945 et 1981, on ne regardait généralement pas le PCF comme un parti populiste. De fait, par bien des aspects, ce parti répondait pourtant aux critères du populisme que nous proposons ici. Par d'autres aspects, il s'en éloignait, en particulier en considérant sa forte intégration au système français des élites politiques, syndicales, universitaires et médiatiques. Compte tenu de l'objectif de notre indicateur, il serait inapproprié d'ouvrir ici un tel débat.

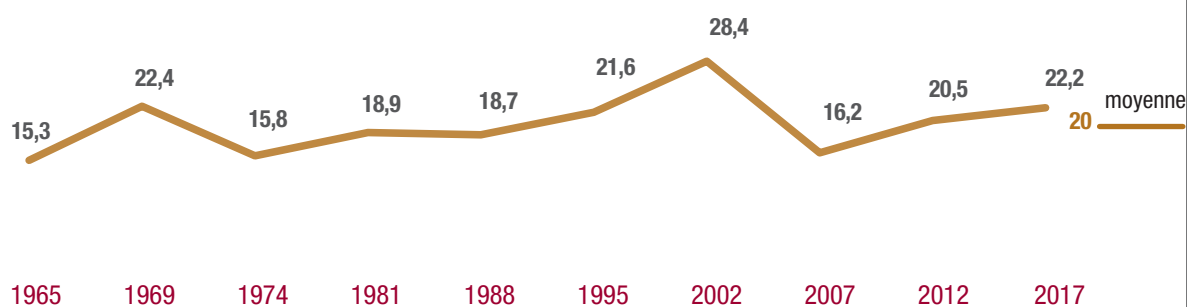
Mais, dans notre reconstitution du vote populiste au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017, nous avons choisi de présenter deux séries de données : l'une n'inclut pas le vote communiste, l'autre l'inclut. Nous n'avons pas pris en compte le vote en faveur de Pierre Juquin (2,10% des suffrages exprimés en 1988), candidat communiste dissident. Il importe enfin de noter que, de toute façon, à partir de 1988, le vote PCF décline rapidement, au profit d'un vote FN qui le supplante largement et systématiquement jusqu'en 2017. Le vote FN a d'ailleurs bénéficié d'importants transferts de l'électorat communiste.

Enfin, précisons que les résultats ont été calculés par rapport aux suffrages exprimés puis par rapport aux électeurs inscrits, ce qui permet d'intégrer ultérieurement sur un même plan l'abstention et le vote blanc, offrant la possibilité d'une évaluation globale de ce que nous nommons ici la « protestation électorale ».



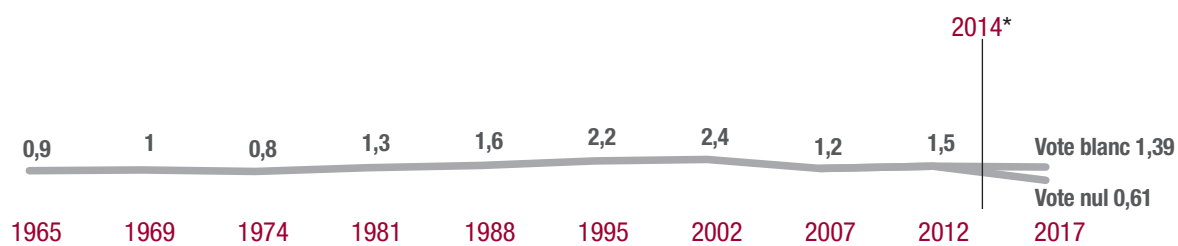
Candidatures retenues : **1965 :** J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour); **1969 :** J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC); **1974 :** J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR); **1981 :** A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF); **1988 :** J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF); **1995 :** J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP); **2002 :** B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT); **2007 :** J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT); **2012 :** M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP); **2017 :** M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

L'abstention lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017) En % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

Les votes blancs et nuls lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017) En % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

* Depuis la loi du 21 février 2014, le recensement du vote blanc n'est plus confondu avec celui du vote invalide (vote nul). L'élection présidentielle de 2017 a été la première à connaître le nouveau régime du vote blanc.



Un contexte sans précédent : comment la guerre pèse sur le choix électoral

1. L'actualité ukrainienne s'impose aux électeurs.....	15
2. Il est devenu plus difficile de suivre la campagne.....	16
3. Pour la première fois depuis 1965, la crainte d'une guerre mondiale hante une élection présidentielle.....	18
4. Des électeurs sensibles aux risques d'ingérences russes dans la campagne présidentielle.....	19
5. L'opinion juge sévèrement Vladimir Poutine.....	21
6. Des électorats sensibles au poutinisme (Zemmour, Mélenchon, Le Pen).....	21
7. Président et candidat en temps de guerre.....	23

1. L'actualité ukrainienne s'impose aux électeurs

Depuis le déclenchement de l'invasion russe, le 24 février 2022, l'actualité ukrainienne s'est imposée dans le débat public, catalysant l'attention des médias et conséquemment des citoyens. À la question : « À quelle fréquence suivez-vous l'actualité concernant la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ? », plus des deux tiers des électeurs interrogés (70 %) répondent s'informer à ce sujet au moins une fois par jour, 2 % seulement des répondants déclarant ne jamais suivre les actualités concernant ce conflit.

L'impact de la guerre en Ukraine sur la campagne présidentielle se reflète également dans la manière dont les électeurs estiment la gravité des événements.

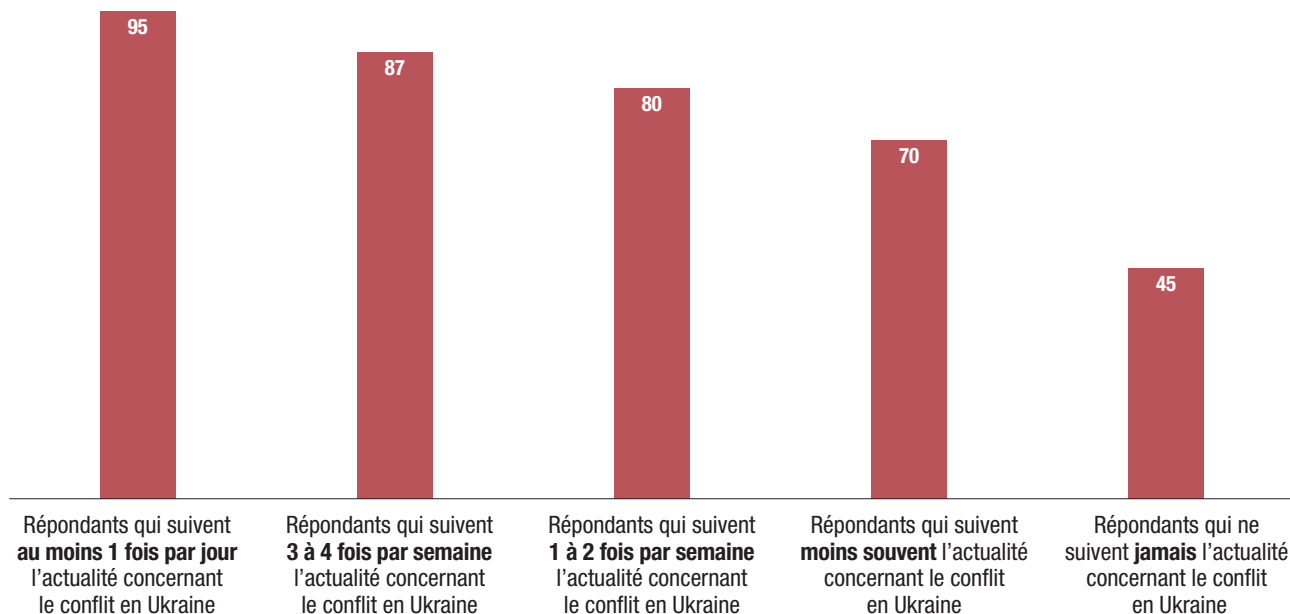
À la question : « Vous le savez, la Russie est entrée en guerre contre l'Ukraine. Est-ce que cette situation vous inquiète ? », 89 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative. Le niveau d'inquiétude est en relation avec la fréquence de l'information, même s'il demeure très élevé dans tous les cas. Ainsi, 95 % des électeurs qui suivent l'actualité ukrainienne au moins une fois par jour se déclarent préoccupés par le conflit. Ce chiffre descend à 70 % parmi ceux qui s'informent moins d'une fois par semaine mais il est encore au niveau de 45 % pour ceux qui disent ne jamais suivre les actualités à propos de cette guerre.

Guerre en Ukraine : fréquence d'information et niveau d'inquiétude des électeurs

Question : « Vous le savez, la Russie est entrée en guerre contre l'Ukraine. Est-ce que cette situation vous inquiète ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : parmi les électeurs qui suivent au moins une fois par jour l'actualité concernant le conflit en Ukraine, 95 % se disent inquiets de cette guerre.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les préoccupations soulevées par la crise ukrainienne amènent à concevoir des répercussions sur le comportement électoral. En effet, près de la moitié des répondants estiment que le conflit comptera dans la détermination de leur vote lors du premier tour (45 %).

Si seulement 10 % des personnes interrogées disent avoir changé leur choix de vote en raison de la guerre en Ukraine, cette proportion double (20 %) chez ceux qui répondent que le conflit comptera dans leur choix au premier tour.

Le poids de la guerre en Ukraine sur le vote à la présidentielle

Question : « Au moment de voter au premier tour de l'élection présidentielle, est-ce que la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine comptera dans votre vote ? »

Réponses : « oui, beaucoup » et « oui, un peu » ; « non, pas vraiment » et « non, pas du tout »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Oui, la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine comptera dans votre vote »	« Non, la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine ne comptera pas dans votre vote »
Ensemble de l'échantillon	45	53
Suit l'actualité ukrainienne...		
Au moins 1 fois par jour	47	52
3 à 4 fois par semaine	47	52
1 à 2 fois par semaine	46	52
Moins souvent	29	67
Jamais	11	88

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

La crise ukrainienne semble devoir peser davantage sur les électeurs de droite

Question : « Au moment de voter au premier tour de l'élection présidentielle, est-ce que la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine comptera dans votre vote ? »

Réponses : « oui, beaucoup » et « oui, un peu » ; « non, pas vraiment » et « non, pas du tout »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Oui, la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine comptera dans votre vote »	« Non, la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine ne comptera pas dans votre vote »
Ensemble de l'échantillon	45	53
Genre		
Hommes	41	58
Femmes	50	48
Statut professionnel		
Actifs	49	49
Inactifs	39	59
Autopositionnement sur l'axe gauche-droite		
Gauche	44	55
Centre	46	54
Droite	50	49
Opinion sur la mondialisation		
La mondialisation est une opportunité	45	34
La mondialisation est une menace	52	62

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

2. Il est devenu plus difficile de suivre la campagne

Un quart des répondants (26%) disent ne pas parvenir à s'informer correctement sur les différents candidats et sur leurs propositions à cause de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. Cette difficulté est davantage exprimée par les femmes (28%) que

par les hommes (22%), chez les actifs (28%) que chez les inactifs (22%). Cependant, près d'un tiers (29%) des personnes interrogées déclarent ne pas chercher à « s'informer sur les différents candidats car la campagne présidentielle ne les intéresse pas ».

Le sentiment de ne pas parvenir à s'informer correctement dans cette campagne électorale concerne un quart des électeurs

Question : « En ce qui concerne l'accès à l'information à propos des différents candidats à l'élection présidentielle et leurs propositions, vous pensez que... »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Malgré la crise sanitaire et la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, j'arrive quand même à m'informer correctement sur les différents candidats et leurs propositions »	« À cause de la crise sanitaire et de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, je n'arrive pas à m'informer correctement sur les différents candidats et leurs propositions »	« Je ne cherche pas à m'informer sur la campagne présidentielle et les différents candidats car la campagne ne m'intéresse pas »
Ensemble de l'échantillon	43	26	29
Genre			
Hommes	48	22	27
Femmes	38	28	32
Autopositionnement sur l'axe gauche-droite			
Gauche	51	24	23
Centre	40	29	29
Droite	48	28	23
Intérêt pour la politique			
Beaucoup	65	27	8
Assez	54	29	15
Peu	28	27	43
Pas du tout	17	13	68

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

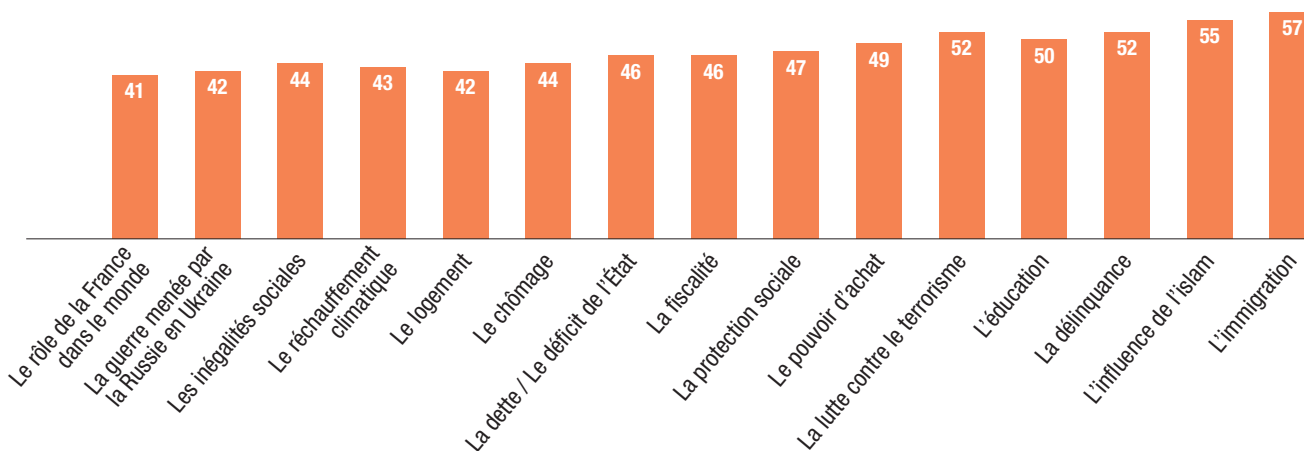
La moitié des personnes interrogées (48 %) estiment que l'on ne parvient plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Cette opinion est

plus répandue encore chez les électeurs qui attribuent de l'importance au thème de l'immigration (57 %) et à celui de l'influence de l'islam (55 %) dans la détermination de leur vote.

L'impact du conflit en Ukraine sur la campagne présidentielle est davantage cité par les électeurs plus sensibles aux thèmes de l'immigration et de l'islam...

Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ? » (total « en premier », « en deuxième » et « en troisième »)

Base : ensemble de l'échantillon



■ « À cause de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on n'arrive plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir »

Grille de lecture : parmi les répondants qui citent l'immigration comme un des enjeux qui comptera le plus dans leur choix de vote à l'élection présidentielle, 57 % pensent qu'à cause de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on n'arrive plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

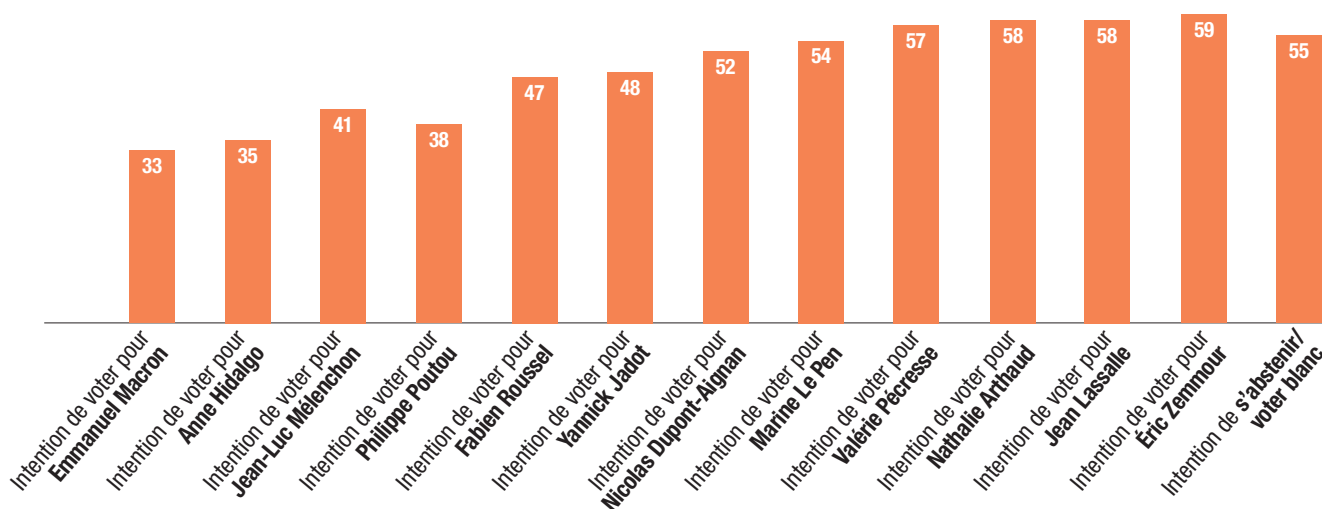
Des variations significatives peuvent être relevées selon les électorats potentiels. Les électeurs d'Emmanuel Macron (65%), d'Anne Hidalgo (60%) et de Jean-Luc Mélenchon (56%) affirment majoritairement que la crise en Ukraine n'empêche pas la discussion autour des grandes thématiques sur l'avenir de la France, tandis que

l'option inverse est plus souvent citée par les électeurs de Marine Le Pen (54%), de Valérie Pécresse (57%) et d'Éric Zemmour (59%), un point de vue également partagé par une majorité des électeurs (55%) prévoyant de s'abstenir ou de voter blanc lors du premier tour.

L'impact du conflit en Ukraine sur la campagne présidentielle est également davantage cité par les électeurs de droite

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « À cause de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on n'arrive plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir »

Grille de lecture : parmi les répondants qui comptent voter Éric Zemmour au premier tour de la présidentielle, 59% pensent qu'à cause de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on n'arrive plus à parler des grands sujets qui concernent la France et son avenir.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

3. Pour la première fois depuis 1965, la crainte d'une guerre mondiale hante une élection présidentielle

Plus des deux tiers des personnes interrogées craignent de voir le conflit en Ukraine dégénérer en une guerre mondiale (70%). Cette inquiétude est plus répandue encore chez les femmes (76%) et elle concerne 73% des électeurs qui suivent l'actualité ukrainienne au moins une fois par jour.

Il importe de noter que la crainte engendrée par la situation en Ukraine traverse tous les électorats. Elle concerne 80% des électeurs potentiels d'Éric Zemmour et 80% de ceux qui disent vouloir s'abstenir, soit quelques points seulement sous la moyenne (89%). De même, une majorité (59%) des électeurs potentiels d'Éric Zemmour et de ceux qui disent vouloir

s'abstenir (64%) redoutent l'extension de ce conflit en une guerre mondiale. Le niveau de préoccupation est donc élevé, même si le niveau moyen est supérieur (70%). Le spectre d'une guerre mondiale, évoqué plusieurs fois par les médias depuis le début de la crise, est un facteur inédit dans l'histoire de l'élection présidentielle française. Jamais depuis 1965 la campagne présidentielle n'a été traversée par une crise d'une telle ampleur. La peur d'un emballement du conflit conditionne le rôle de la tragédie ukrainienne dans la décision électorale : 70% des répondants redoutent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie provoque un nouveau conflit mondial. Plus de la moitié (53%) de ces électeurs estiment que la situation en Ukraine comptera dans leur vote, tandis que 13% disent avoir déjà changé leur choix de vote depuis le début de l'invasion russe.

Les électeurs les plus attentifs à l'actualité en Ukraine craignent davantage un conflit mondial

Question : « Craignez-vous que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine provoque une guerre mondiale ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt » ; « non, plutôt pas » et « non, pas du tout »

Base : ensemble de l'échantillon

	Répondants qui « craignent que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine provoque une guerre mondiale »	Répondants qui « ne craignent pas que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine provoque une guerre mondiale »
Ensemble de l'échantillon	70	29
Genre		
Hommes	63	36
Femmes	76	23
Âge		
18-24 ans	77	20
25-34 ans	74	23
35-49 ans	73	26
50-64 ans	65	34
65 ans et +	66	33
Statut professionnel		
Actifs	71	28
Inactifs	68	31
Opinion sur la mondialisation		
La mondialisation est une opportunité	40	36
La mondialisation est une menace	57	59
Autopositionnement sur l'axe gauche-droite		
Gauche	66	34
Centre	70	29
Droite	71	29
Suit l'actualité ukrainienne...		
Au moins 1 fois par jour	73	26
3 à 4 fois par semaine	69	30
1 à 2 fois par semaine	69	31
Moins souvent	54	45
Jamais	38	58

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

4. Des électeurs sensibles aux risques d'ingérences russes dans la campagne présidentielle

Nous avons demandé aux électeurs s'ils considéraient les ingérences étrangères dans la campagne présidentielle comme une menace pour les institutions démocratiques ou si, différemment, ils pensaient que les citoyens ont la capacité de repérer les fausses informations et de neutraliser ces stratégies de manipulation. Plus des deux tiers (68%) des répondants considèrent que les ingérences étrangères constituent une menace dans la campagne présidentielle, dans la mesure où les citoyens n'ont pas la capacité de s'informer correctement, et en particulier de distinguer le vrai du faux. En revanche, 29% des électeurs estiment que, même si les interférences étrangères restent un problème, elles ne constituent pas une menace pour les institutions démocratiques.

Plus de la moitié des personnes interrogées (58%) pensent que « l'État russe tentera de perturber l'élection présidentielle française, par exemple par la diffusion de fausses informations ». Cette conviction est plus répandue parmi les électeurs d'Emmanuel Macron (68%) et de Valérie Pécresse (68%), alors que 52% des électeurs d'Éric Zemmour, 51% des abstentionnistes et 45% des électeurs de Marine Le Pen ne croient pas que l'État russe tentera de perturber l'élection.

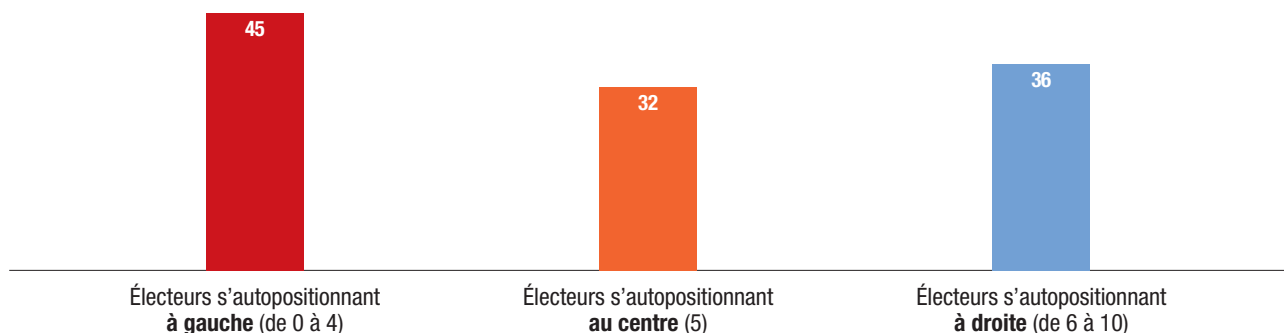
Parmi ceux qui croient que l'État russe tentera de perturber l'élection présidentielle, plus d'un tiers des répondants (37%) estiment que ce sera dans le but de favoriser un candidat qui aurait la préférence du Kremlin. Cette crainte est plus répandue parmi les électeurs qui se situent à gauche (45%) que chez ceux qui se situent à droite (36%) ou au centre (32%).

Les électeurs de gauche redoutent que l'État russe tente de favoriser l'élection d'un candidat qui aurait sa préférence

Question : « Laquelle des deux propositions suivantes vous paraît la plus juste ? »

Réponse : « L'État russe pourrait tenter de perturber l'élection présidentielle française pour favoriser l'élection d'un candidat qui aurait sa préférence »

Base : les répondants qui pensent que « l'État russe tentera de perturber l'élection présidentielle française, par exemple par la diffusion de fausses informations »



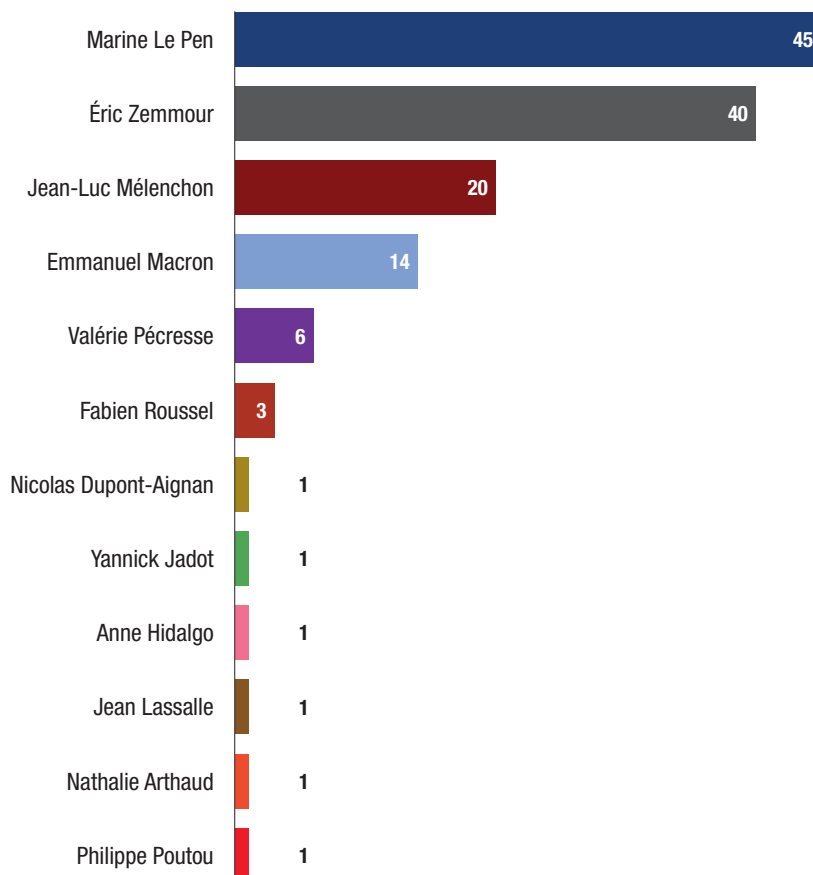
Grille de lecture : parmi les répondants qui pensent que « l'État russe tentera de perturber l'élection présidentielle française », 45 % des électeurs s'autopositionnant à gauche pensent que ce sera pour favoriser l'élection d'un candidat qui aurait la préférence du Kremlin.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Pour l'opinion, Marine Le Pen, Éric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon sont les candidats que l'État russe souhaite favoriser

Question : « Quels(les) candidats(e)s pensez-vous que l'État russe souhaite favoriser à l'élection présidentielle française ? »

Base : les personnes qui pensent « que l'État russe pourrait tenter de perturber l'élection présidentielle française pour favoriser l'élection d'un candidat qui aurait sa préférence »



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

5. L'opinion juge sévèrement Vladimir Poutine

La quasi-totalité des répondants (88%) ont une opinion négative de Vladimir Poutine. L'opinion est même « très négative » pour plus des deux tiers (68%). On trouve cependant 10% des personnes interrogées exprimant une opinion positive de Vladimir Poutine. Ce chiffre est plus élevé chez les hommes (12%) que chez les femmes (10%) et, surtout, l'opinion à l'égard du président russe est plus positive parmi les répondants âgés de 18-24 ans (24%) que chez ceux de 65 ans et plus (4%). Les habitants de l'agglomération parisienne ont une meilleure opinion de Poutine (14%) que ceux vivant dans les communes rurales (10%), tout comme les répondants appartenant aux catégories sociales supérieures (15%) par rapport à ceux appartenant aux catégories inférieures (11%). Le président russe est plus populaire chez les électeurs dont le revenu du foyer est inférieur à 1 000 euros mensuels (20%) que chez ceux dont le revenu est égal ou supérieur à 3 500 euros (6%); ceux qui ont une bonne opinion de lui ont aussi une image positive des Gilets jaunes (81%, contre 49% en moyenne), des antivax (75%, contre 30% en moyenne) et des anti-passe vaccinal (81%, contre 37% en moyenne). Il existe un lien entre le fait d'avoir une opinion positive du président russe et le vaccin contre la Covid-19 : alors que seulement 8% des vaccinés ont une opinion positive de Vladimir Poutine, ce chiffre monte à 25% parmi les non-vaccinés.

On note que l'attachement à l'Union européenne et à l'euro est nettement moins marqué chez les électeurs qui déclarent avoir une opinion positive de Poutine : un

tiers des répondants (36%) ayant une opinion positive du président russe sont favorables à l'Union européenne (contre 56% en moyenne) et un tiers d'entre eux (34%) sont favorables à l'euro (contre 54% en moyenne).

Les électeurs qui ont une opinion positive du président russe restent majoritairement inquiets de la guerre en Ukraine (67%), même si la moyenne de l'échantillon est sensiblement supérieure (89%). De même, les électeurs qui ont une opinion positive de Vladimir Poutine sont nettement moins favorables aux sanctions économiques contre la Russie (43%) que ceux qui le jugent négativement (83%). Enfin, les répondants ayant une opinion positive de Poutine sont moins nombreux à craindre la perturbation des campagnes électorales par des puissances étrangères (52%) que ceux qui en ont une opinion négative (71%).

6. Des électorats sensibles au poutinisme (Zemmour, Mélenchon, Le Pen)

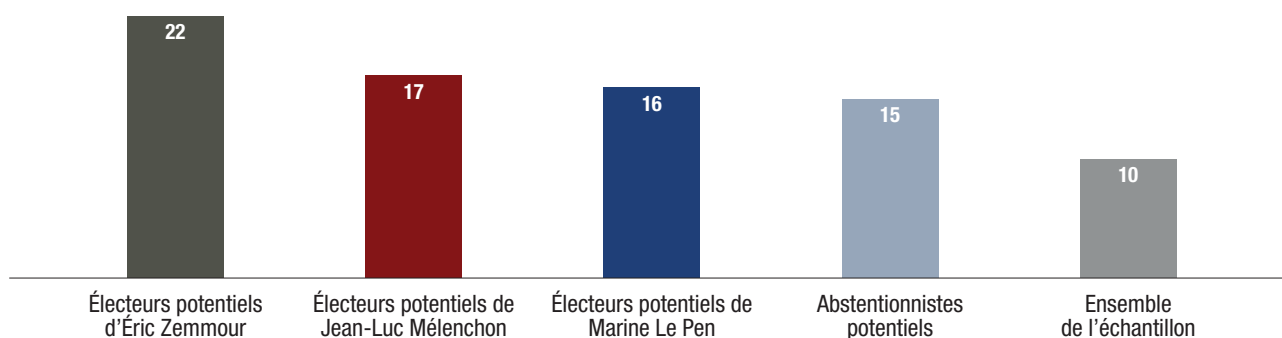
Dans le passé récent, Éric Zemmour, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont tenu des propos indulgents, voire élogieux, à l'égard de Vladimir Poutine. Aujourd'hui, ces commentaires leur sont reprochés compte tenu de la guerre en Ukraine. L'opinion positive à l'égard de Vladimir Poutine est présente au sein des électorats potentiels d'Éric Zemmour, de Jean-Luc Mélenchon, de Marine Le Pen et de ceux qui disent vouloir s'abstenir lors du premier tour de l'élection présidentielle.

Intentions de vote et poutinisme d'opinion

Question : « Diriez-vous que vous avez une opinion du président russe, Vladimir Poutine... ? »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : parmi les électeurs potentiels d'Éric Zemmour, 22 % disent avoir une image positive de Vladimir Poutine. C'est 12 points de plus que la moyenne globale (10%).

Ce clivage pèsera également sur le second tour de l'élection présidentielle. Les répondants qui ont une opinion positive de Vladimir Poutine sont plus nombreux à vouloir voter pour Marine Le Pen et Éric Zemmour

en cas de second tour face à Emmanuel Macron, alors que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon qui ont une opinion positive du président russe sont plus nombreux à dire vouloir s'abstenir.

La préférence pour un candidat protestataire face à Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle est plus élevée chez les électeurs ayant une opinion positive de Vladimir Poutine

Question : « Lors de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen/Éric Zemmour/Jean-Luc Mélenchon, diriez-vous que... ? »

Réponses : « Vous êtes certain de voter pour lui/elle » et « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	Répondants ayant une opinion positive de Vladimir Poutine	Répondants ayant une opinion négative de Vladimir Poutine
« Certain » ou « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour	31	49	28
« Certain » ou « de fortes chances » de voter pour Éric Zemmour au second tour	22	38	21
« Certain » ou « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon au second tour	23	27	22

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Un lien existe entre le comportement électoral protestataire, l'orientation prorusse d'une partie de l'échantillon et les sources d'information utilisées. Sputnik et Russia Today sont deux agences de presse appartenant à l'État russe, bien connues pour favoriser l'agenda du Kremlin. Or, les personnes interrogées qui

déclarent avoir une opinion positive de Vladimir Poutine sont plus nombreuses à connaître l'existence de ces deux agences. C'est encore plus net parmi les personnes qui disent s'informer par ces canaux. Cette tendance est perceptible au sein des électors protestataires.

Les électeurs protestataires et les médias russes en France

Questions : « Connaissez-vous les médias suivants ? » ; « Vous arrive-t-il de les regarder pour vous informer ? »

Réponses : « oui » ; « oui, très souvent » et « oui, souvent »

Base : ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	Répondants ayant une opinion positive de Vladimir Poutine	Électorat potentiel de Jean-Luc Mélenchon au 1 ^{er} tour	Électorat potentiel d'Éric Zemmour au 1 ^{er} tour	Électorat potentiel de Marine Le Pen au 1 ^{er} tour
Électeurs connaissant Sputnik	27	44	39	39	20
Électeurs connaissant Russia Today	21	41	36	33	13
À ceux qui ont répondu qu'ils connaissaient Sputnik et Russia Today, nous avons posé la question suivante : « Vous arrive-t-il de les regarder pour vous informer ? »					
	Moyenne des répondants qui connaissent Sputnik et Russia Today	Répondants ayant une opinion positive de Vladimir Poutine	Électorat potentiel de Jean-Luc Mélenchon au 1 ^{er} tour	Électorat potentiel d'Éric Zemmour au 1 ^{er} tour	Électorat potentiel de Marine Le Pen au 1 ^{er} tour
Électeurs s'informant via Sputnik et Russia Today	19	64	21	34	29

Grille de lecture : 44 % des répondants qui ont une opinion positive de Vladimir Poutine connaissent le média Sputnik et 41 % Russia Today, contre respectivement 27 % et 21 % pour l'ensemble de l'échantillon.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

7. Président et candidat en temps de guerre

Les deux tiers des personnes interrogées (64 %) se disent satisfaites de la façon dont le président de la République gère la crise en Ukraine, contre un tiers (34 %) qui sont mécontents (2 % n'ont pas répondu). Remarquons par ailleurs que 39 % des répondants qui se disent mécontents de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République sont malgré tout satisfaits de sa gestion de la crise en Ukraine.

Dans la vague 3 de notre « indicateur de la protestation électorale » (octobre 2020)¹, nous avons interrogé les électeurs pour savoir quels partis auraient fait « mieux », « ni mieux ni moins bien » ou « moins bien » que le gouvernement actuel dans la gestion de la crise de la Covid-19. La plupart des répondants ont estimé que les partis d'opposition n'auraient fait « ni mieux ni moins

bien ». En 2022, lorsque l'on pose la même question, cette fois pour savoir si les candidats à l'élection présidentielle auraient fait « mieux », « ni mieux ni moins bien » ou « moins bien » qu'Emmanuel Macron dans la gestion de la crise en Ukraine, la plupart des répondants estiment que les candidats auraient fait « moins bien » que le président. Aucun des onze concurrents d'Emmanuel Macron n'est perçu capable de mieux gérer la crise ukrainienne que lui. Cependant, certains électorats potentiels de candidats à la présidentielle pensent que leur champion aurait fait mieux que le président sortant : 57 % des électeurs d'Éric Zemmour, 55 % des électeurs de Marine Le Pen et 52 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon pensent que leur candidat aurait mieux géré la crise qu'Emmanuel Macron.

Pour l'opinion, aucun candidat n'aurait fait mieux qu'Emmanuel Macron dans la gestion de la crise en Ukraine

Question : « Voici une liste de candidats à l'élection présidentielle. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, dites si vous pensez qu'il aurait fait mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien qu'Emmanuel Macron dans la gestion de la crise provoquée par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ? »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Mieux »	« Ni mieux ni moins bien »	« Moins bien »
Marine Le Pen	17	37	43
Éric Zemmour	13	32	52
Jean-Luc Mélenchon	12	36	49
Nicolas Dupont-Aignan	8	40	49
Valérie Pécresse	7	51	39
Yannick Jadot	6	42	49
Jean Lassalle	6	40	51
Anne Hidalgo	5	38	54
Fabien Roussel	5	43	49
Philippe Poutou	5	37	55
Nathalie Arthaud	4	38	55

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Parmi les répondants qui se disent satisfaits de la façon dont Emmanuel Macron gère la crise ouverte par la guerre de Poutine en Ukraine, presque tous approuvent les sanctions économiques contre la Russie (92 %). Tout en restant majoritaire, cette approbation est moins marquée (54 %) chez les électeurs mécontents de la gestion de la guerre par le président. Cette satisfaction à propos de la façon dont Emmanuel Macron gère la guerre en Ukraine a permis la progression des intentions

de vote en sa faveur pour le premier tour. Parmi les électeurs qui déclarent que la guerre de la Russie contre l'Ukraine les a conduits à réviser leur intention de vote, les deux tiers (69 %) de ceux qui avaient l'intention de voter Valérie Pécresse et qui ont changé d'avis expriment leur intention de voter pour Emmanuel Macron. Cet enseignement peut être relevé, même s'il devra être confirmé en raison des effectifs concernés².

1. Voir 2022, *le risque populiste en France (vagues 2 et 3)*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2020 (www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france-vagues-2-et-3/).

2. Sur 3 132 électeurs interrogés, 317 personnes déclarent avoir modifié leur choix de vote depuis le début de la guerre. Parmi ces électeurs, 69 % des 51 personnes qui avaient l'intention de voter en faveur de Valérie Pécresse avant la guerre en Ukraine ont désormais l'intention de voter pour Emmanuel Macron.

Présidentielle 2022 : le révélateur d'une crise française de la politique

1. Le vote protestataire, entre persistance et amplification.....	25
2. S'abstenir ou voter blanc sont deux formes de la protestation électorale.....	27
3. Malgré la campagne présidentielle, la désaffiliation partisane se poursuit.....	30
4. La droitisation protestataire de l'électorat se confirme.....	32
5. Les sources générationnelles de la déconsolidation démocratique.....	34
6. L'avènement des protestations anomiques : Gilets jaunes, antivax et anti-passe vaccinal.....	38
7. L'étincelle du pouvoir d'achat.....	41

1. Le vote protestataire, entre persistance et amplification

L'élection présidentielle de 2017 a été marquée par un vote protestataire d'une ampleur sans précédent depuis la première élection présidentielle, en 1965. Au cours du quinquennat qui s'achève, loin de refluer, l'intérêt des Français pour la politique protestataire s'est confirmé. En témoignent la crise des Gilets jaunes, de même que l'attraction du vote populiste mesuré, entre septembre 2019 et octobre 2021, dans les cinq vagues de notre « indicateur de la protestation électorale¹ ». Dans notre nouvelle enquête 2022, *présidentielle de crises*, les intentions de vote de premier tour en faveur des candidats protestataires atteignent 46%. Les trois candidats de la droite protestataire, Marine Le Pen (19%), Éric Zemmour (12%) et Nicolas Dupont-Aignan (1%)² réunissent 32% des

intentions de vote, soit 18 points de plus que l'ensemble des candidats de la gauche protestataire (14%), composée de Jean-Luc Mélenchon (12%), de Philippe Poutou (1%) et de Nathalie Arthaud (1%)³.

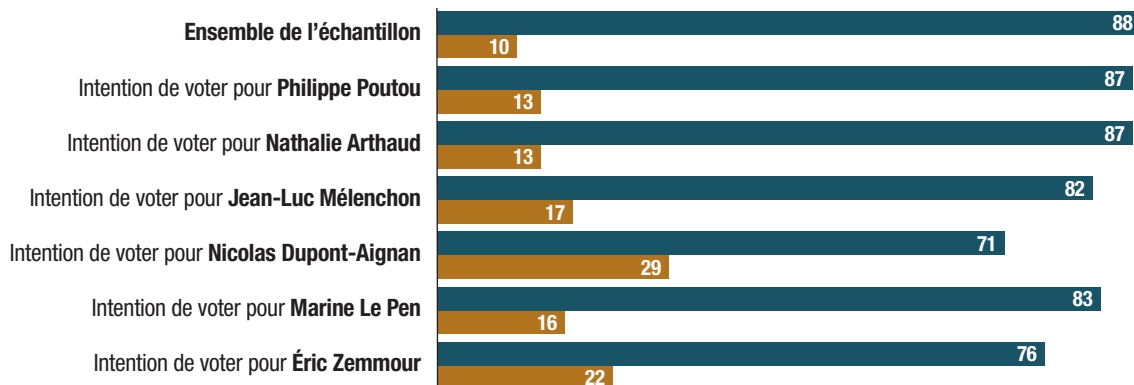
L'hétérogénéité des électeurs susceptibles de voter pour les trois principaux candidats protestataires est notable. L'électeur type de Jean-Luc Mélenchon est plutôt jeune, métropolitain, salarié du secteur public ou chômeur. L'électeur type de Marine Le Pen est d'abord une femme, âgée entre 18 et 24 ans, vivant dans une commune rurale, salariée du secteur privé autant que du secteur public, au chômage, femme au foyer. Éric Zemmour recueille un niveau d'intentions de votes comparable dans les différents segments de la population, à ceci près que son électorat est sensiblement plus masculin.

Les électeurs ayant l'intention de voter pour un candidat protestataire, et plus encore pour un candidat de la droite protestataire, ont une opinion plus favorable à Vladimir Poutine

Question : « Diriez-vous que vous avez une opinion du président Russe, Vladimir Poutine... ? »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive » ; « plutôt négative » et « très négative »

Base : ensemble de l'échantillon



■ Répondants ayant une **image positive de Vladimir Poutine**

■ Répondants ayant une **image négative de Vladimir Poutine**

Grille de lecture : 29% de l'électorat potentiel de Nicolas Dupont-Aignan indiquent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, contre 10% de l'ensemble de l'échantillon.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

1. Voir Dominique Reynié (dir.), 2022, *le risque populiste en France*, Fondation pour l'innovation politique, septembre 2019-octobre 2021, 4 vol. (disponibles sur www.fondapol.org).

2. Nous avons fait le choix de compter Nicolas Dupont-Aignan et son parti DLF – offre politique balançant entre droite souverainiste et droite populiste – dans le calcul du potentiel électoral populiste. En 2017, pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, le président de DLF avait en effet passé un accord de gouvernement avec Marine Le Pen au terme duquel il acceptait de devenir son Premier ministre en cas d'élection de la candidate du FN. Depuis, les prises de position de Nicolas Dupont-Aignan, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, viennent conforter notre choix initial de classer ce parti et son candidat dans la catégorie populiste.

3. On se souvient qu'en 2012 et en 2017, le PCF avait décidé de ne pas présenter de candidat et de se rallier à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le retour d'un candidat communiste, avec Fabien Roussel, signifie déjà par lui-même la volonté du PCF d'exprimer une voix alternative à celle du leader de LFI. On sait que le style populiste, l'autoritarisme et l'extrême personnalisation de sa candidature, en 2012 comme en 2017, ont fini par exaspérer les communistes. De plus, en considérant tant le discours de campagne que le contenu du programme de Fabien Roussel, il nous a semblé légitime de ne pas inclure le candidat du PCF dans la catégorie des populistes ni dans celle du bloc de la gauche protestataire (LFI, NPA, LO).

Profil des électeurs des principaux candidats protestataires

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Base : selon les électorats potentiels de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Éric Zemmour au premier tour de l'élection présidentielle de 2022

	Électorat potentiel de Jean-Luc Mélenchon	Électorat potentiel d'Éric Zemmour	Électorat potentiel de Marine Le Pen
Ensemble	12	12	19
Genre			
Hommes	12	15	15
Femmes	12	9	23
Âge			
18-24 ans	20	7	24
25-34 ans	18	11	25
35-49 ans	14	11	24
50-64 ans	11	14	19
65 ans et +	7	13	10
Taille de la commune			
Commune rurale	8	12	28
Ville de 2 000 à 19 999 habitants	10	13	23
Ville de 20 000 à 99 999 habitants	13	14	18
Ville de plus de 100 000 habitants	14	10	16
Agglomération parisienne	15	13	7
Statut professionnel			
Salarié du public	17	9	23
Salarié du privé	13	13	22
Chômeur	24	13	26
Retraité	7	13	11
Homme/Femme au foyer	8	12	33
Niveau de diplôme			
Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	11	13	29
Bac/Bac + 2	12	12	21
Supérieur à bac + 2	13	11	6
Revenu mensuel du foyer			
Moins de 1 000 euros	16	9	28
De 1 000 à 1 999 euros	14	12	26
De 2 000 à 3 499 euros	11	13	18
3 500 euros et plus	10	13	10

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

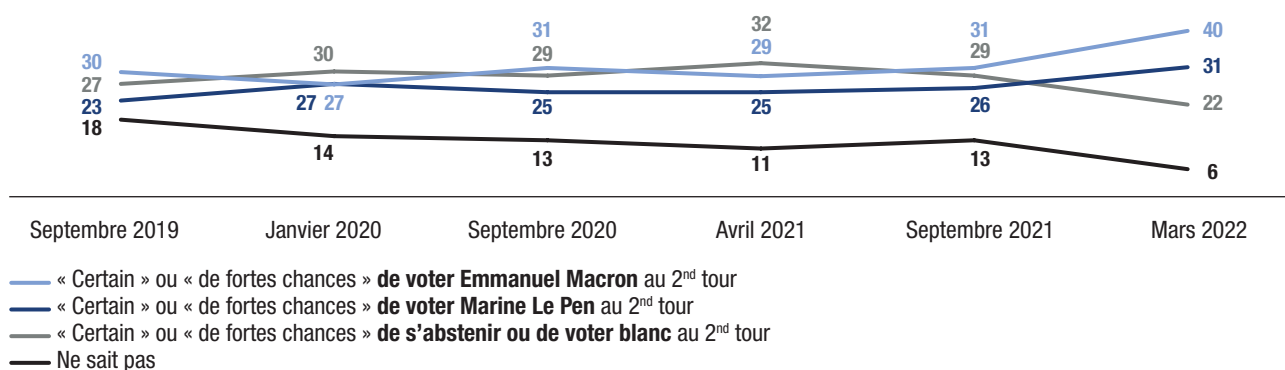
Pour le second tour, en raison de son imprévisibilité, nous avons mesuré la disponibilité à voter pour les deux premiers candidats qui arrivent en tête des intentions de vote au premier tour. Les électeurs étaient donc invités à répondre qu'ils sont « certains » ou qu'il y a « de fortes chances » qu'ils votent pour le candidat de leur choix. Dans le cadre d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, la part de personnes indiquant être « certaines » ou qu'il y a « de fortes chances » qu'elles votent pour la candidate du RN s'élève à 31 %, soit le résultat le plus élevé de nos

cinq vagues successives, depuis septembre 2019. Parallèlement, le président sortant atteint également son résultat le plus élevé sur la même période. Ainsi, 40 % des répondants sont « certains » ou disent qu'il y a « de fortes chances » qu'ils votent pour lui lors du premier tour. La proportion de ceux qui pourraient s'abstenir ou voter blanc baisse de 7 points, de 29 % en septembre 2021 à 22 % en mars 2022. Il en va de même pour la proportion de personnes qui ne savent pas encore pour qui voter, passant de 13 % en septembre 2021 à 6 % en mars 2022.

La disponibilité électorale et l'hypothèse d'un duel Emmanuel Macron-Marine Le Pen (septembre 2019-mars 2022)

Question : « Lors de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

En cas de second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les transferts de voix en faveur du président sortant ou de la candidate du RN seront observés de près. Tout d'abord en raison de la forte porosité entre les populismes de droite : 72% des électeurs qui pourraient voter Éric Zemmour au premier tour et 48% de ceux qui pourraient voter pour Nicolas Dupont-Aignan expriment une préférence pour Marine Le Pen dans un duel face à Emmanuel Macron, tandis que 16% des électeurs d'Éric Zemmour et 43% des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan s'abstiendraient ou voteraient blanc et qu'une minorité voterait pour Emmanuel Macron (9% dans les deux cas). Ensuite, la barrière séparant les électeurs de Jean-Luc Mélenchon de ceux de Marine Le Pen n'est pas non plus étanche : parmi les électeurs qui pourraient voter pour le candidat LFI au premier tour, un cinquième (20%) disent pouvoir voter pour Marine Le Pen au second tour. Ils sont plus d'un tiers (37%) à dire qu'ils voteront en faveur d'Emmanuel Macron et la même proportion (37%) à déclarer qu'ils s'abstiendront ou voteront blanc. Par ailleurs, le comportement des électeurs du PS et de LR paraît imprévisible, tant ils oscillent entre abstention, indécision, tentation protestataire et soutien à la majorité actuelle. Un quart des électeurs qui pourraient soutenir Anne Hidalgo (25%) au premier tour disent pouvoir s'abstenir ou voter blanc en cas de second tour Macron-Le Pen ; il en va de même pour 28% de ceux qui pourraient voter Valérie Pécresse au premier tour. Ces électorats sont toujours plus nombreux à dire qu'ils voteraient Macron plutôt que Le Pen au second tour (42% des électeurs qui ont l'intention de voter pour Valérie Pécresse expriment une intention de vote pour le président sortant, 62% parmi les électeurs potentiels d'Anne Hidalgo). Cependant, une part significative apparaît ouverte au vote populiste de droite : 6% des électeurs potentiels d'Anne Hidalgo

et, surtout, un quart de ceux de Valérie Pécresse (25%) pourraient voter pour la candidate du RN. Sans surprise, la plupart des électeurs d'Emmanuel Macron (93%) ou de Marine Le Pen (95%) au premier tour maintiendraient leur choix au second tour.

2. S'abstenir ou voter blanc sont deux formes de la protestation électorale

Les raisons de l'abstention et du vote blanc sont diverses⁴ : désintérêt pour la politique, difficulté à choisir, rejet de l'offre politique, des partis, des gouvernants ou expression d'un mécontentement plus général. Une partie seulement de l'abstention relève de la protestation électorale.

Lorsque nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à l'abstention ou au vote blanc dans le cadre du premier tour de la présidentielle, le vote blanc semble plus attractif que l'abstention : 35% des personnes interrogées répondent qu'elles pourraient voter blanc (13% « oui, certainement », 22% « oui, probablement »), tandis qu'elles sont 26% à déclarer pouvoir s'abstenir (10% « oui, certainement », 16% « oui, probablement »).

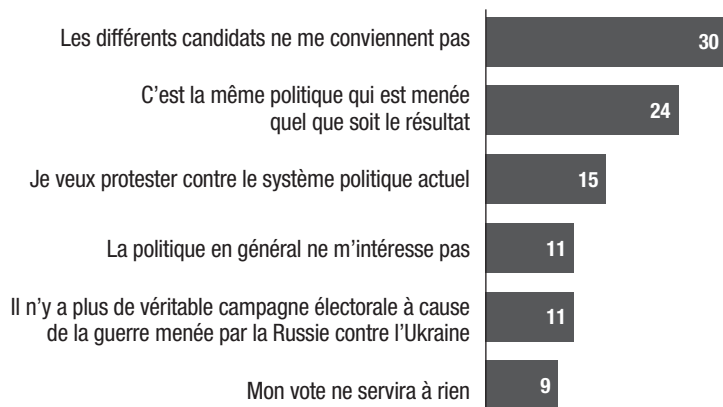
La disponibilité à l'abstention et au vote blanc procède de diverses causes, mais les principales raisons indiquées par les personnes interrogées montrent que l'abstention et le vote blanc procèdent moins d'un désintérêt pour la politique ou pour l'élection présidentielle que d'une forme de protestation. L'hypothèse selon laquelle la guerre menée par la Russie en Ukraine influence l'élection est en partie vérifiée, puisqu'elle arrive en quatrième position des raisons d'une potentielle abstention ou d'un vote blanc, à égalité avec le désintérêt pour la politique et devant l'idée que son vote « ne sert à rien ».

4. Jusqu'en 2014, le recensement du vote blanc était confondu avec celui du vote invalide (vote nul). La catégorie se nommait « blancs et nuls ». Le vote blanc est comptabilisé à part depuis la loi du 21 février 2014. Il a été recensé séparément pour la première fois lors des élections européennes de juin 2014. L'élection présidentielle de 2017 a donc connu le nouveau régime du vote blanc.

Les raisons de l'abstention et du vote blanc

Question : « Quelles sont les raisons pour lesquelles vous pensez pouvoir vous abstenir ou voter blanc lors du premier tour de la présidentielle ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient s'abstenir ou voter blanc au premier tour de la présidentielle de 2022



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les femmes sont plus disposées que les hommes à s'abstenir ou à voter blanc

Questions : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous abstenir ? » ; « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter blanc ? »

Réponses : « oui certainement » et « oui probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



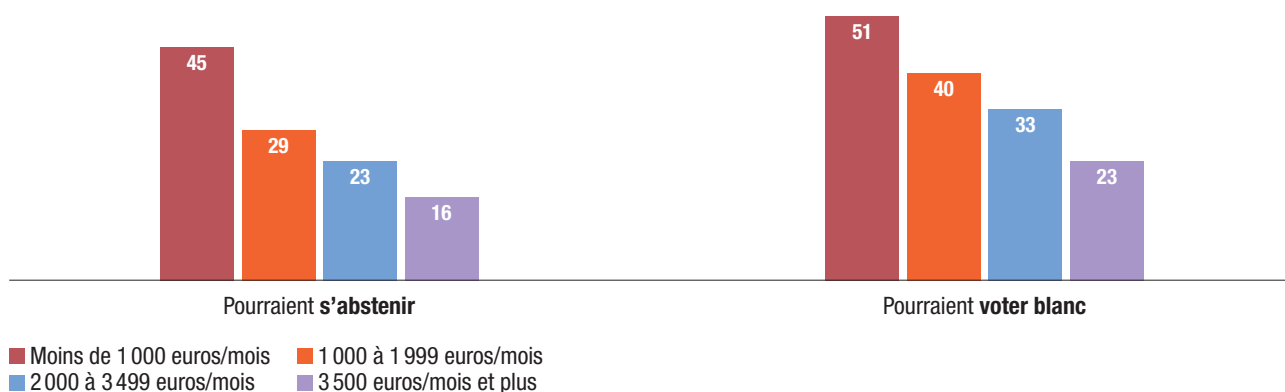
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Au sein des classes populaires, la moitié des électeurs envisagent de s'abstenir ou de voter blanc

Questions : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous abstenir ? » ; « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter blanc ? »

Réponses : « oui certainement » et « oui probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Rappelons néanmoins que si le niveau de l'abstention peut jouer un rôle clé dans un résultat électoral, il reste difficile à anticiper⁵. Depuis plusieurs années, les électeurs se montrent plus indécis à l'approche d'un scrutin, hésitant notamment entre participation et abstention⁶. En France, c'est particulièrement le cas pour l'élection présidentielle, comme le montre le précédent de 2017. Selon nos données, près d'un électeur sur deux (44%) estime que son choix pour le premier

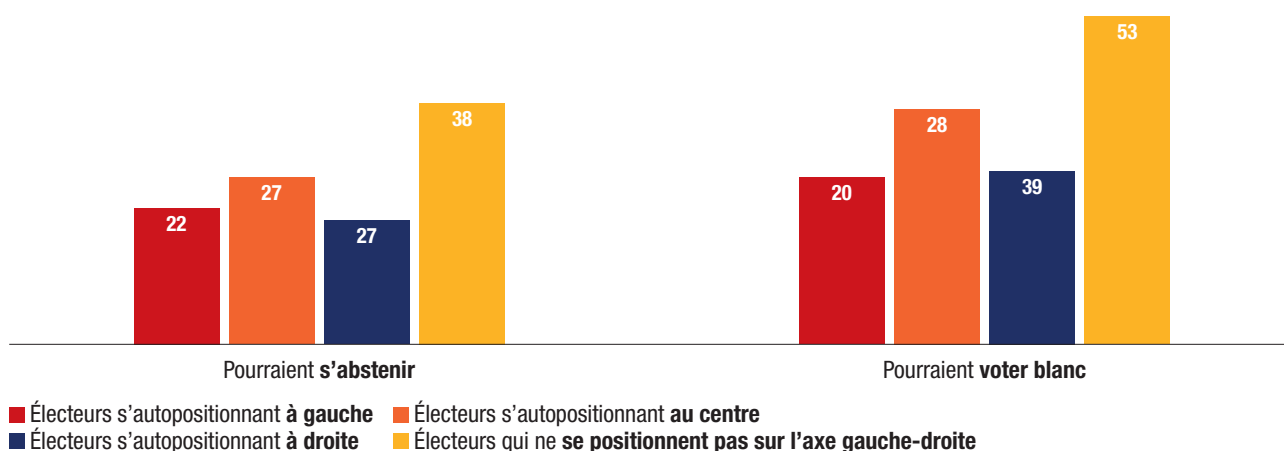
tour de l'élection présidentielle de 2022 « peut encore changer », contre 55% répondant qu'il « est définitif » (1% de non-réponses). Lorsque les électeurs sont questionnés sur leur second choix (« Et si vous deviez voter pour un autre candidat, ce serait pour...? »), 20% des répondants déclarent qu'ils voteraient blanc et 11% qu'ils s'abstiendraient. Ces formes de protestation électorale constituent donc deux grands réservoirs électoraux.

Les électeurs qui ne se positionnent pas sur l'axe droite-gauche sont plus disposés à s'abstenir ou à voter blanc au premier tour

Questions : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous abstenir ? » ; « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter blanc ? »

Réponses : « oui certainement » et « oui probablement »

Base : ensemble de l'échantillon

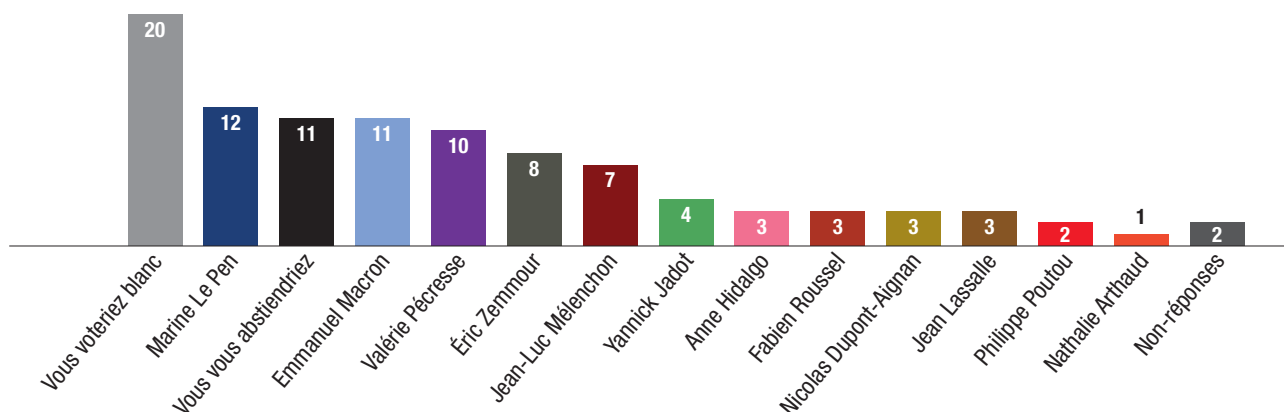


© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

En cas de second choix, l'abstention et le vote blanc sont parmi les principaux réservoirs électoraux

Question : « Et si vous deviez voter pour un autre candidat, ce serait pour... ? »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : lorsque les personnes interrogées sont invitées à se prononcer sur leur second choix pour le premier tour de la présidentielle de 2022, 20% répondent qu'elles s'abstiendraient.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

5. Voir Dinah Cohen, « Présidentielle 2022 : l'abstention pèse toujours sur le scrutin », *lefigaro.fr*, 16 mars 2022 (www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/presidentielle-2022-un-electeur-sur-quatre-pourrait-ne-pas-aller-voter-20220316).

6. Voir Anne Chemin, « Abstention, indécision. Comment expliquer la volatilité grandissante des électeurs ? », *lemonde.fr*, 30 mars 2017 (en accès réservé : www.lemonde.fr/idees/article/2017/03/30/l-electeur-se-rebiffe_5103335_3232.html).

3. Malgré la campagne présidentielle, la désaffiliation partisane se poursuit

La moitié seulement des personnes interrogées (54%) déclarent s'intéresser à la politique (contre 45%). Or ce résultat est proche des niveaux habituellement observés en dehors des périodes électorales⁷. Par ailleurs, s'il est vrai que 68% des répondants disent s'intéresser à l'élection présidentielle, ils sont encore près d'un tiers (31%), à quelques jours du premier tour, à répondre ne pas y prêter attention. En pleine

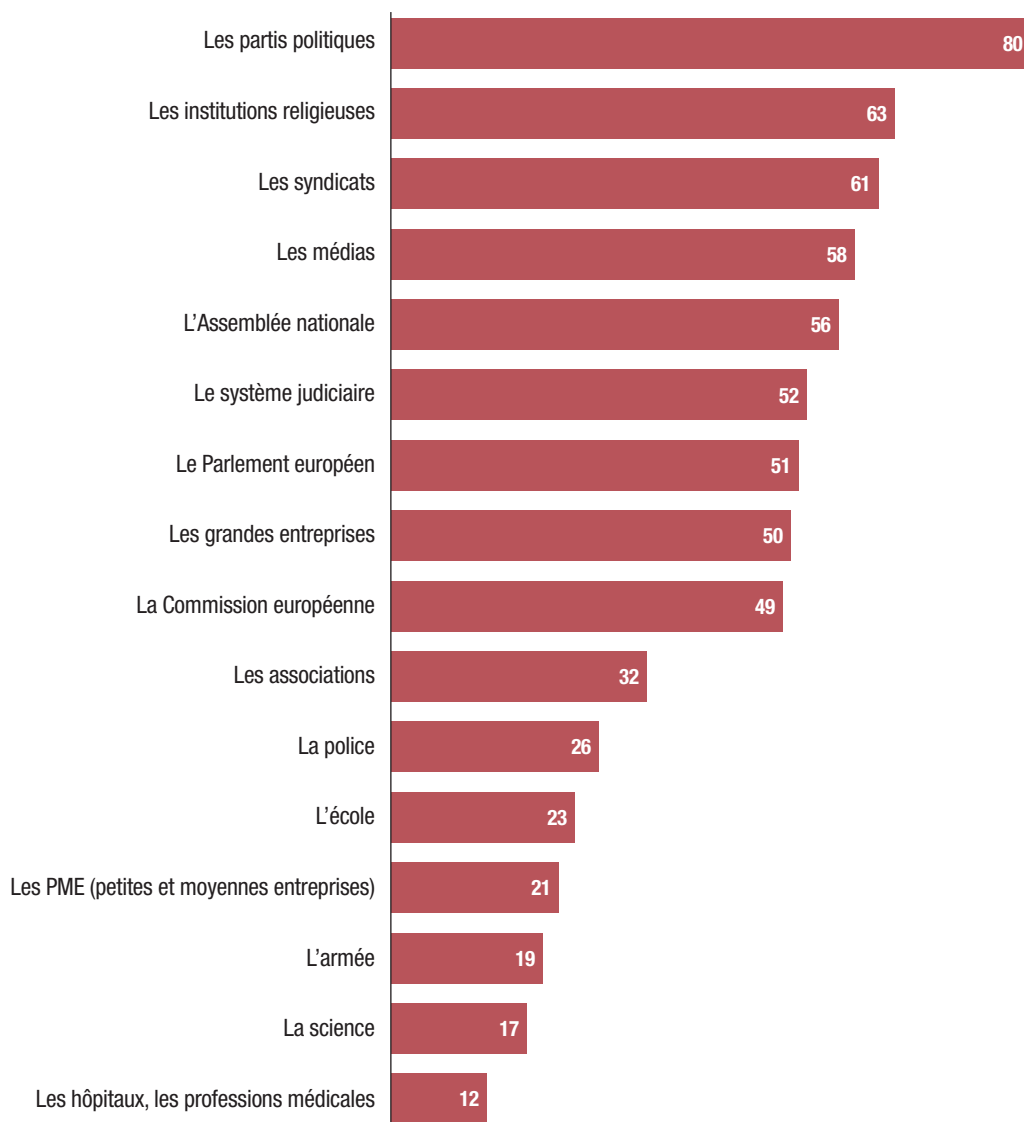
campagne présidentielle, cet état d'esprit s'inscrit dans le cadre plus large d'une prise de distance à l'égard des corps intermédiaires et, plus généralement, du système politique : 80% des personnes interrogées ne font pas confiance aux partis politiques, 56% ne font pas confiance à l'Assemblée nationale et 61% ne font pas confiance aux syndicats. Si le constat est connu, il demeure impressionnant.

Forte défiance des citoyens à l'égard des institutions politiques

Question : « Nous allons vous donner une liste d'institutions, et vous demander dans quelle mesure vous leur faites confiance. Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance en elle »

Réponses : « plutôt pas confiance » et « pas du tout confiance »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

7. Voir Bruno Cautrès, « La défiance a mis son gilet jaune », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, #1, vague 10, Sciences-Po-Cevipof, janvier 2019 (www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/CEVIPOF_confiance_gilet_CAUTRES.pdf).

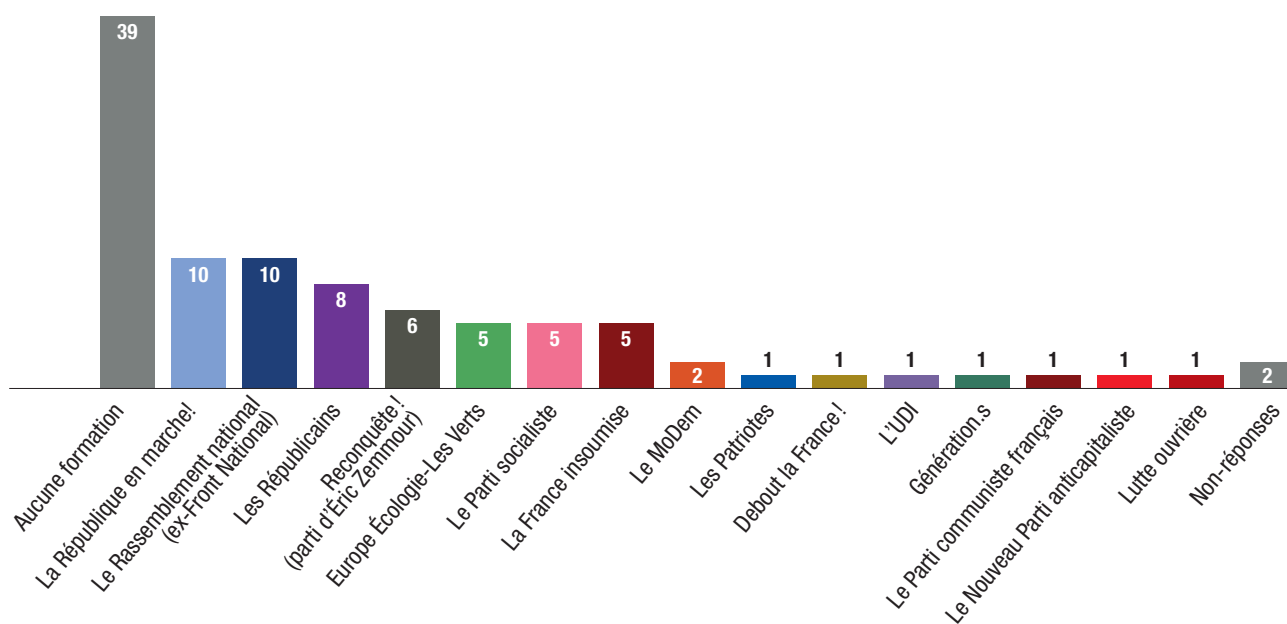
Pour la sociologue Anne Muxel, « l'érosion de la confiance dans les institutions de la démocratie représentative se traduit par une détérioration de la participation démocratique classique (participation électorale, militantisme partisan et engagement civique)⁸ ». Notre enquête fait état d'une spectaculaire désaffiliation partisane. Une partie significative des

électeurs (39%) n'ont aucune proximité avec un parti ou une tendance politique. Ce chiffre est encore plus élevé au sein de certaines catégories, atteignant 44% chez les femmes (contre 33% chez les hommes) et 42% chez les non-diplômés (contre 34% pour les personnes titulaires d'un diplôme supérieur à bac + 2).

Les électeurs ne se reconnaissent plus dans les partis

Question : « De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Si 59% des répondants disent se sentir proche d'un parti politique, ce qui frappe, c'est la grande dispersion des affiliations, atteignant des niveaux très bas, à gauche comme à droite. Depuis leur élimination au premier tour de la précédente élection présidentielle, en 2017, les partis de gouvernement ne sont toujours pas parvenus à retrouver les niveaux d'affiliation qu'ils avaient autrefois dans l'opinion. On se souvient qu'en 2017 le « dédagisme » avait provoqué l'effondrement des partis de gouvernement, débouchant sur un second tour opposant un candidat hors système, Emmanuel Macron, à une candidate antisystème, Marine Le Pen. Du jamais vu. Cinq ans plus tard, c'est LREM et le RN qui suscitent le plus d'intérêt, mais toutes proportions gardées : 10% seulement des électeurs dans un cas comme dans l'autre.

Enfin, la désaffiliation partisane s'étend à une sorte de désaffiliation politique, le quart (23%) des personnes interrogées répondant ne pas se situer sur l'échelle gauche-droite. Ce quart d'électeurs qui ne se reconnaissent ni de gauche ni de droite rassemble des personnes qui se sentent éloignées de la vie politique ou qui la rejettent : les femmes (28%) y sont surreprésentées, ainsi que les jeunes, 31% des 18-24 ans, les sans-diplôme/BEPC/CAP/BEP (28%), les ouvriers (29%), les hommes et les femmes au foyer (35%), ceux dont le revenu mensuel du foyer est inférieur à 1 000 euros (29%).

8. Anne Muxel, *Politiquement jeune*, L'Aube, 2018.

4. La droitisation protestataire de l'électorat se confirme

La droitisation protestataire de l'électorat que nous avons identifiée⁹ peut enfin se mesurer à travers les intentions de vote : en mars 2022, 46% des électeurs interrogés déclarent vouloir voter pour un des candidats de droite (Valérie Pécresse, Jean Lassalle, Marine Le Pen, Éric Zemmour, Nicolas Dupont-Aignan) au premier tour de la présidentielle. Pour rappel et comparaison, en 2017, lors du premier tour de l'élection présidentielle, le total des suffrages exprimés en faveur des candidats de droite atteignait 48,3%. Confirmé dans les urnes le 10 avril 2022, le total des intentions de vote de droite (46%) serait supérieur de 20 points au total des intentions de vote de gauche (26%). Si la droite domine, elle ne progresse pas par rapport à 2017. En revanche, la droite protestataire améliore encore son score global. Elle représente désormais le tiers des électeurs (32%), contre 27% en 2017, maximum, en additionnant les scores de François Asselineau et de Jacques Cheminade avec ceux de Marine Le Pen et de Nicolas Dupont-Aignan. En mars 2022, les intentions de vote en faveur de la droite protestataire dépassent de 20 points celles en faveur de la droite de gouvernement (12%). La droite protestataire (Marine Le Pen, Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan) surclasse également de 18 points le total des intentions de vote

en faveur de la gauche protestataire (14%). Enfin, remarquons que le potentiel électoral de la droite serait plus élevé encore si nous y incluions une partie des intentions de vote pour Emmanuel Macron, une dizaine de points si l'on estime, par exemple, que les électeurs de droite représentent un tiers du vote Macron. Dans ce cas, même si une partie de l'électorat macroniste devait aller à la gauche, cela ne pourrait remettre en cause la prépondérance de la droite.

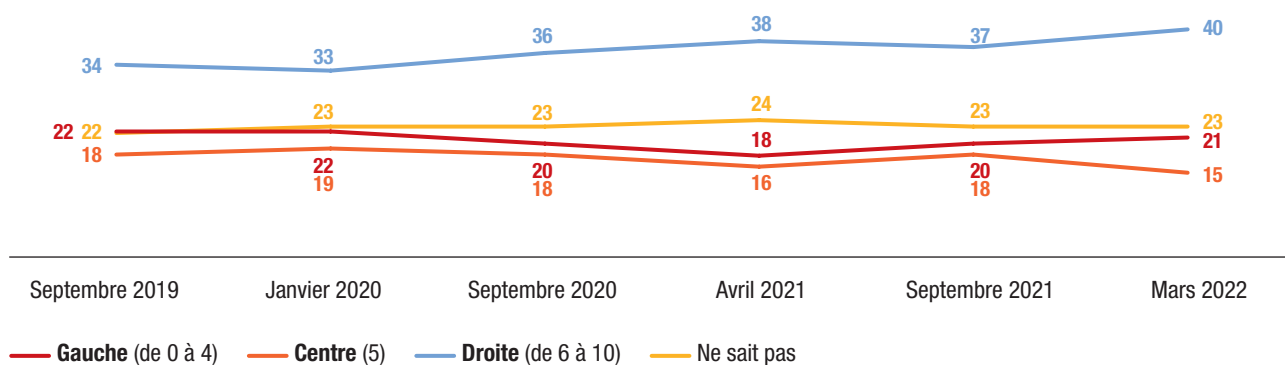
La droitisation protestataire de l'électorat s'observe également à travers l'autopositionnement sur l'échelle gauche-droite. À la question : « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? », 40% des répondants se situent à droite (entre 6 et 10 sur l'échelle), 21% à gauche (entre 0 et 4) et 15% au centre (5 sur l'échelle).

Les personnes interrogées pouvaient ne pas se positionner sur cette échelle. Un quart des répondants (23%) ont choisi de ne pas se positionner. La mise en perspective de ces données avec notre indicateur de la protestation électorale, 2022, *le risque populiste en France*, permet de rendre compte de l'évolution de l'autopositionnement politique. En moins de trois ans, la proportion d'électeurs se situant à droite de l'échiquier politique s'est accrue de manière significative, enregistrant son plus haut niveau en mars 2022.

La société française glisse encore un peu plus à droite

Question : « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

9. Voir Victor Delage, *La Conversion des Européens aux valeurs de droite*, Fondation pour l'innovation politique, mai 2021 (www.fondapol.org/etude/la-conversion-des-europeens-aux-valeurs-de-droite/), ainsi que Dominique Reynié (dir.), *2022, le risque populiste en France. Vague 4* (www.fondapol.org/app/uploads/2021/06/fondapol-enquete-indicateur-de-protestation-electorale-2022-risque-populiste-vague-4-juin-2021.pdf) et *2022, le risque populiste en France. Vague 5* (www.fondapol.org/app/uploads/2021/10/fondapol-enquete-indicateur-de-protestation-electorale-2022-risque-populiste-vague-5-octobre-2021.pdf), Fondation pour l'innovation politique, juin et octobre 2021.

Pour le premier tour de l'élection présidentielle, le vote des électeurs se situant à droite (de 6 à 10 sur l'échelle gauche-droite) est réparti en 4 groupes principaux : 27% disent qu'ils voteront pour Emmanuel Macron (contre 28% en moyenne), 23% pour Marine Le Pen (contre 19%), 20% pour Valérie Pécresse (contre 12%), 19% pour Éric Zemmour (contre 12%) et 1% pour Nicolas Dupont-Aignan, un niveau identique à la moyenne de son score. Ainsi, 43% des électeurs qui se considèrent de droite indiquent voter pour un

candidat de la droite protestataire (Marine Le Pen, Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan), contre 20% pour la candidate de la droite de gouvernement, Valérie Pécresse. Si les répondants qui se situent au centre (position 5 sur l'échelle) sont nombreux à dire qu'ils voteront pour le président sortant (42%), ils sont aussi 21% à dire qu'ils choisiront la candidate du RN, loin devant celle des LR (6%), Éric Zemmour (6%) et Nicolas Dupont-Aignan (2%).

La mobilisation des électeurs qui ne se situent pas sur l'échelle gauche-droite pourrait profiter à Marine Le Pen

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Base : ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	Ne se positionne pas sur l'échelle gauche-droite
Emmanuel Macron	28	29
Marine Le Pen	19	28
Jean-Luc Mélenchon	12	6
Valérie Pécresse	12	9
Éric Zemmour	12	11
Yannick Jadot	5	3
Fabien Roussel	4	3
Anne Hidalgo	3	2
Jean Lassalle	2	3
Nathalie Arthaud	1	3
Philippe Poutou	1	1
Nicolas Dupont-Aignan	1	2

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Placés devant l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les électeurs qui se situent à droite sont un peu plus nombreux à être « certains » ou à avoir de « fortes chances » de voter pour la candidate du RN (42%) que de voter pour le président sortant (40%). Parmi les électeurs qui se situent au centre, près de la moitié (48%) disent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron, contre plus d'un quart (26%) qui se prononceraient pour Marine Le Pen. Il importe de rappeler que les électeurs se situant à droite (40%) sont beaucoup plus nombreux que ceux

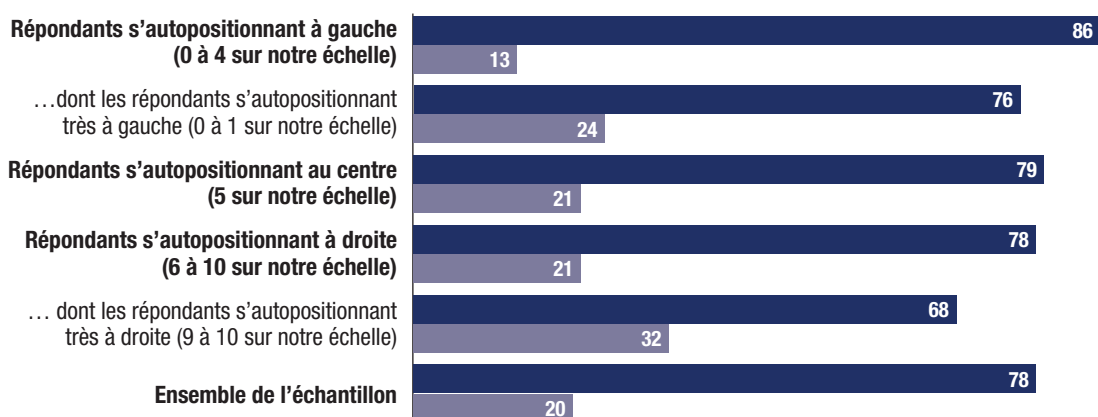
se situant au centre (15%). Notons également que si 50% des électeurs se situant à gauche déclarent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron, 15% indiquent vouloir voter pour Marine Le Pen (15%). Un quart (27%) des répondants se situant à gauche disent pouvoir s'abstenir ou voter blanc. Si la proportion des électeurs de gauche n'atteint que 21% de l'ensemble des personnes interrogées, leur mobilisation comptera évidemment beaucoup pour le président sortant dans le cas d'un second tour l'opposant à Marine Le Pen.

Autopositionnement à droite et soutien aux sanctions contre la Russie

Question : « Êtes-vous favorable aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie pour soutenir l'Ukraine qui doit faire face à la guerre menée par Poutine ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt » ; « non, plutôt pas » et « non, pas du tout »

Base : ensemble de l'échantillon



■ Répondants qui soutiennent les sanctions contre la Russie
■ Répondants qui ne soutiennent pas les sanctions contre la Russie

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

5. Les sources générationnelles de la déconsolidation démocratique

Les nouvelles générations de citoyens sont peut-être en train de modifier le jeu politique et l'élection présidentielle pourrait leur fournir un moyen d'exprimer une forme de protestation, même s'ils risquent de beaucoup s'abstenir. Dans la perspective du premier tour de la présidentielle, la tentation populiste est élevée chez les 18-24 ans : 54% disent qu'ils voteront pour l'un des candidats protestataires, soit 8 points de plus que la moyenne (46%). Derrière Emmanuel Macron (29% des 18-24 ans, soit un niveau conforme au 28% du score moyen du président candidat), les deux principaux candidats sont Marine Le Pen (24%, contre 19% en moyenne) et Jean-Luc Mélenchon (20%, contre 12%).

À noter qu'Éric Zemmour est moins apprécié au sein de cette classe d'âge : 7% des 18-24 ans déclarent qu'ils voteront pour le candidat de Reconquête! (contre 12% en moyenne).

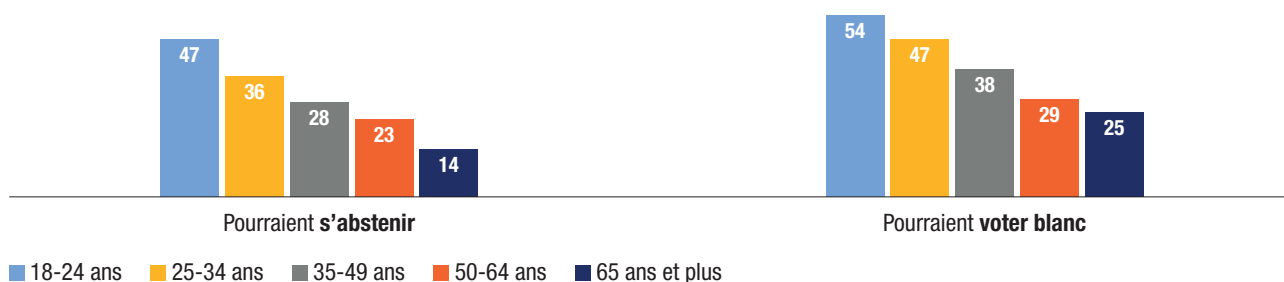
Symptôme d'une possible déconsolidation démocratique, les jeunes électeurs sont plus abstentionnistes que leurs aînés. La propension des 18-24 ans à s'abstenir s'est confirmée ces dernières années, quel que soit le type de scrutin, avec en moyenne des taux supérieurs de 10 points à celui de l'ensemble des électeurs. Comme le montrent nos données, l'élection présidentielle de 2022 ne semble pas échapper à ce phénomène.

La disponibilité à s'abstenir ou à voter blanc est plus élevée chez les jeunes

Questions : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous abstenir ? » ; « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter blanc ? »

Réponses : « oui certainement » et « oui probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Attention, cependant, car ces résultats ne signifient pas que les jeunes générations se détournent de la politique. Au contraire, 59% des 18-24 ans déclarent s'y intéresser, soit 5 points de plus que la moyenne (54%). Mais cet engagement se traduit plus souvent par la volonté de contourner le système politique, comme en témoigne le soutien à des mouvements en rupture avec les logiques représentatives des organisations institutionnelles et des pouvoirs intermédiaires traditionnels. Ainsi, deux tiers des 18-24 ans (66%) ont une image positive des Gilets jaunes (contre 49% en moyenne et 34% pour les 65 ans et plus). De même, la moitié (49%) ont une image positive des antivax (contre 30% en moyenne et 14% chez les 65 ans et plus). Enfin, 54% des plus jeunes ont une bonne image des anti-passe vaccinal, soit 17 points de plus que la moyenne (37%) et 35 points de plus que les 65 ans et plus (19%).

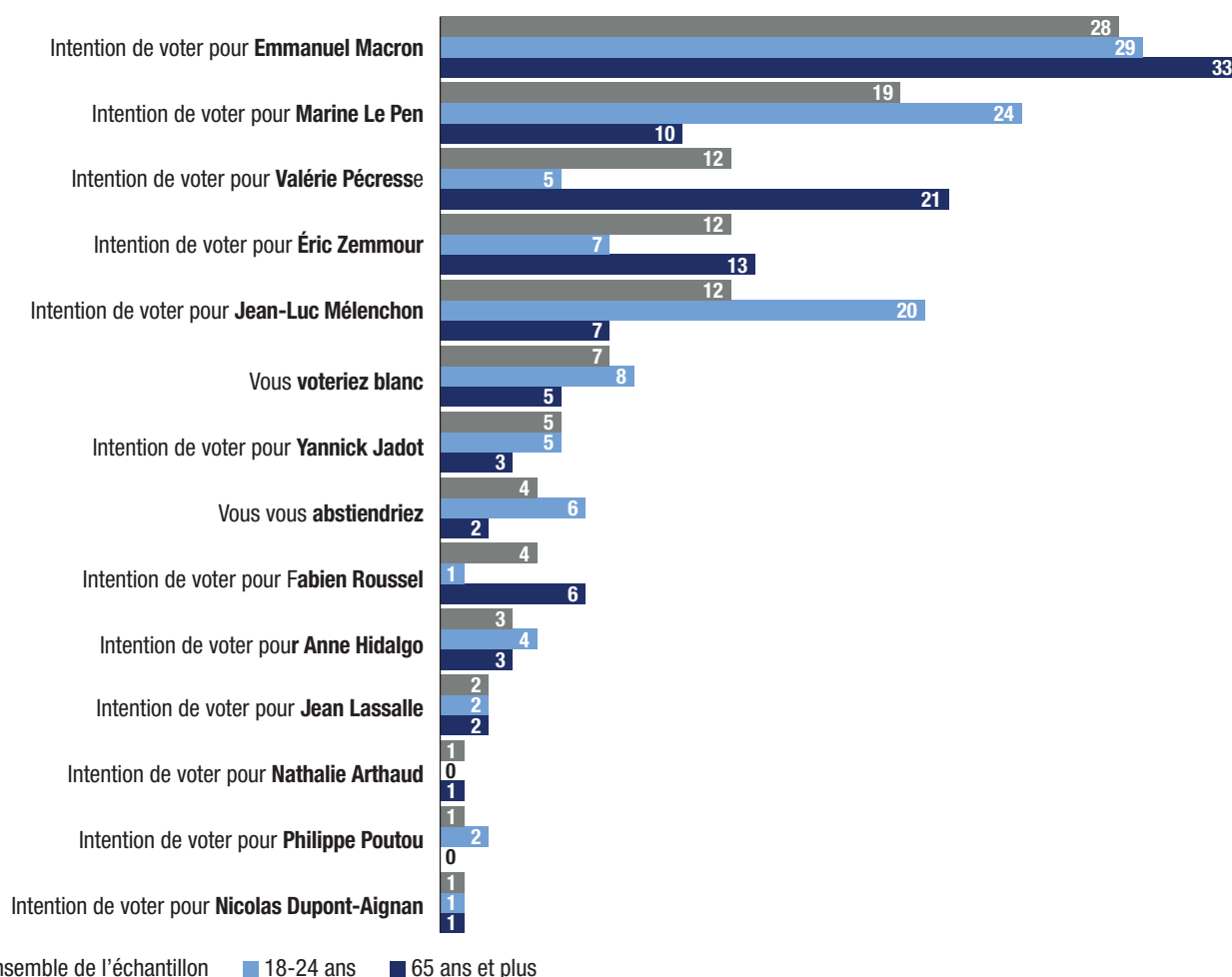
La corrélation entre la fréquentation des réseaux sociaux et l'intention de vote à la présidentielle constitue

également un autre indicateur de la recomposition par les nouvelles générations de l'espace public. Selon une enquête de 2018, un quart des jeunes interrogés (26%) estiment passer plus de 5 heures par jour sur les réseaux sociaux, et ils sont mêmes 10% à dire y passer plus de 8 heures par jour¹⁰. Les données de **2022, présidentielle de crises** indiquent que les 18-24 ans qui utilisent Twitter, Telegram ou TikTok au moins une fois par jour sont nombreux à dire qu'ils voteront pour Jean-Luc Mélenchon. Pour Marine Le Pen, ce sont avant tout les utilisateurs quotidiens de Facebook mais aussi d'Instagram et de TikTok et de YouTube qui déclarent qu'ils voteront pour la candidate du RN. On observe que les 18-24 ans qui fréquentent quotidiennement les réseaux sociaux sont en revanche moins nombreux que la moyenne à dire qu'ils voteront Éric Zemmour, à l'exception de ceux qui sont sur Telegram et Twitch au moins une fois par jour.

Les intentions de vote selon l'âge

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Base : ensemble de l'échantillon



■ Ensemble de l'échantillon ■ 18-24 ans ■ 65 ans et plus

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

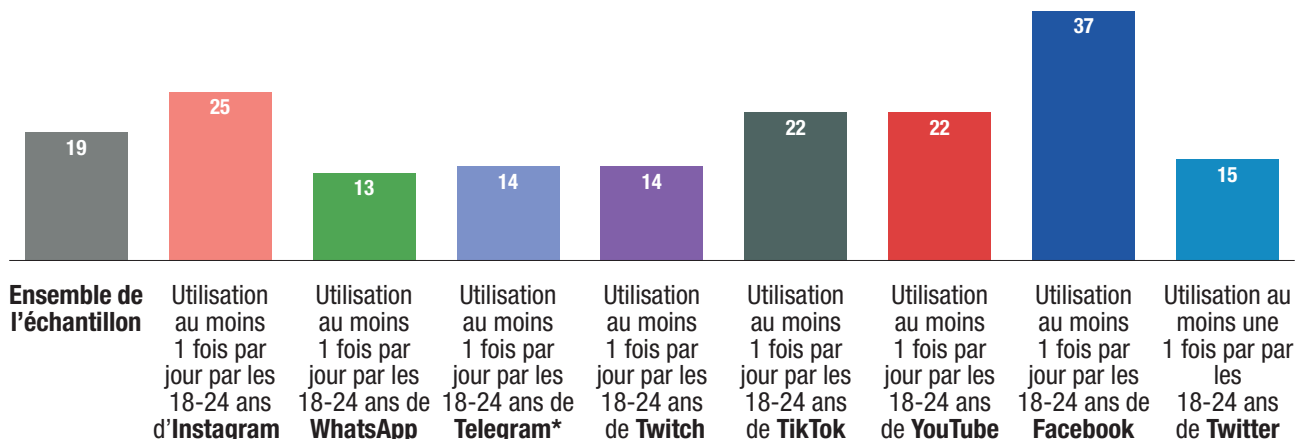
10. *Les Addictions chez les jeunes (14-24 ans). L'urgence d'une politique de santé et de sécurité publiques*, Fondation pour l'innovation politique-Fondation Gabriel-Péri-Fonds Actions Addictions, juin 2018, p. 12 (www.fondapol.org/etude/les-addictions-chez-les-jeunes-14-24-ans-2/).

Les intentions de vote pour Marine Le Pen chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Marine Le Pen »

Base : ensemble de l'échantillon



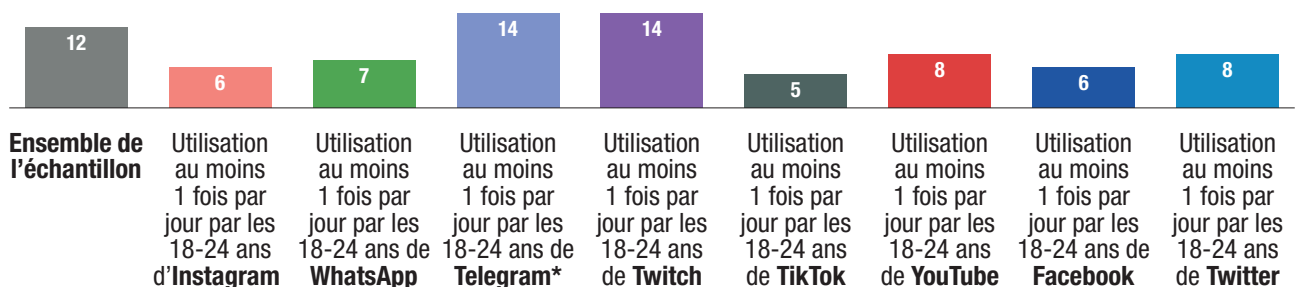
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les intentions de vote pour Éric Zemmour chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Éric Zemmour »

Base : ensemble de l'échantillon



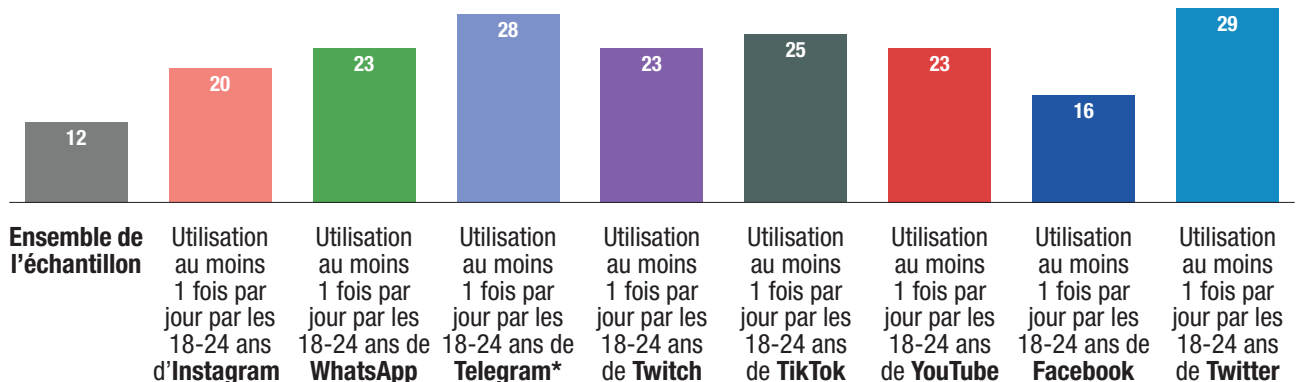
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les intentions de vote pour Jean-Luc Mélenchon chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Jean-Luc Mélenchon »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

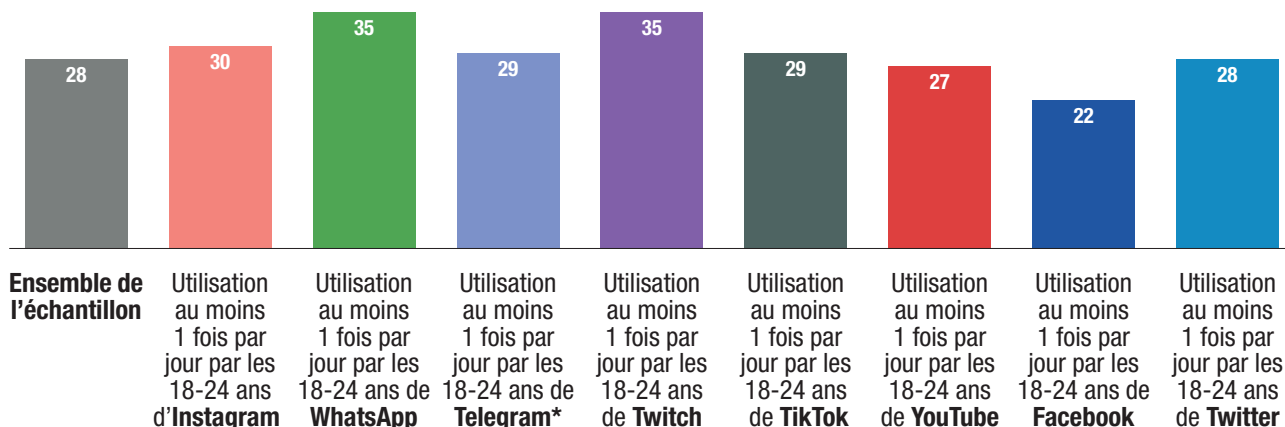
* Cet échantillon est constitué de 30 personnes interrogées.

Les intentions de vote pour Emmanuel Macron chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Emmanuel Macron »

Base : ensemble de l'échantillon



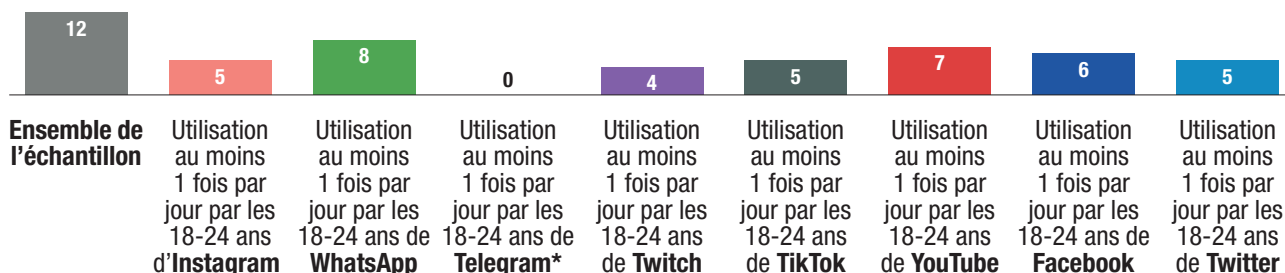
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les intentions de vote pour Valérie Pécresse chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Valérie Pécresse »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les intentions de vote pour Yannick Jadot chez les 18-24 ans utilisant au moins une fois par jour les réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponse : « Yannick Jadot »

Base : ensemble de l'échantillon



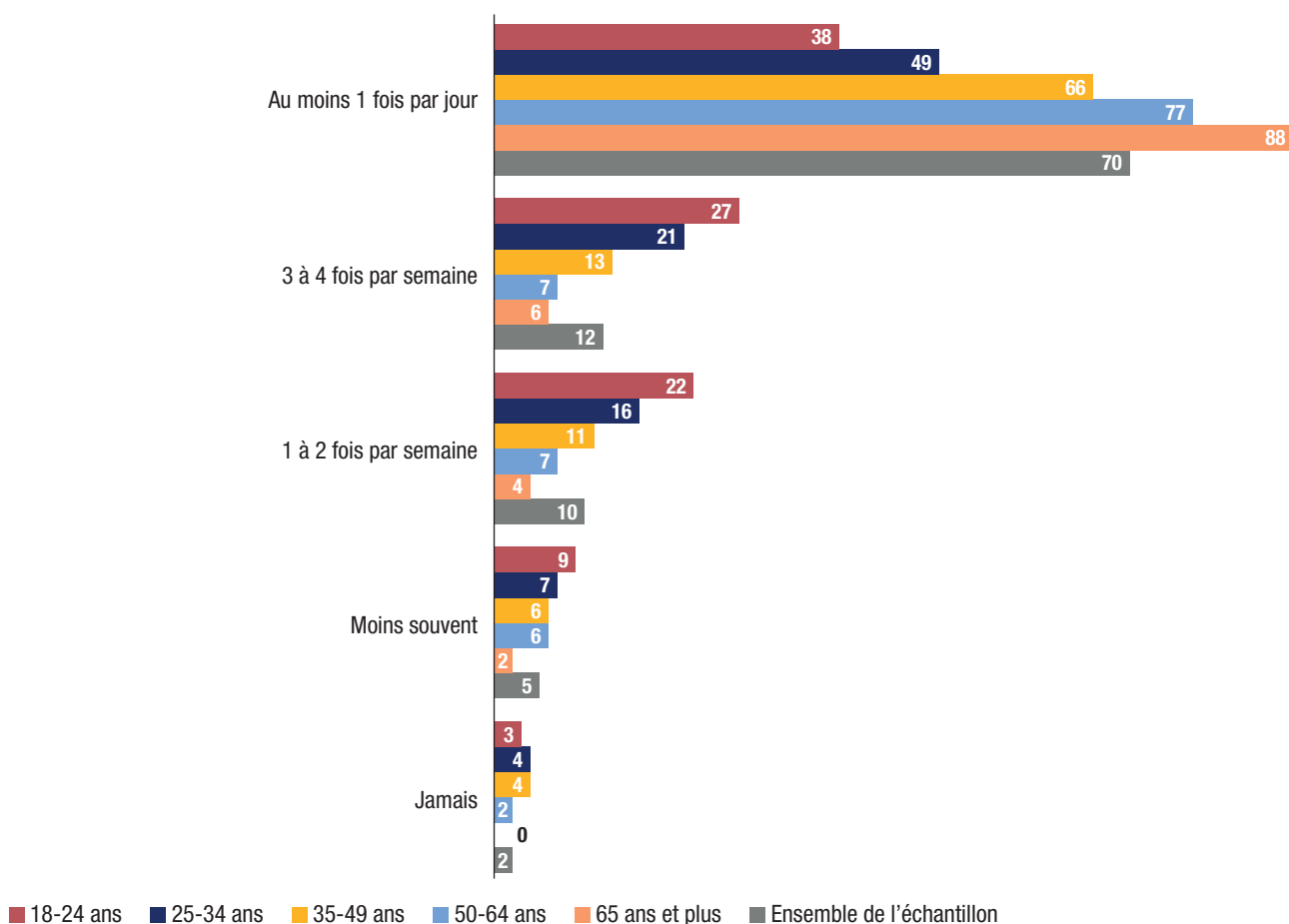
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

* Cet échantillon est constitué de 30 personnes interrogées.

Les jeunes s'informent moins sur la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

Question : « À quelle fréquence suivez-vous l'actualité concernant la guerre menée par la Russie en Ukraine ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Dans un contexte de tensions extrêmes entre le monde démocratique et la Russie, la radicalité des 18-24 ans s'exprime aussi dans leur jugement à l'égard de Vladimir Poutine : 24% des jeunes électeurs expriment une opinion positive du président russe, contre 10% en moyenne et contre seulement 4% parmi les 65 ans et plus.

Depuis le début du conflit, les actions se sont multipliées en faveur des Ukrainiens, notamment à travers des dons financiers, des dons matériels et l'accueil des réfugiés fuyant la guerre. Portés par cet élan de solidarité, 78% des répondants déclarent être « favorables aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie ». Parmi ces électeurs, 83% restent même « favorables aux sanctions économiques contre la Russie même si elles entraînent une augmentation du coût de la vie pendant un certain temps (par exemple, la hausse du prix de l'essence) » ; en revanche, 15% disent y être opposés si ces mesures doivent conduire à une baisse du pouvoir d'achat. Or, parmi les répondants en

faveur des sanctions économiques, ce sont les 18-24 ans qui sont les plus nombreux (31%) à s'y opposer à partir du moment où elles entraîneraient une augmentation du coût de la vie, loin devant les 50 ans et plus (9%). La proportion des plus jeunes à considérer que l'enjeu du pouvoir d'achat sera déterminant dans leur vote est pourtant moins élevée que leurs aînés (48% contre 59% pour les 50 ans et plus).

6. L'avènement des protestations anomiques : Gilets jaunes, antivax et anti-passe vaccinal

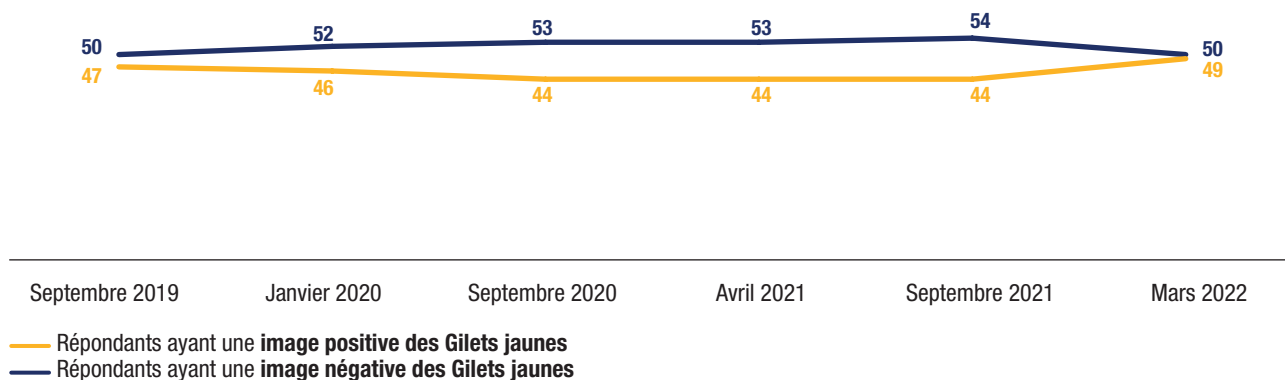
Depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron, la France a vu s'enchaîner une série de crises d'intensités différentes, depuis les oppositions aux réformes ou le mouvement des Gilets jaunes jusqu'à la formation des mouvements antivax puis anti-passe sanitaire qui ont accompagné la pandémie de la Covid-19.

Un record depuis 2019 : 49% des électeurs disent avoir une image positive des Gilets jaunes

Question : « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive » ; « plutôt négative » et « très négative »

Base : ensemble de l'échantillon



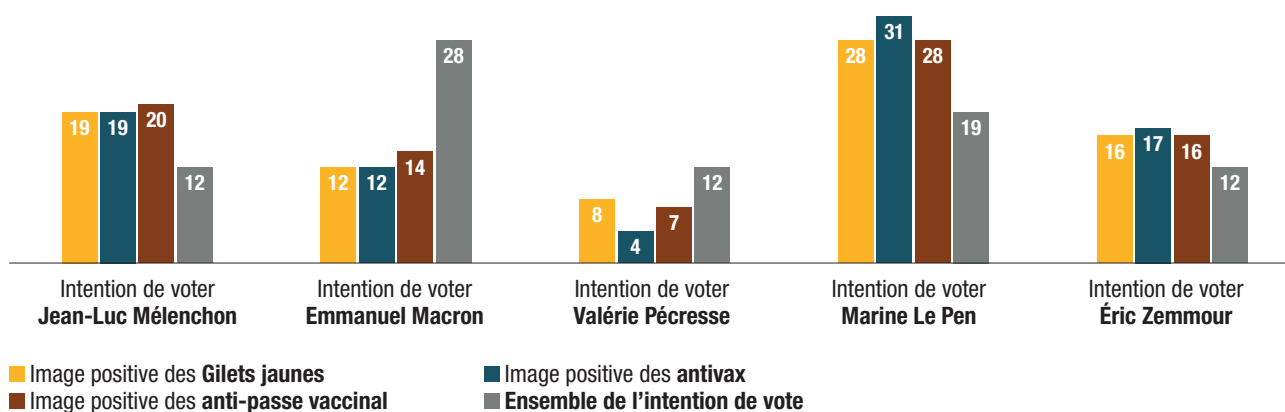
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les soutiens aux protestations anomiques favorisent... le vote protestataire !

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponses : « Jean-Luc Mélenchon » ; « Emmanuel Macron » ; « Valérie Pécresse » ; « Éric Zemmour » ; « Marine Le Pen »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : parmi les répondants qui ont une image positive des antivax, 31 % comptent voter pour Marine Le Pen au premier tour, contre 19 % pour l'ensemble de l'échantillon.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Si les antivax et les anti-passe vaccinal ne sont pas une reproduction à l'identique des Gilets jaunes, on trouve des éléments communs à ces trois mouvements, tous porteurs d'une radicalité inédite : 30% des électeurs

gardent une image positive des antivax, soit trois points de plus qu'en septembre 2021 (27%), et 37% ont une image positive des anti-passe vaccinal.

Enfin, les répondants qui ont une image positive de ces trois mouvements protestataires sont plus nombreux à dire vouloir s'abstenir ou voter blanc lors du premier tour de la présidentielle : 31 % de ceux qui ont une bonne image des Gilets jaunes, 37 % de ceux qui ont une bonne image des antivax et 35 % de ceux qui ont une

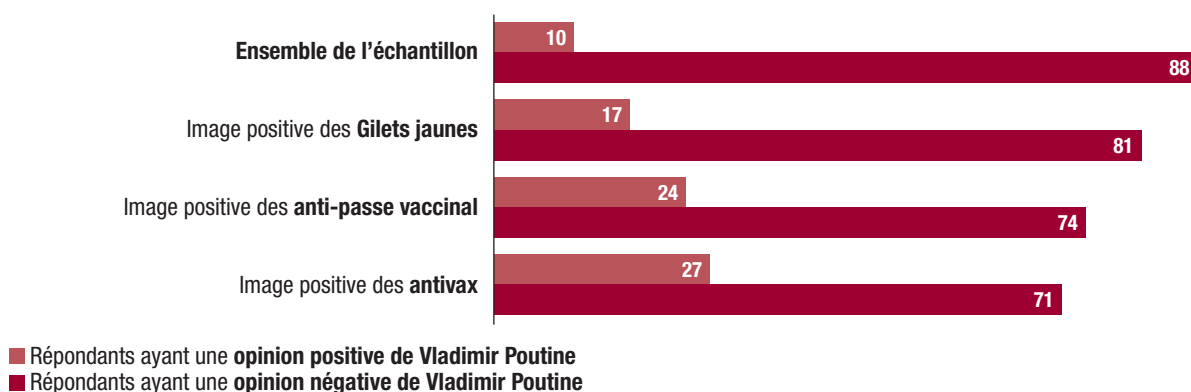
bonne image des anti-passe vaccinal répondent vouloir s'abstenir. L'intention de voter blanc est plus élevée encore parmi ceux qui soutiennent les Gilets jaunes (39 %) et parmi ceux qui soutiennent les antivax (42 %) et les anti-passe vaccinal (42 %).

Les électeurs qui ont une bonne image des mouvements protestataires sont plus nombreux à avoir une opinion positive de Poutine

Question : « Diriez-vous que vous avez une opinion du président russe, Vladimir Poutine... ? »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive » ; « plutôt négative » et « très négative »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : les répondants qui ont une image positive des antivax sont plus nombreux (27 %) que la moyenne des répondants (10 %) à avoir une opinion positive de Vladimir Poutine.

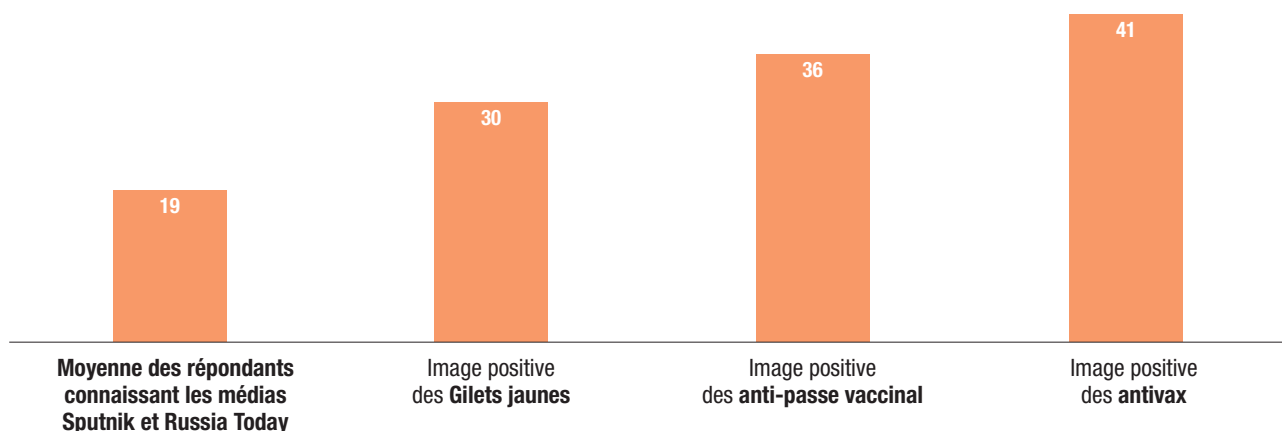
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les électeurs qui ont une image positive des mouvements protestataires s'informent davantage avec Sputnik et Russia Today

Question : « Vous arrive-t-il de les regarder pour vous informer ? »

Réponses : « oui, très souvent » et « oui, souvent »

Base : les répondants qui connaissent les médias Sputnik et Russia Today



■ S'informent sur Sputnik ou sur Russia Today

Grille de lecture : parmi les répondants qui connaissent les médias Sputnik et Russia Today, ils sont 19 % à les regarder pour s'informer.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

7. L'étincelle du pouvoir d'achat

La question du pouvoir d'achat est apparue rapidement au cours du quinquennat Macron. À l'origine de la crise des Gilets jaunes, on trouve l'élément déclencheur de l'augmentation du prix de l'essence. Plus récemment, le 7 mars 2022, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé un engagement de l'État d'un montant de 22 milliards d'euros pour contenir une partie de la hausse des prix de l'énergie induite par la guerre menée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine.

Le pouvoir d'achat est le principal enjeu pris en compte dans le choix des électeurs, à l'exception des électeurs potentiels d'Éric Zemmour, pour lesquels c'est l'immigration qui arrive en première position

(68%), et chez des électeurs potentiels de Yannick Jadot, pour lesquels le réchauffement climatique est en tête des préoccupations (67%). Remarquons, enfin, que l'enjeu de la guerre menée par la Russie en Ukraine est davantage cité par les potentiels électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour (35%) que par l'ensemble de l'échantillon (20%), confirmant le rôle favorable au sortant que peut jouer la stature présidentielle dans ce scrutin, tandis qu'en dehors des périodes de cohabitations la position de président sortant s'est révélée être un inconvénient plus qu'un avantage.

Le pouvoir d'achat s'impose comme un enjeu majeur pour l'élection présidentielle

Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ? »
(total « en premier », « en deuxième » et « en troisième »)

Base : ensemble de l'échantillon

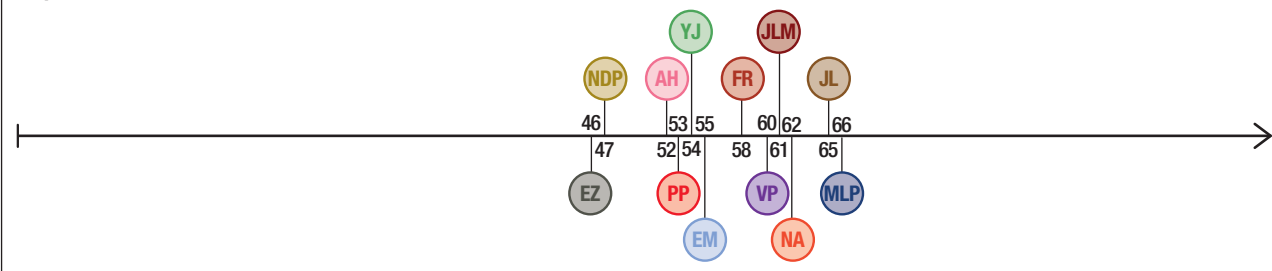


Dans tous les électorats, le pouvoir d'achat constitue un des deux principaux enjeux de cette élection

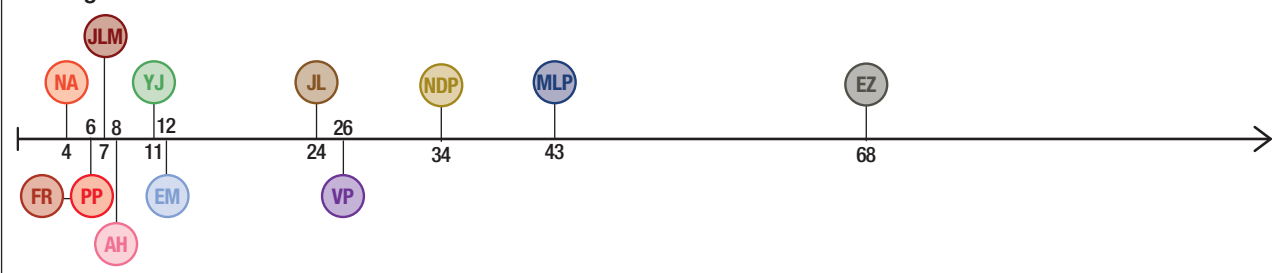
Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ? (En premier, en deuxième, en troisième) »

Base : selon les électorats potentiels au premier tour de l'élection présidentielle

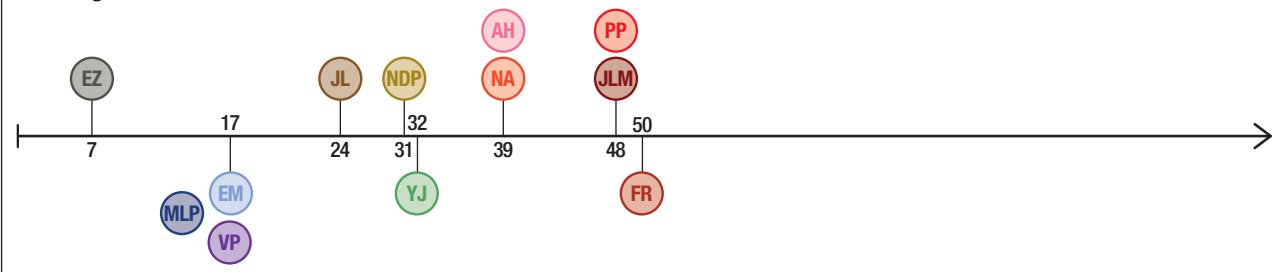
Le pouvoir d'achat



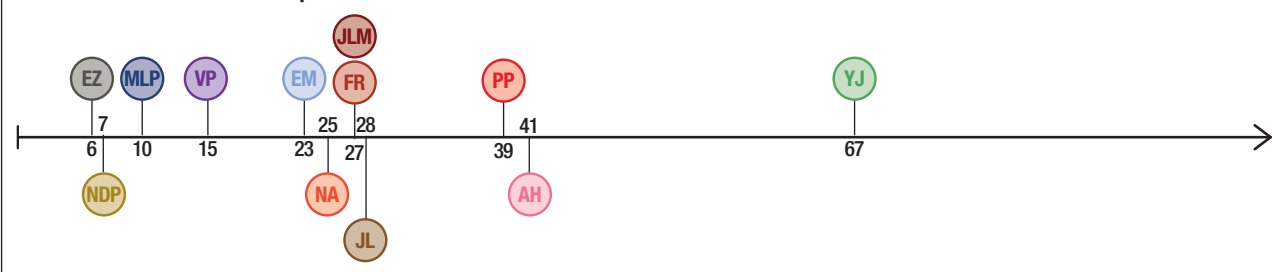
L'immigration



Les inégalités sociales



Le réchauffement climatique



NA Nathalie Arthaud	PP Philippe Poutou	FR Fabien Roussel	JLM Jean-Luc Mélenchon
AH Anne Hidalgo	YJ Yannick Jadot	EM Emmanuel Macron	VP Valérie Pécresse
JL Jean Lassalle	NDP Nicolas Dupont-Aignan	MLP Marine Le Pen	EZ Éric Zemmour

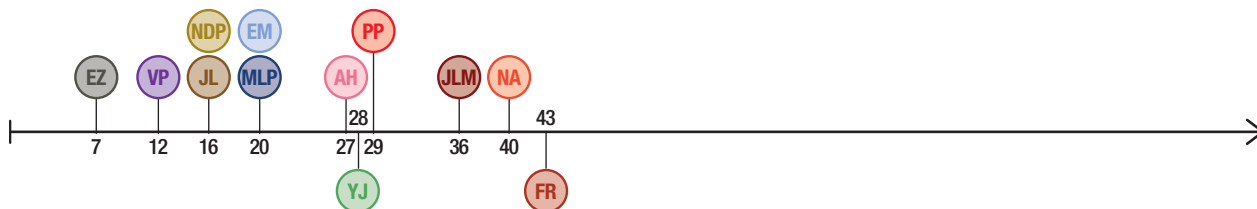
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Dans tous les électorats, le pouvoir d'achat constitue un des deux principaux enjeux de cette élection (suite)

Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ?
(En premier, en deuxième, en troisième) »

Base : selon les électorats potentiels au premier tour de l'élection présidentielle

La protection sociale



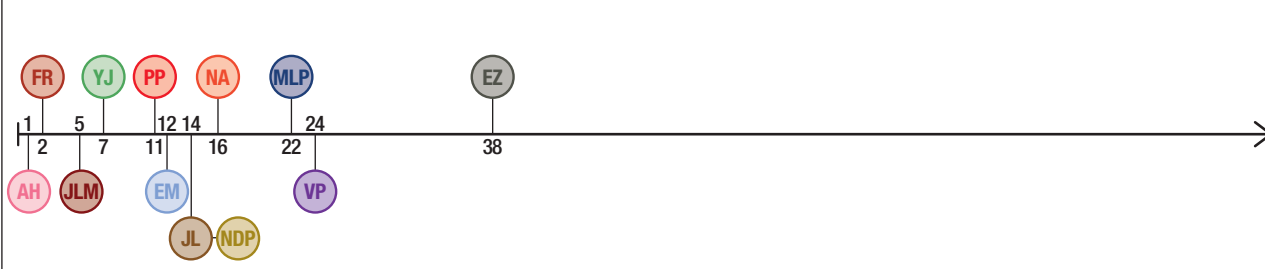
La guerre menée par la Russie en Ukraine



L'éducation



La délinquance



NA Nathalie Arthaud

PP Philippe Poutou

FR Fabien Roussel

JLM Jean-Luc Mélenchon

AH Anne Hidalgo

YJ Yannick Jadot

EM Emmanuel Macron

VP Valérie Pécresse

JL Jean Lassalle

NDP Nicolas Dupont-Aignan

MLP Marine Le Pen

EZ Éric Zemmour

Dans tous les électorats, le pouvoir d'achat constitue un des deux principaux enjeux de cette élection (suite)

Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ?
(En premier, en deuxième, en troisième) »

Base : selon les électorats potentiels au premier tour de l'élection présidentielle

La dette / Le déficit de l'État



La fiscalité



La lutte contre le terrorisme



Le chômage



NA Nathalie Arthaud	PP Philippe Poutou	FR Fabien Roussel	JLM Jean-Luc Mélenchon
AH Anne Hidalgo	YJ Yannick Jadot	EM Emmanuel Macron	VP Valérie Pécresse
JL Jean Lassalle	NDP Nicolas Dupont-Aignan	MLP Marine Le Pen	EZ Éric Zemmour

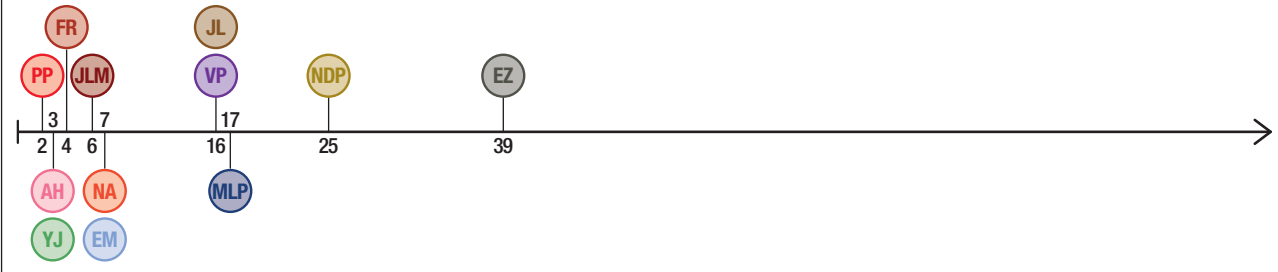
© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Dans tous les électorats, le pouvoir d'achat constitue un des deux principaux enjeux de cette élection (suite)

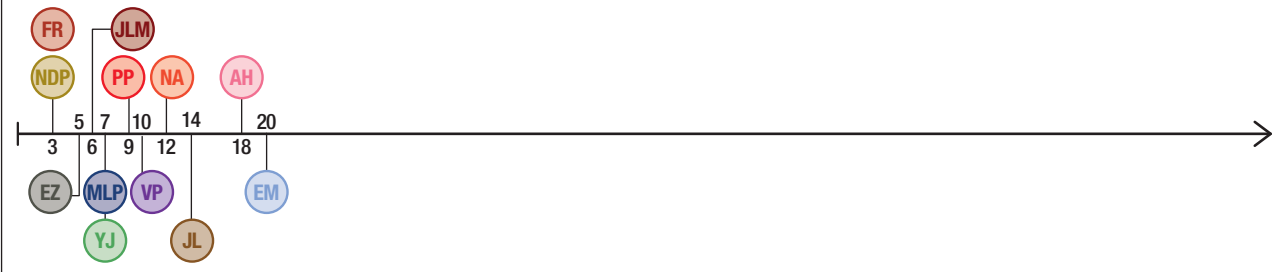
Question : « Parmi les enjeux suivants, lesquels compteront le plus dans votre choix de vote à l'élection présidentielle ?
(En premier, en deuxième, en troisième) »

Base : selon les électorats potentiels au premier tour de l'élection présidentielle

L'influence de l'islam



Le rôle de la France dans le monde



Le logement



NA Nathalie Arthaud

PP Philippe Poutou

FR Fabien Roussel

JLM Jean-Luc Mélenchon

AH Anne Hidalgo

YJ Yannick Jadot

EM Emmanuel Macron

VP Valérie Pécresse

JL Jean Lassalle

NDP Nicolas Dupont-Aignan

MLP Marine Le Pen

EZ Éric Zemmour

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022



Une présidentielle bousculée par un espace médiatique en transition

1. Défiance du public et fragmentation des auditoires : vers une désaffiliation médiatique?	47
2. La perception globalement négative des réseaux sociaux n'est pas partagée par ceux qui les utilisent	47
3. Comportements protestataires et médias sociaux sont entrés en résonance.....	53

1. Défiance du public et fragmentation des auditoires : vers une désaffiliation médiatique ?

Les résultats de la vague 4 (avril 2021) et 5 (octobre 2021) de notre « indicateur de la protestation électorale », 2022, *le risque populiste en France*, faisaient état d'une

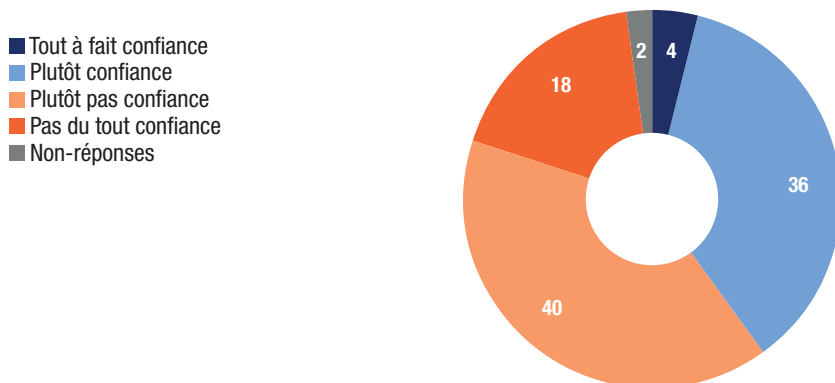
crise de la représentation médiatique, parallèlement à la crise de la représentation politique, plus souvent évoquée. Les données de cette nouvelle enquête, 2022, *présidentielle de crises*, confirment la forte défiance à l'égard des médias, une majorité (58%) des répondants déclarant ne pas leur faire confiance.

La plupart des personnes interrogées n'ont pas confiance dans les médias

Question : « Nous allons vous donner une liste d'institutions, et vous demander dans quelle mesure vous leur faites confiance. Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout en elle : [les médias] »

Réponses : « tout à fait confiance » ; « plutôt confiance » ; « plutôt pas confiance » ; « pas du tout confiance »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

La défiance envers les médias est particulièrement élevée chez les électeurs favorables aux mouvements protestataires de type anomiques. Ainsi, ceux qui indiquent avoir une image positive du mouvement des Gilets jaunes et des antivax font moins confiance aux médias (35% contre 40% en moyenne). Cette faible confiance envers les médias se retrouve parmi les répondants qui ont une image positive des anti-passe vaccinal (33% contre 40% en moyenne).

Les répondants qui se sentent proches de Reconquête!, le parti d'Éric Zemmour, témoignent également d'une défiance plus importante (81%) vis-à-vis des médias que l'ensemble de l'échantillon (58%). Le niveau de défiance est plus proche de la moyenne pour les sympathisants du RN (59%) ou de LFI (61%). On note que les électeurs proches de LREM sont ceux chez lesquels la confiance dans les médias est la plus élevée (62%).

L'utilisation des réseaux sociaux, même chez ceux qui les utilisent tous les jours, ne semble pas jouer un rôle dans la confiance des répondants dans les médias, à l'exception des utilisateurs quotidiens de Telegram (63%)

et de YouTube (66%), dont le niveau de défiance dans les médias est supérieur à la moyenne (58%).

2. La perception globalement négative des réseaux sociaux n'est pas partagée par ceux qui les utilisent

L'usage des médias sociaux s'est imposé dans le quotidien des électeurs : 92% d'entre eux utilisent au moins un réseau social. Chez les moins de 35 ans, l'utilisation d'au moins un réseau social atteint 99%, mais elle concerne à peu près tous les 50-64 ans (90%) et même les 65 ans et plus (82%). En moyenne, la plupart des personnes interrogées déclarent utiliser Facebook (77%) et YouTube (77%).

Moins massif, l'usage de WhatsApp (59%) et d'Instagram (47%) reste très répandu. Twitter (32%) et TikTok (27%) sont moins utilisés, suivis de Twitch (15%) et de Telegram (15%). Les trois quarts des répondants (77%) indiquent utiliser au moins un réseau social tous les jours.

Intentions de vote selon la taille de la commune et utilisation des réseaux sociaux

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »*

Base : ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens d'Instagram				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	1	5	2	2	2
Jean-Luc Mélenchon	12	8	11	19	16	25
Anne Hidalgo	3	4	1	1	3	2
Yannick Jadot	5	3	2	2	5	4
Emmanuel Macron	28	25	30	25	31	39
Valérie Pécresse	12	3	4	9	9	8
Éric Zemmour	12	9	11	12	9	11
Marine Le Pen	19	42	31	23	20	5
Vous voteriez blanc	7	3	13	7	10	5
Vous vous absteniez	4	4	5	3	6	0

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens de Twitter				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	4	7	4	1	3
Jean-Luc Mélenchon	12	8	10	13	24	24
Anne Hidalgo	3	3	3	1	3	3
Yannick Jadot	5	2	6	1	5	3
Emmanuel Macron	28	23	25	27	29	30
Valérie Pécresse	12	3	3	7	7	14
Éric Zemmour	12	18	23	11	9	16
Marine Le Pen	19	35	18	27	15	6
Vous voteriez blanc	7	-	9	6	8	4
Vous vous absteniez	4	3	5	-	4	1

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens de TikTok				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	1	5	-	2	-
Jean-Luc Mélenchon	12	10	12	19	20	35
Anne Hidalgo	3	1	1	-	1	1
Yannick Jadot	5	3	-	2	7	5
Emmanuel Macron	28	30	23	12	30	31
Valérie Pécresse	12	2	-	6	6	10
Éric Zemmour	12	6	14	14	8	7
Marine Le Pen	19	43	41	38	22	7
Vous voteriez blanc	7	4	11	12	8	6
Vous vous absteniez	4	1	4	2	5	1

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

* Les intentions de vote pour Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan n'ont pas été incluses, les écarts avec la moyenne globale n'étant pas significatifs.

** Les réseaux sociaux Twitch et Telegram n'ont pas été ici inclus car les échantillons selon les tailles d'agglomération étaient trop faibles.

Intentions de vote selon la taille de la commune et l'utilisation des réseaux sociaux (suite)

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »*

Base : répondants qui utilisent les réseaux sociaux quotidiennement**

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens de YouTube				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	3	3	2	2	3
Jean-Luc Mélenchon	12	10	13	22	20	24
Anne Hidalgo	3	6	2	1	4	2
Yannick Jadot	5	3	4	1	6	8
Emmanuel Macron	28	18	18	23	28	22
Valérie Pécresse	12	2	4	9	8	10
Éric Zemmour	12	17	22	14	10	17
Marine Le Pen	19	35	31	22	17	9
Vous voteriez blanc	7	2	6	5	9	8
Vous vous absteniez	4	3	8	4	4	3

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens de Facebook				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	4	3	3	2	3
Jean-Luc Mélenchon	12	9	10	14	16	19
Anne Hidalgo	3	4	2	1	3	2
Yannick Jadot	5	3	5	2	6	6
Emmanuel Macron	28	24	26	24	30	32
Valérie Pécresse	12	7	8	10	9	16
Éric Zemmour	12	9	11	16	10	13
Marine Le Pen	19	34	30	21	19	7
Vous voteriez blanc	7	5	6	9	8	6
Vous vous absteniez	4	2	6	3	3	3

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

	Ensemble de l'échantillon	Les utilisateurs quotidiens de WhatsApp				
		Commune rurale	Ville de 2 000 à 19 999 habitants	Ville de 20 000 à 99 999 habitants	Ville de plus de 100 000 habitants	Agglomération parisienne
Fabien Roussel	4	3	3	4	2	2
Jean-Luc Mélenchon	12	11	13	11	14	15
Anne Hidalgo	3	4	3	1	4	3
Yannick Jadot	5	5	7	3	5	7
Emmanuel Macron	28	28	27	32	35	36
Valérie Pécresse	12	8	13	11	11	15
Éric Zemmour	12	13	11	9	12	11
Marine Le Pen	19	22	19	20	12	7
Vous voteriez blanc	7	5	7	9	6	7
Vous vous absteniez	4	2	6	5	4	1

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

* Les intentions de vote pour Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan n'ont pas été incluses, les écarts avec la moyenne globale n'étant pas significatifs.

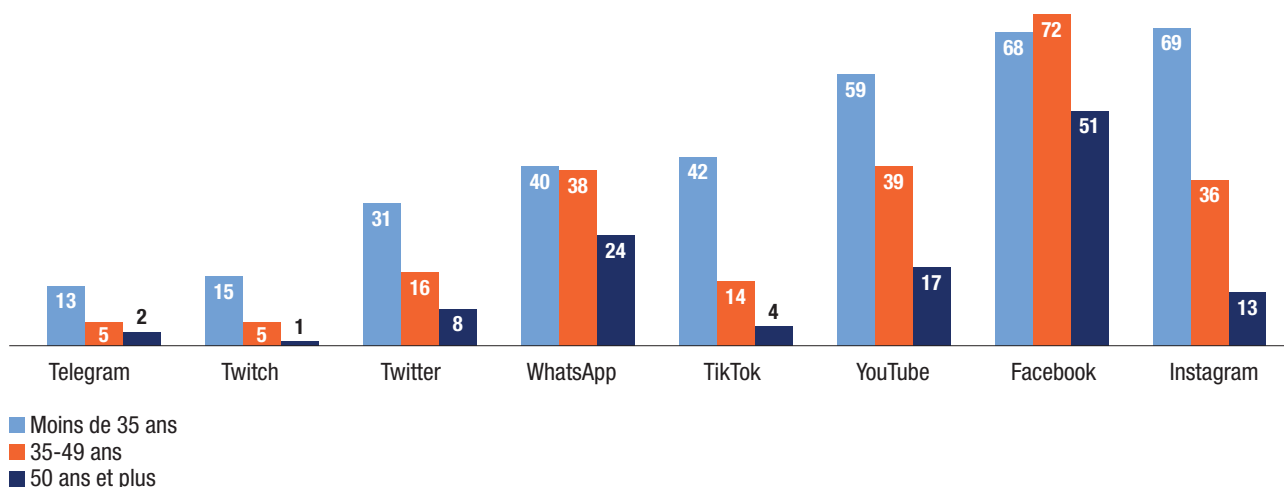
** Les réseaux sociaux Twitch et Telegram n'ont pas été ici inclus car les échantillons selon les tailles d'agglomération étaient trop faibles.

Les médias sociaux sont plus utilisés par les jeunes, à l'exception de Facebook

Question : « À quelle fréquence allez-vous sur les réseaux sociaux suivants ? »

Réponses : « une fois par jour » et « plusieurs fois par jour »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les femmes (83 %) sont plus nombreuses que les hommes (72 %) à utiliser Facebook. Elles sont aussi plus nombreuses sur WhatsApp (63 %, contre 55 % pour les hommes), Instagram (56 %, contre 39 %) et TikTok (32 %, contre 21 %). En revanche, l'utilisation de YouTube, Twitter, Telegram et Twitch ne varie pas selon le genre. La proportion de femmes (82 %) à utiliser un réseau social tous les jours est également supérieure à celle des hommes (71 %).

Certains réseaux sociaux sont plus ou moins utilisés en fonction de la taille de la commune des répondants. Ainsi, Facebook est plus utilisé dans les communes rurales et les villes de 2000 à 19999 habitants (80 %) que dans l'agglomération parisienne (73 %). Pour les autres réseaux sociaux, c'est l'inverse : plus l'agglomération est grande, plus ils sont utilisés. Ainsi, les répondants sont 75 % à utiliser YouTube dans une commune rurale (contre 79 % dans les villes de plus de 100 000 habitants).

Ces chiffres, au-dessus de la moyenne, montrent cependant que la numérisation de l'espace public s'installe comme culture commune, malgré les profondes différences qui séparent le monde rural des métropoles. Les écarts sont bien plus marqués pour d'autres réseaux sociaux : les répondants des communes rurales sont 50 % à utiliser WhatsApp (contre 74 % dans l'agglomération parisienne), 45 % à utiliser Instagram (contre 55 % dans l'agglomération parisienne). Ils sont également 28 % à utiliser Twitter et 25 % à utiliser TikTok dans les communes rurales (contre respectivement 42 % et 34 % chez les répondants de l'agglomération parisienne). Cette tendance ne diffère pas pour les réseaux les moins utilisés : 12 % des personnes interrogées vivant dans une commune rurale utilisent Twitch et 11 % Telegram, contre 19 % et 22 % pour les personnes vivant dans l'agglomération parisienne.

Les classes aisées sont plus consommatrices de réseaux sociaux

Question : « À quelle fréquence allez-vous sur les réseaux sociaux suivants ? »

Réponses : « plusieurs fois par jour », « une fois par jour » et « au moins une fois par semaine »

Base : ensemble de l'échantillon

	Classes populaires	Classes moyennes	Classes aisées
Instagram	34	32	47
Facebook	70	64	72
WhatsApp	40	54	41
Twitter	17	20	27
TikTok	16	13	29
Twitch	7	6	13
Telegram	6	7	12
Youtube	51	44	61

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

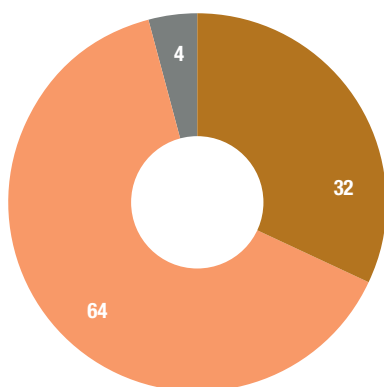
Notre enquête montre donc que la plupart des répondants utilisent les réseaux sociaux avec une fréquence plutôt élevée. En septembre 2021, ils étaient 15% à indiquer que les réseaux sociaux étaient une de leur source d'information principale¹. Chez les moins de 35 ans, l'utilisation des réseaux sociaux comme l'une des sources principales d'information montait même

à 34%². Nos données indiquent qu'une partie significative de l'opinion publique ne fait pour autant pas confiance aux informations qui circulent sur les réseaux sociaux. Les raisons de cette défiance peuvent être multiples, notamment l'effet « bulle de filtre » et le faible contrôle de la véracité des informations en circulation.

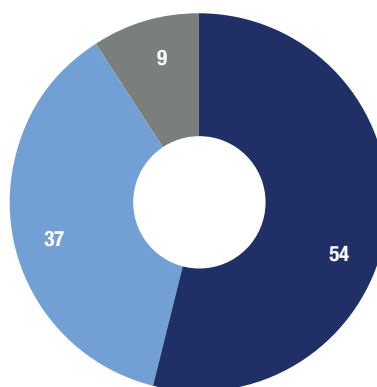
L'ambivalence des réseaux sociaux est perçue par les électeurs

Question : « À propos d'Internet et des réseaux sociaux, de laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus proche ? Pour vous, Internet et les réseaux sociaux... »

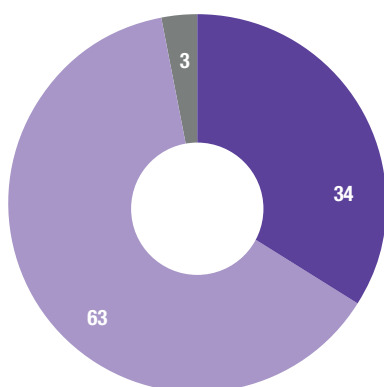
Base : ensemble de l'échantillon



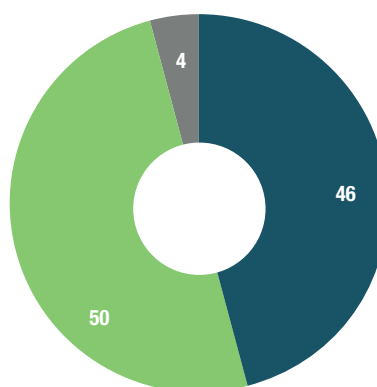
- « Permettent à chacun de s'exprimer plus librement »
- « Offrent à n'importe qui la possibilité de s'exprimer sur des sujets qu'il ne maîtrise pas »
- Non-réponses



- « Permettent de rencontrer de nouvelles personnes »
- « Nous amènent à discuter uniquement avec des gens qui sont du même avis que nous »
- Non-réponses



- « Offrent la possibilité de s'informer soi-même »
- « Favorisent la diffusion de fausses informations »
- Non-réponses



- « Permettent d'accéder à des services utiles »
- « Donnent à d'autres trop d'informations sur notre vie privée »
- Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

1. Voir Dominique Reynié (dir.), 2022, *le risque populiste en France. Vague 5* (www.fondapol.org/app/uploads/2021/10/fondapol-enquete-indicateur-de-protestation-electorale-2022-risque-populiste-vague-5-octobre-2021.pdf), Fondation pour l'innovation politique, octobre 2021.

2. *Ibid.*

Dans l'ensemble, les électeurs ne font pas confiance aux informations circulant sur les réseaux sociaux

Question : « Avez-vous confiance dans les informations qui circulent sur les réseaux sociaux suivants ? »

Réponses : « plutôt confiance » ; « plutôt pas confiance » ; « je ne connais pas assez pour me prononcer »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Plutôt confiance »	« Plutôt pas confiance »	« Je ne connais pas assez pour me prononcer »
YouTube	27	50	22
WhatsApp	20	47	32
Facebook	19	66	14
Instagram	18	49	32
Twitter	14	49	36
TikTok	10	52	37
Telegram	8	41	50
Twitch	7	42	50

Grille de lecture : 50 % des répondants indiquent ne pas avoir confiance dans les informations qui circulent sur YouTube, 27 % indiquent leur faire confiance, et 22 % ne connaissent pas assez la plateforme pour se prononcer.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

On le sait, les moins de 50 ans sont bien plus favorables aux réseaux sociaux que les 50 ans et plus. Ils sont 41 % à indiquer que les réseaux sociaux permettent à chacun de s'exprimer plus librement (contre 24 % chez les 50 ans et plus), 61 % qu'ils permettent de rencontrer de nouvelles personnes (contre 48 %), 44 % qu'ils offrent la possibilité de s'informer par soi-même (contre 26 %) et 50 % qu'ils permettent d'accéder à des services utiles (contre 42 %). Les candidats protestataires cherchent à accroître leur influence, déjà grande, au sein des classes populaires et moyennes. Ce sont également les plus présents sur les réseaux sociaux. Ainsi, derrière le président sortant, les candidats les plus suivis sur Facebook, Twitter et TikTok sont Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Ils sont aussi, avec Éric Zemmour, ceux qui ont le plus d'abonnements sur Instagram. Jean-Luc Mélenchon est également particulièrement suivi sur YouTube ainsi que sur Twitch³. Pour autant, nos données montrent que les classes populaires et moyennes sont plus méfiantes que les classes aisées face aux dangers des réseaux sociaux : 71 % des répondants des classes moyennes et 66 % de ceux des classes populaires pensent que les réseaux sociaux offrent à n'importe qui la possibilité de

s'exprimer sur des sujets qu'il ne maîtrise pas, contre 57 % des répondants des classes aisées. Les répondants des classes populaires sont également 64 %, et ceux des classes moyennes 68 %, à penser que les réseaux sociaux favorisent la diffusion de fausses informations, contre 57 % des classes aisées. Si, globalement, les électeurs ont peu confiance dans les informations qui circulent sur les réseaux sociaux, s'ils sont conscients de leurs effets pervers, l'utilisateur d'un réseau social a cependant tendance à faire davantage confiance aux informations présentes sur ce réseau que la moyenne des répondants. Ceux qui utilisent YouTube, Twitter, Twitch et Telegram quotidiennement sont même majoritaires à indiquer avoir confiance dans les informations circulant sur ces plateformes. Selon les résultats de la vague 5 de notre « indicateur de la protestation électorale », réalisée en septembre 2021, la moitié des utilisateurs quotidiens de Telegram (50 %) et plus d'un tiers des utilisateurs quotidiens de Twitch (38 %) utilisent les « nouveaux médias » (YouTube, les blogs et forums sur Internet ou les réseaux sociaux) comme première source d'information.

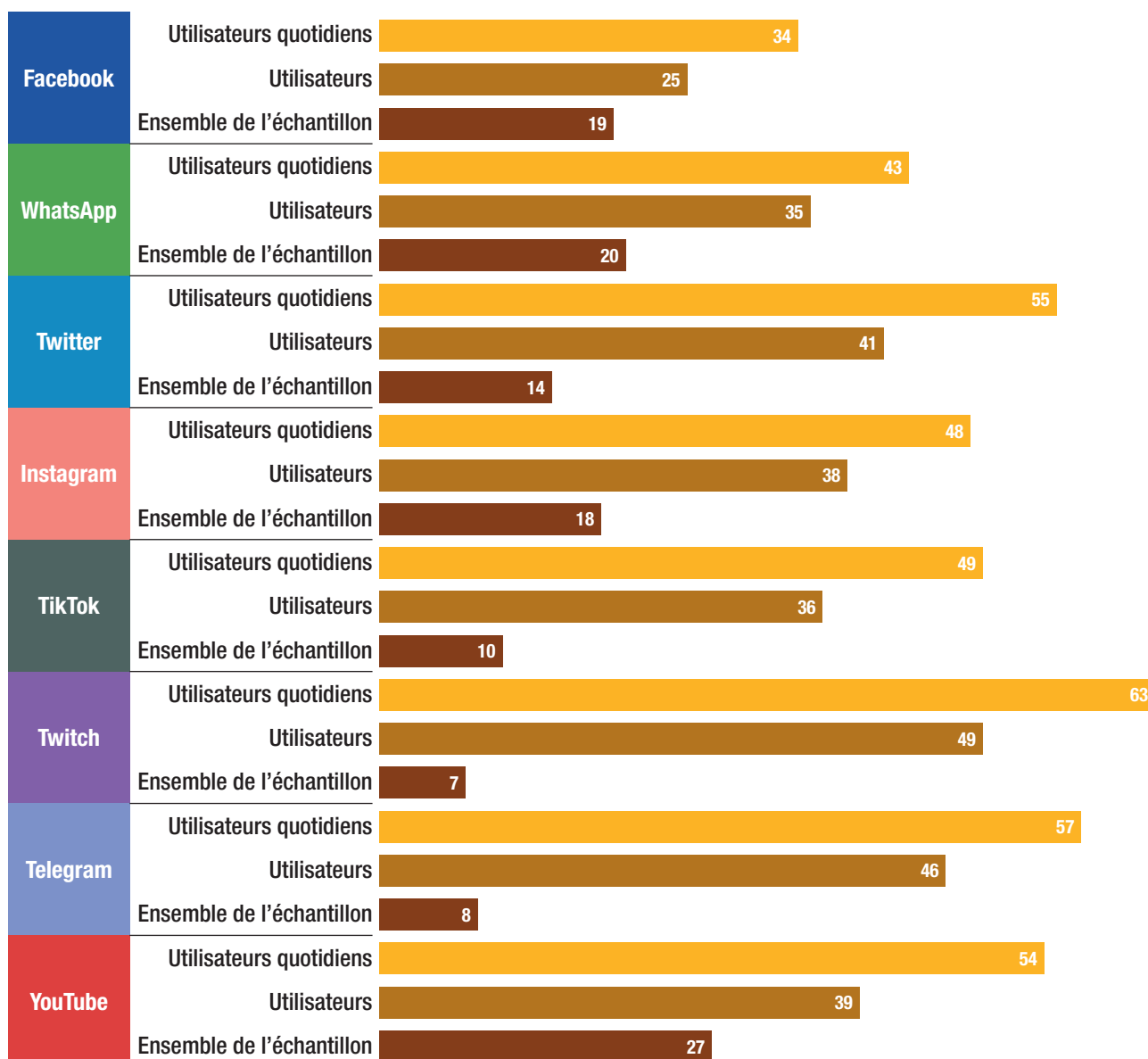
3. Voir Jules Grandin et Tom Fevrier, « Présidentielle 2022 : quels sont les candidats les plus suivis sur les réseaux sociaux ? », lesechos.fr, 18 décembre 2021 (en accès réservé : www.lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-2022-quels-sont-les-candidats-les-plus-suivis-sur-les-reseaux-sociaux-1373595).

Plus les répondants utilisent un réseau social, plus ils font confiance aux informations qui y circulent

Question : « Avez-vous confiance dans les informations qui circulent sur les réseaux sociaux suivants ? »

Réponse : « plutôt confiance »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

3. Comportements protestataires et médias sociaux sont entrés en résonance

Nos données montrent une relation entre l'utilisation des réseaux sociaux et une orientation électorale protestataire. Les utilisateurs quotidiens d'Instagram et de YouTube sont respectivement 32% et 33% à déclarer pouvoir être abstentionnistes au premier tour de l'élection présidentielle (contre 26% en moyenne). De même, les personnes interrogées utilisant

quotidiennement YouTube (39%) et Instagram (40%) sont plus nombreuses que la moyenne (35%) à indiquer qu'elles pourraient voter blanc. Comme le montre le graphique ci-après, c'est chez les utilisateurs quotidiens de TikTok, Telegram et Twitch que l'abstention et le vote blanc sont les plus hauts.

TikTok, Twitch et Telegram : foyers d'abstention et de vote blanc

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

En revanche, l'utilisation quotidienne de Facebook, WhatsApp et Twitter ne semble pas avoir d'effet sur l'intention de s'abstenir ou de voter blanc au premier tour : les utilisateurs quotidiens de Facebook, WhatsApp et Twitter sont 35% à dire pouvoir voter blanc, comme la moyenne des électeurs (35%). Parmi les usagers quotidiens de Facebook, ils sont 27% à indiquer pouvoir s'abstenir, 26% parmi ceux de WhatsApp, et 28% parmi

ceux de Twitter (contre 26% en moyenne). Le potentiel de protestation électorale, et plus précisément la possibilité de voter pour l'un des trois grands candidats populistes, Jean-Luc Mélenchon, Éric Zemmour ou Marine Le Pen, est sensible à l'utilisation des réseaux sociaux, notamment des réseaux utilisés par les plus jeunes : TikTok, Twitch et Telegram.

Les réseaux sociaux favorisent Jean-Luc Mélenchon et pénalisent Marine Le Pen

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponses : « Jean-Luc Mélenchon » ; « Éric Zemmour » ; « Marine Le Pen »

Base : ensemble de l'échantillon

		Jean-Luc Mélenchon	Éric Zemmour	Marine Le Pen
	Ensemble de l'échantillon	12	12	19
Instagram	Utilisateurs	15	10	22
	Utilisateurs quotidiens	15	10	25
Facebook	Utilisateurs	13	11	22
	Utilisateurs quotidiens	12	12	27
WhatsApp	Utilisateurs	13	11	15
	Utilisateurs quotidiens	12	12	13
Twitter	Utilisateurs	17	14	18
	Utilisateurs quotidiens	17	15	16
Twitch	Utilisateurs	19	12	19
	Utilisateurs quotidiens	22	14	12
TikTok	Utilisateurs	17	11	26
	Utilisateurs quotidiens	20	8	32
Telegram	Utilisateurs	22	13	18
	Utilisateurs quotidiens	26	16	14
YouTube	Utilisateurs	14	12	21
	Utilisateurs quotidiens	17	17	24

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Dans le cas d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, 40 % des électeurs interrogés indiquent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour le président sortant, 31 % lui préférant la candidate du RN. Cependant, les répondants qui utilisent quotidiennement Telegram sont 49 % à indiquer être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Marine Le Pen (31 % indiquent qu'ils voteraient pour Emmanuel Macron). De même, 39 % des utilisateurs quotidiens de YouTube sont « certains » ou ont de « fortes chances » de voter pour la candidate du RN (contre 30 % pour le président sortant), et ceux utilisant TikTok au moins une fois par jour sont 38 % (contre 40 % pour Emmanuel Macron). Enfin, ceux utilisant quotidiennement Facebook seraient 37 % à être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Marine Le Pen, et 39 % pour Emmanuel Macron. Seuls les utilisateurs quotidiens de WhatsApp sont moins nombreux (26 %) que la moyenne (31 %) à être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour, alors que 48 % indiquent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter Emmanuel Macron.

Les enquêtes d'intention de vote n'annoncent pas un second tour opposant le président sortant à Éric Zemmour ou à Jean-Luc Mélenchon. L'hypothèse ne peut donc être considérée tant que ces deux candidats ne sont pas crédités d'un score leur permettant d'accéder au second tour. Cependant, si l'on mesure la disponibilité à voter pour le candidat protestataire dans le cadre d'un second tour qui verrait s'affronter Emmanuel Macron et Éric Zemmour, les répondants utilisateurs quotidiens de Telegram sont 33 % à indiquer être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Éric Zemmour,

et ceux utilisant YouTube tous les jours 27 % (contre seulement 22 % pour la moyenne des répondants). Les utilisateurs quotidiens de Telegram (37 %) et de YouTube (38 %) sont moins nombreux que la moyenne (44 %) à indiquer être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron.

Enfin, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, en moyenne, 40 % des électeurs interrogés indiquent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour le président sortant contre 23 % pour Jean-Luc Mélenchon. Mais il est intéressant de noter que le score du candidat de LFI serait supérieur à la moyenne chez les utilisateurs quotidiens de Facebook (26 %), d'Instagram (28 %), YouTube (28 %), Twitter (32 %), TikTok (32 %), Twitch (33 %) et Telegram (35 %). Les répondants les moins nombreux à indiquer être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron sont ceux qui utilisent quotidiennement Twitter (35 %), Twitch (34 %), TikTok (31 %) Telegram (29 %) et YouTube (29 %). Ceux qui utilisent WhatsApp tous les jours sont moins nombreux à être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon (20 %), tandis que 49 % de ces utilisateurs quotidiens sont « certains » ou ont de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron.

L'utilisation des réseaux sociaux, et surtout leur fréquence d'utilisation, est donc bien liée à la protestation électorale. Nos données montrent également qu'au-delà d'une disponibilité à voter pour des candidats antisystèmes, les utilisateurs fréquents des réseaux sociaux ont également une meilleure image des mouvements protestataires qui traversent la France ces dernières années, notamment les Gilets jaunes, les antivax et les anti-passe vaccinal.

Les utilisateurs quotidiens de TikTok et YouTube sont plus nombreux à déclarer une intention de vote pour la droite protestataire

Question : « Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ? »

Réponses : « Nathalie Arthaud », « Philippe Poutou » et « Jean-Luc Mélenchon » ; « Nicolas Dupont-Aignan », « Éric Zemmour » et « Marine Le Pen »

Base : ensemble de l'échantillon

		Gauche protestataire	Droite protestataire
Instagram	Utilisateurs	18	33
	Utilisateurs quotidiens	17	36
Facebook	Utilisateurs	15	34
	Utilisateurs quotidiens	14	40
WhatsApp	Utilisateurs	15	27
	Utilisateurs quotidiens	14	26
Twitter	Utilisateurs	20	33
	Utilisateurs quotidiens	19	32
Twitch	Utilisateurs	23	32
	Utilisateurs quotidiens	27	27
TikTok	Utilisateurs	19	38
	Utilisateurs quotidiens	22	41
Telegram	Utilisateurs	25	32
	Utilisateurs quotidiens	31	31
YouTube	Utilisateurs	16	34
	Utilisateurs quotidiens	19	42

Les utilisateurs quotidiens de réseaux sociaux ont une image plus positive que la moyenne des mouvements protestataires

Questions : « On a beaucoup entendu parler du mouvement des gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des gilets jaunes... » ; « On a beaucoup entendu parler des « antivax », mouvement lancé par les opposants à la politique du gouvernement en matière de vaccination contre la Covid-19. Diriez-vous que vous avez une image de ce mouvement... » ; « On a beaucoup entendu parler du mouvement anti-passe vaccinal, opposé à l'obligation de présenter un passe vaccinal dans les lieux publics (restaurants, cafés, commerces, cinémas, transports publics, etc.). Diriez-vous que vous avez une image de ce mouvement... »

Réponses : « plutôt positive » et « très positive »

Base : ensemble de l'échantillon

Image positive des Gilets jaunes

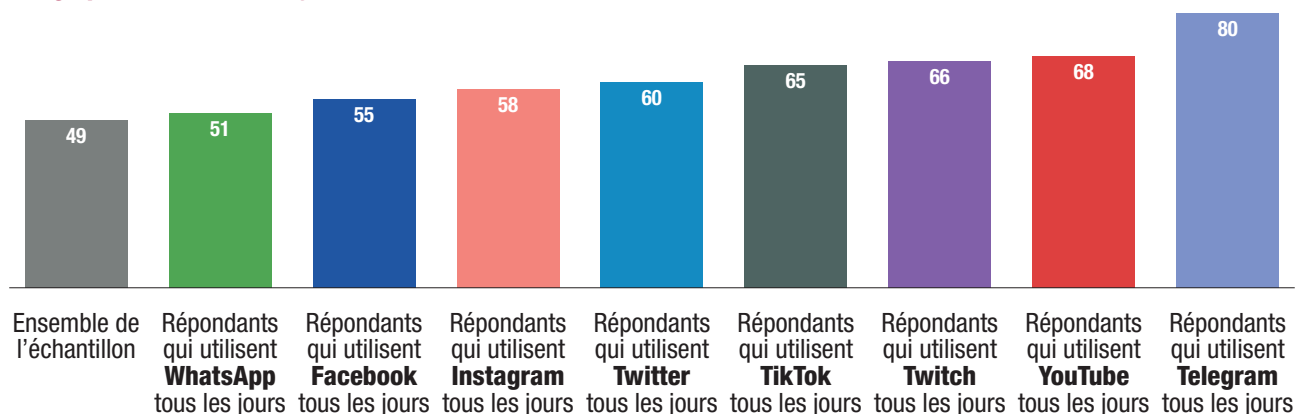


Image positive des antivax

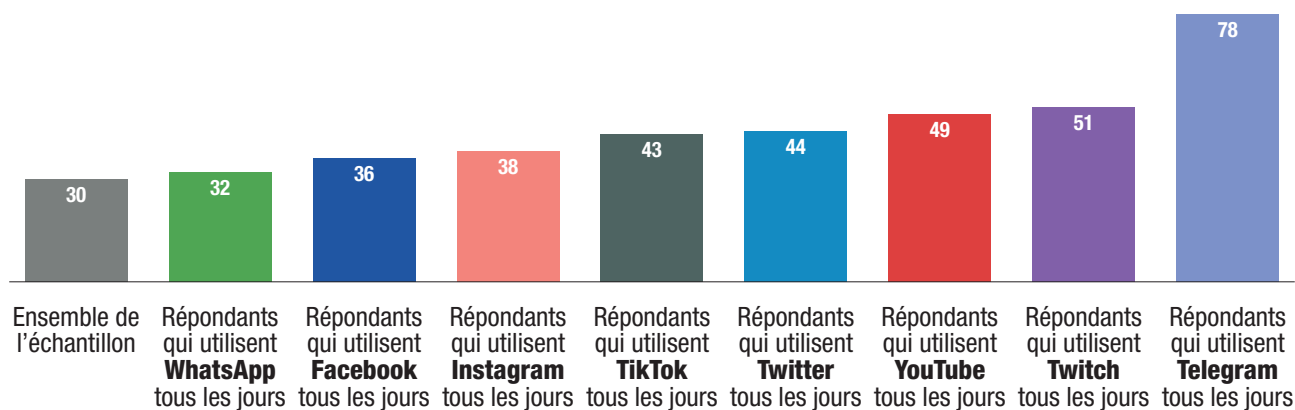
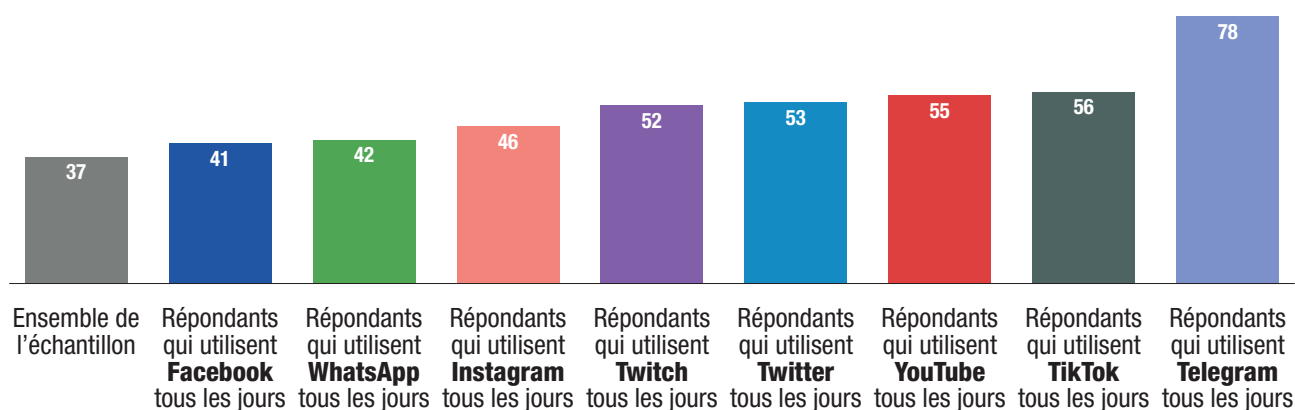


Image positive des anti-passe vaccinal



Grille de lecture : parmi les répondants qui utilisent quotidiennement Telegram, ils sont 80 % à avoir une image positive des Gilets jaunes, contre 49 % de l'ensemble de l'échantillon.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Les utilisateurs quotidiens de réseaux sociaux semblent plus sensibles à toutes les formes de mouvements antisystèmes. Les utilisateurs de Twitch et de Telegram, qui sont presque exclusivement des moins de 35 ans, sont les plus proches des mouvements protestataires. C'est d'ailleurs sur ces deux réseaux sociaux que nous retrouvons la plus grande proportion de répondants qui déclarent n'être pas vaccinés contre la Covid-19 et ne pas avoir l'intention de se faire vacciner (22% pour les utilisateurs quotidiens de Twitch et 24% pour ceux de Telegram, contre 11% en moyenne). Cependant, l'utilisation quotidienne de Facebook et de WhatsApp, qui sont les deux réseaux sociaux utilisés tant par les moins de 35 ans que par les 35-50 ans, semble avoir moins d'influence sur l'appréciation des mouvements protestataires.

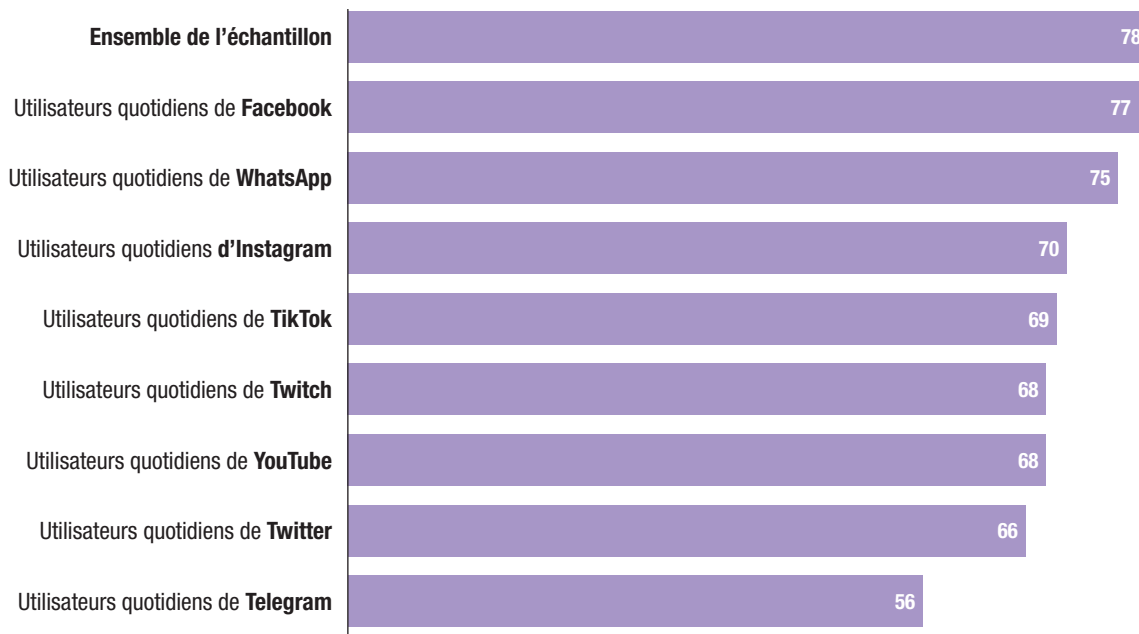
Les utilisateurs quotidiens des réseaux sociaux sont également plus susceptibles d'avoir une opinion positive du président russe Vladimir Poutine. Nous avons déjà montré que les mouvements protestataires sont mieux perçus par les utilisateurs quotidiens des réseaux sociaux que la moyenne des électeurs. Il en va de même s'agissant de la perception à l'égard de Vladimir Poutine. Ainsi, en moyenne, la proportion des électeurs qui ont une bonne opinion du président russe (10%) augmente significativement parmi ceux qui utilisent quotidiennement Instagram (15%), WhatsApp (17%), YouTube (20%), Twitter (24%), TikTok (24%), Twitch (32%) et Telegram (47%). Chez les utilisateurs quotidiens de Facebook, cette opinion positive de Poutine est de même niveau (11%) que la moyenne (10%).

Les utilisateurs quotidiens de réseaux sociaux sont moins favorables que la moyenne aux sanctions économiques contre la Russie pour soutenir l'Ukraine

Question : « Êtes-vous favorables aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie pour soutenir l'Ukraine qui doit faire face à la guerre menée par Vladimir Poutine ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : les utilisateurs quotidiens de Telegram sont moins favorables aux sanctions économiques contre la Russie (56%) que de l'ensemble de l'échantillon (78%).

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

IV

Des points de résistance à la politisation négative

1. Critiqué, le président Emmanuel Macron distance encore ses concurrents.....	59
2. Le soutien à l'idée européenne progresse encore dans l'opinion.....	60
3. La solidarité avec les Ukrainiens est une cause populaire.....	62
4. La famille et les amis : des communautés de confiance qui demeurent.....	64
5. Les nouvelles générations empruntent des voies alternatives de politisation.....	64
6. Pour la plupart des électeurs (85 %), il est utile d'aller voter à l'élection présidentielle malgré la crise internationale.....	65

1. Critiqué, le président Emmanuel Macron distance encore ses concurrents

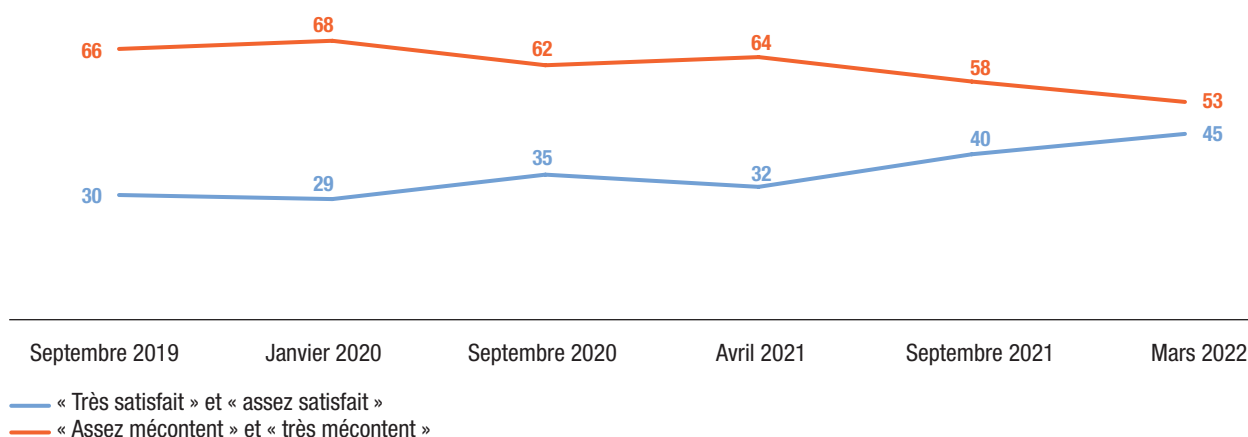
L'élection présidentielle de 2022 s'inscrit dans une crise au long cours de la politique en France. Cette crise se manifeste notamment par l'effondrement des organisations représentatives, partis et syndicats, favorisant l'émergence d'une protestation chronique et multiforme, visible depuis quelques années déjà, et ce bien avant 2017. Les « Bonnets rouges », les « Moutons », les « Pigeons », les « Pendus » ou les zadistes ont préexisté aux Gilets jaunes. Ces mouvements sont sans principe directeur, sans leader ni doctrine, sans programme. Leur nature anomique les prédispose à la confrontation, voire à la violence pure et simple.

Une telle évolution de la conflictualité alimente la défiance vis-à-vis des gouvernants et de la classe politique en général. Ainsi, l'opinion à l'égard de « l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République » s'est détériorée lors de l'émergence du mouvement des Gilets jaunes ou du mouvement social suscité par le projet de réforme des retraites. Néanmoins, avec la crise de la Covid-19, la proportion d'électeurs satisfaits de son action comme président s'est nettement améliorée. Elle est passée de 29% à 35% entre janvier et septembre 2020, puis à 40% en septembre 2021. Le jugement favorable s'est encore renforcé depuis la guerre lancée par Poutine en Ukraine : en mars 2022, ce sont 45% des répondants qui se disent satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron.

En mars 2022, 45 % des électeurs sont satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron comme président

Question : « Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Si une partie significative de la jeunesse semble se délier du système politique français, les 18-24 ans sont aussi les plus nombreux (56%) à se dire satisfaits de l'action du président sortant. Ces données viennent confirmer l'idée d'une « jeunesse plurielle », divisée en fonction de ses orientations politiques, sociétales et culturelles¹.

Le niveau de diplôme est un autre facteur décisif, confirmant que l'action d'Emmanuel Macron convainc avant tout la France des diplômés : 50% des personnes ayant un diplôme supérieur à bac + 2 sont satisfaites de son action, soit 9 points de plus que les personnes sans

diplôme ou disposant d'un BEPC, CAP ou BEP (41%). Enfin, l'autopositionnement sur l'échelle gauche-droite montre que la moitié des répondants qui se situent au centre (51%) se disent satisfaits. Ce résultat peut être considéré comme relativement faible pour un président qui ne se veut « ni de gauche ni de droite ». On note, par ailleurs, qu'un électeur sur deux se situant à droite se dit satisfait de l'action de Macron comme président (50%), contre 41% pour ceux qui se situent à gauche. Ces résultats confirment que la politique du président sortant est plus appréciée chez les électeurs de droite que de gauche.

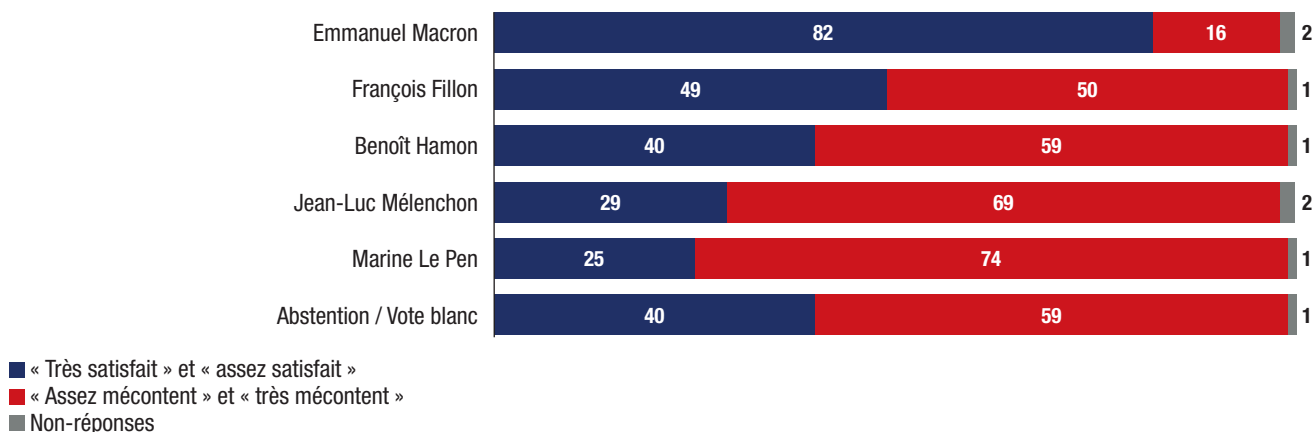
1. Voir Olivier Galland et Marc Lazar, *Une jeunesse plurielle. Enquête auprès des 18-24 ans*, Institut Montaigne, février 2022 (www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/une-jeunesse-plurielle-enquete-aupres-des-18-24-ans-rapport.pdf).

Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen en 2017 sont les moins satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République

Question : « Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

Réponses : « très satisfait » et « assez satisfait » ; « assez mécontent » et « très mécontent »

Base : selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle en 2017



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Comme nous l'avons vu dans la première partie de notre enquête, près des deux tiers des répondants (64%) sont satisfaits de la façon dont Emmanuel Macron gère la crise provoquée par l'invasion de l'Ukraine. De plus, les électeurs n'estiment pas que les autres candidats à la présidentielle auraient fait mieux que lui. C'est une situation nouvelle. En effet, le fait d'occuper la position de sortant, hors des périodes de cohabitation, a eu tendance à exposer de manière croissante les présidents, les amenant à la défaite ou à ne pas se représenter : Valéry Giscard d'Estaing en 1981, Nicolas Sarkozy en 2012, François Hollande en 2017. L'élection de 2022 est le point d'arrivée d'une crise sanitaire historique, doublée d'une crise internationale majeure, signifiant le retour de la guerre en Europe. Un contexte aussi périlleux, incertain, change la position du sortant, moins exposé que ses prédécesseurs au rituel de la destitution électorale et modifie sensiblement la donne de l'élection présidentielle, celle du président sortant comme celle de ses concurrents. Au cœur de tempêtes successives, du point de vue des électeurs, le risque de changer de capitaine peut peser plus lourd que l'éventuelle jubilation que l'on espère tirer de sa défaite.

2. Le soutien à l'idée européenne progresse encore dans l'opinion

Déjà acquis dans nos vagues précédentes, le soutien à l'Union européenne et à l'euro progresse encore dans l'opinion. Il faut y voir un effet de la crise internationale qui a donné lieu à une mobilisation exceptionnelle des Européens, engagés dans un puissant mouvement de solidarité avec les Ukrainiens ; on a vu aussi l'expression inédite d'une volonté de prendre en charge la protection des Européens dans un mouvement au profit du président sortant, qui apparaissait déjà lors des élections européennes de 2019 comme le plus européen de tous les candidats.

On peut faire l'hypothèse que ces nouveaux progrès du soutien à l'Union européenne et à l'euro sont aussi une conséquence de la gestion de la pandémie de la Covid-19. C'est ainsi que la confiance des répondants à l'égard de la Commission européenne a sensiblement augmenté, passant de 41% en juillet 2021² à 49% en mars 2022. Il en va de même pour le Parlement européen (41% en juillet 2021³, contre 47% en mars 2022). Ces tendances sont inverses à celles que l'opinion réserve à nos institutions nationales : sur la même période, la confiance à l'égard de l'Assemblée nationale a baissé de 6 points (de 48% en juillet 2021⁴ à 42% en mars 2022).

2. Dominique Reynié (dir.), *Libertés : l'épreuve du siècle. Une enquête planétaire sur la démocratie dans 55 pays*, Fondation pour l'innovation politique-International Republican Institute-Community of Democracies, Konrad Adenauer Stiftung-Genron NPO-Fundación Nuevas Generaciones-República do Amanhã, janvier 2022, p. 50 (www.fondapol.org/app/uploads/2022/01/fondapol-iri-cod-kas-genron-fng-rda-enquete-libertes-lepreuve-du-siecle-01-2022.pdf).

3. *Ibid.*

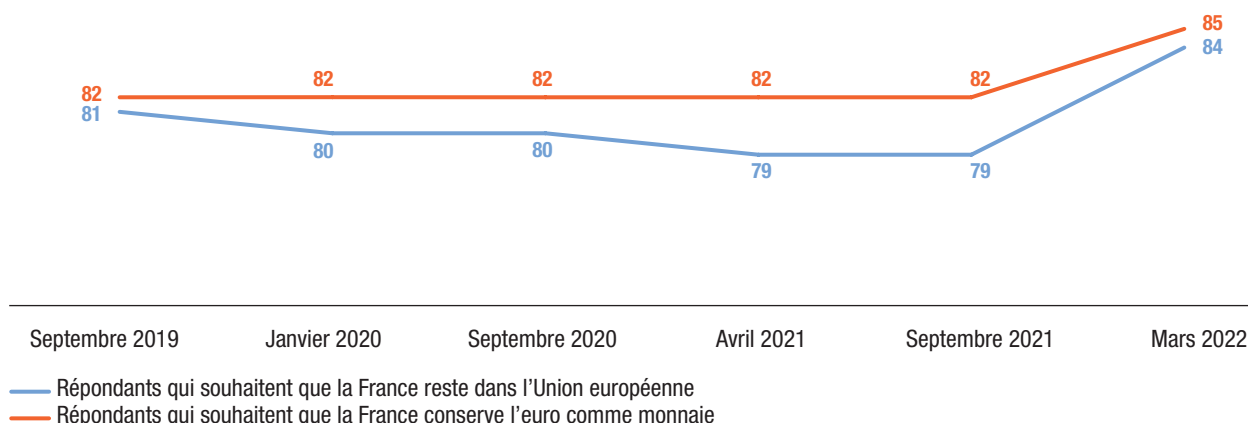
4. *Ibid.*

Déjà élevé, le soutien à l'Union européenne et à l'euro s'est renforcé

Questions : « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? » ;
« Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Réponses : « je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie »
et « je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait » ;
« je suis favorable à l'euro » et « je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

L'attachement à l'Union européenne et à l'euro résiste aux diatribes des candidats antisystèmes, même au sein de leurs électorats, ce que nous avons régulièrement relevé depuis plusieurs années : les deux tiers des personnes (70%) qui ont l'intention de voter Marine Le Pen au premier tour en 2022 ne souhaitent pas que la France quitte l'Union européenne. L'euro bénéficie également d'un fort soutien (69%). Les résultats sont les mêmes pour les électeurs qui déclarent avoir l'intention de voter pour Éric Zemmour : les deux tiers (67%) ne souhaitent pas que la France quitte l'Union européenne et une proportion similaire (73%) veut conserver la monnaie

commune. Enfin, la quasi-totalité des électeurs potentiels de Jean-Luc Mélenchon souhaitent que la France ne quitte ni l'Union européenne (88%) ni l'euro (89%).

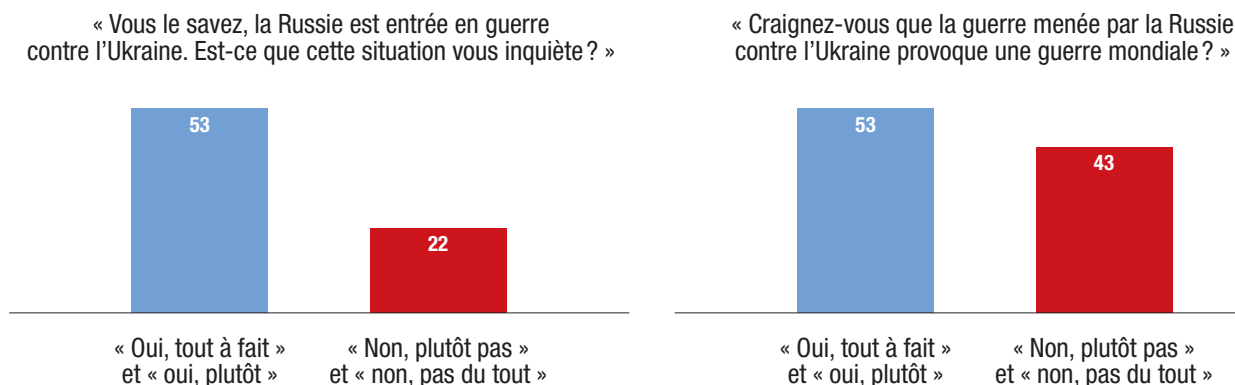
Le renforcement du soutien à l'OTAN, confortée par la guerre de Poutine en Ukraine, est un troisième élément défavorable aux candidatures protestataires. En effet, la moitié des électeurs interrogés (50%) considèrent que l'appartenance de la France à l'OTAN est une bonne chose (contre 47% en juillet 2021) ; 37% jugent que l'appartenance de notre pays à cette alliance n'est « ni une bonne ni une mauvaise chose » et seulement 11% une mauvaise chose (contre 14%).

La guerre menée par Poutine en Ukraine renforce le soutien à l'OTAN

Question : « L'OTAN est une alliance militaire composée de pays européens, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'OTAN est... »

Réponse : « une bonne chose »

Base : ensemble de l'échantillon



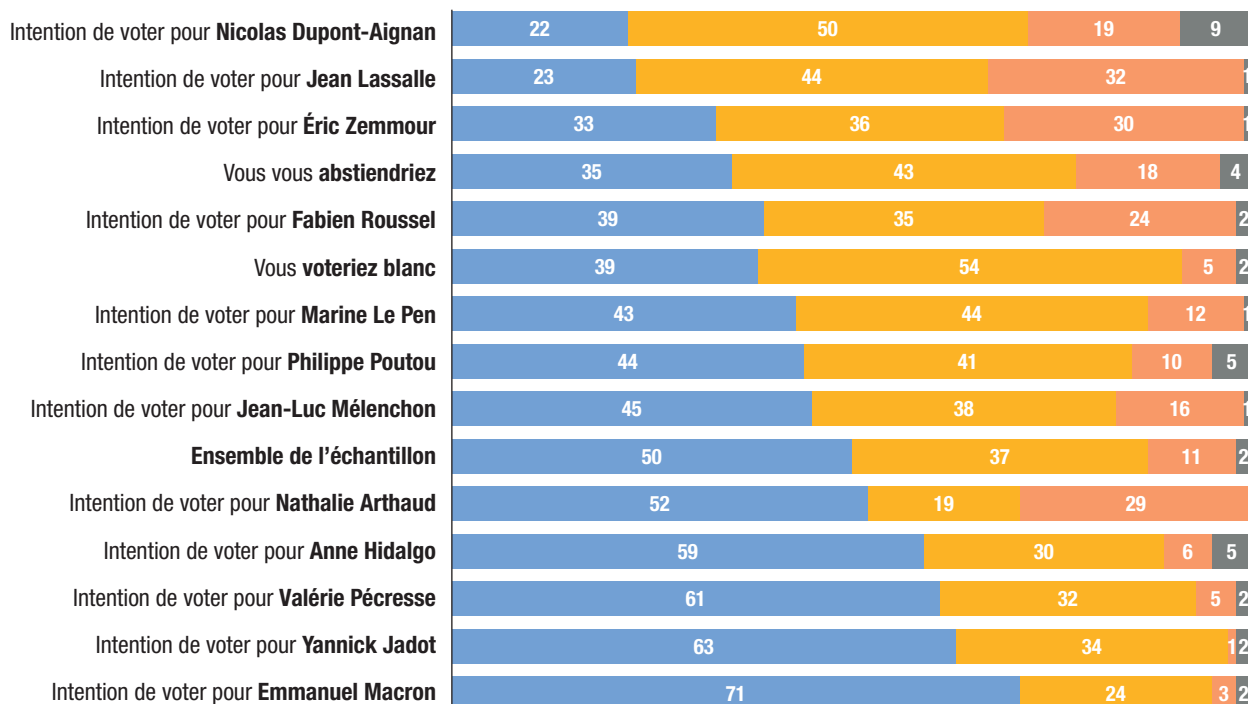
Grille de lecture : parmi les répondants qui sont inquiets de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, 53% pensent que l'appartenance de la France à l'OTAN est une bonne chose.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Jugement sur l'utilité de l'appartenance à l'OTAN selon les électorats potentiels

Question : « L'OTAN est une alliance militaire composée de pays européens, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de la France à l'OTAN est... »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « L'appartenance de la France à l'OTAN est une bonne chose »
 ■ « L'appartenance de la France à l'OTAN n'est ni une bonne chose ni une mauvaise chose »
 ■ « L'appartenance de la France à l'OTAN est une mauvaise chose »
 ■ Non-réponses

Grille de lecture : parmi les électeurs potentiels d'Emmanuel Macron, ils sont 71 % à penser que l'appartenance de la France à l'OTAN est une bonne chose, 24 % ni une bonne ni une mauvaise chose, et 3 % une mauvaise chose.

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Peu importe l'âge, la solidarité des pays de l'Union européenne pour faire face à la crise en Ukraine est largement considérée comme une bonne chose

Question : « Trouvez-vous que le fait que les pays de l'Union européenne soient solidaires entre eux pour faire face à la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine est... »

Réponses : « très bonne chose » et « plutôt bonne chose »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

3. La solidarité avec les Ukrainiens est une cause populaire

La plupart des répondants approuvent « le fait que les pays de l'Union européenne soient solidaires entre eux pour faire face à la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine » : 86 % y voient « une bonne chose » (contre 12 %, qui y voient plutôt « une mauvaise

chose », et 2 % de non-réponses). Par ailleurs, 78 % des électeurs sont favorables « aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie pour soutenir l'Ukraine ».

Profil des répondants favorables et opposés aux sanctions économiques contre la Russie

Question : « Êtes-vous favorables aux sanctions économiques de la France et des autres pays européens contre la Russie pour soutenir l'Ukraine qui doit faire face à la guerre menée ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt » ; « non, plutôt pas » et « non, pas du tout »

Base : ensemble de l'échantillon

	Soutien aux sanctions économiques contre la Russie	
	Oui	Non
Ensemble de l'échantillon	78	20
Genre		
Femmes	81	17
Hommes	76	21
Âge		
18-24 ans	68	30
25-34 ans	67	29
35-49 ans	73	25
50-64 ans	84	14
65 ans et plus	87	11
Revenu mensuel du foyer		
Moins de 1 000 euros	66	31
De 1 000 à 1 999 euros	74	23
De 2 000 à 3 499 euros	81	17
3 500 euros et plus	86	13
Intention de vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022		
Fabien Roussel	82	14
Jean-Luc Mélenchon	74	25
Anne Hidalgo	92	4
Yannick Jadot	94	6
Emmanuel Macron	92	6
Valérie Pécresse	90	9
Jean Lassalle	60	37
Éric Zemmour	60	38
Marine Le Pen	69	29
Abstention/Vote blanc	69	25
Image des Gilets jaunes		
Image positive	70	28
Image négative	86	12
Image des antivax		
Image positive	63	34
Image négative	85	13
Image des anti-passe vaccinal		
Image positive	65	32
Image négative	86	12
Fréquence du suivi de l'actualité concernant la guerre en Ukraine		
Au moins 1 fois par jour	84	14
3 à 4 fois par semaine	74	24
1 à 2 fois par semaine	66	31
Moins souvent	46	46
Jamais	41	53

Lorsqu'on précise dans la question que ces sanctions pourraient conduire à une baisse du pouvoir d'achat des Français, les répondants qui y étaient favorables au départ maintiennent leur soutien à la cause ukrainienne. Ainsi, parmi les répondants qui soutiennent les sanctions économiques, 83 % déclarent y être favorables « même si elles entraînent une augmentation du coût de la vie pendant un certain temps (par exemple, la hausse du prix de l'essence) ». Seuls 15 % font la réponse inverse. Parmi les différentes catégories socioprofessionnelles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise sont les moins favorables aux sanctions économiques. Mais le soutien demeure majoritaire, et il est maintenu y compris si l'on précise que ces sanctions pourraient entraîner une augmentation du coût de la vie. Ainsi, 71 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise favorables aux sanctions le reste même si cela entraîne une augmentation du coût de la vie ; ce n'est finalement que 12 points de moins que les employés (83 %) et 10 points de moins que les ouvriers (81 %).

4. La famille et les amis : des communautés de confiance qui demeurent

Face à la double crise de la représentation politique et médiatique⁵, les électeurs se retrouvent au sein de communautés civiques relevant de formes moins institutionnelles, plus proches, plus intimes, plus naturelles, notamment la famille et les amis.

À la question : « À l'approche de l'élection présidentielle, parmi les discussions suivantes, quelles sont celles qui vous aident le plus à décider pour qui vous allez voter ? », les répondants devaient classer de 1 à 3 les items suivants : « la famille », « les amis », « le travail ». Plus de la moitié (56 %) d'entre eux estiment que les discussions avec la famille sont celles qui les aident le plus à décider de leur vote, suivies par les discussions avec les amis (26 %). En revanche, les discussions au travail (8 %) sont considérées comme peu utiles dans le choix du vote. Ce résultat peut en partie s'expliquer par la pandémie et les phases du confinement associé au télétravail qui ont sans doute pesé.

Par ailleurs, on observe que pour suivre l'actualité de la guerre menée par Poutine en Ukraine, les discussions au sein de la famille (22 %) et les discussions avec les amis (14 %) arrivent parmi les options les plus citées, loin devant les journaux nationaux, les grandes radios,

les chaînes de télévision et l'ensemble des réseaux sociaux. Ces résultats montrent que, dans un espace public bouleversé où médias traditionnels et nouveaux médias se disputent l'information, les communautés traditionnelles restent pour les individus des points solides, aussi bien dans la détermination de leur comportement électoral que dans leur manière de s'informer.

5. Les nouvelles générations empruntent des voies alternatives de politisation

Les jeunes électeurs fournissent une part importante du vote populiste. Leur contribution à l'abstention est plus massive encore. On les retrouve aussi en soutien de mouvements protestataires anomiques, zadistes, animalistes. Ces comportements politiques illustrent le processus de déconsolidation démocratique. *A contrario*, on relève aussi les signes d'une politisation positive. C'est une donnée qui peut surprendre, mais les 18-24 ans font nettement plus confiance (53 %) à l'Assemblée nationale que la moyenne des électeurs (42 %), plus confiance aux partis (37 %) que l'ensemble des répondants (18 %). Ils sont également plus enclins (77 %) à faire confiance aux associations que la moyenne (66 %), plus nombreux à faire confiance aux syndicats (57 %) que la moyenne (37 %).

Les nouveaux électeurs, s'ils ne s'abstiennent pas massivement comme ils l'ont fait lors des scrutins européens (2019), municipaux (2020), départementaux et régionaux (2021), disent également leur attachement à l'Union européenne (90 %, contre 84 % en moyenne), à l'euro (84 %, contre 85 %), mais aussi faire confiance au Parlement européen (54 %, contre 47 % en moyenne) et à la Commission européenne (58 %, contre 49 %).

L'un des enseignements les plus notables en ce qui concerne les nouvelles générations est la proportion de jeunes citoyens répondant faire confiance aux institutions religieuses, soit 50 % chez les 18-24 ans contre 35 % en moyenne. On peut y voir un retour du religieux qui répondrait à un besoin individuel de trouver sa place au sein d'une communauté productrice de sens et bienveillante, dans un contexte d'incertitudes et d'insécurité. Le religieux n'est pas, comme on l'imagine volontiers en France, une anomalie mais plutôt un phénomène dont la montée en puissance accompagne la globalisation⁶.

5. Voir 2022, *le risque populiste en France. Vague 4*, Fondation pour l'innovation politique, juin 2021, p. 31-43

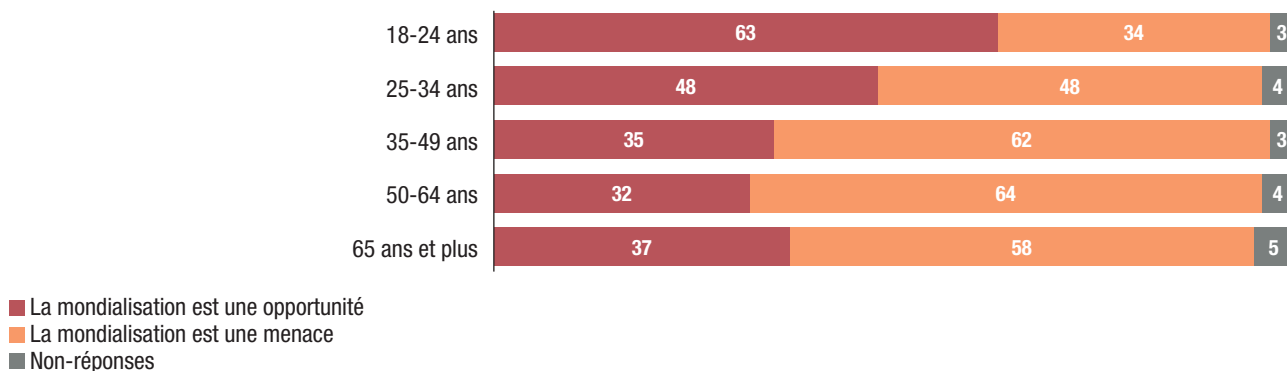
(www.fondapol.org/app/uploads/2021/06/fondapol-enquete-indicateur-de-protestation-electorale-2022-risque-populiste-vague-4-juin-2021.pdf).

6. Voir Dominique Reynié (dir.), *Le XXI^e siècle du christianisme*, Éditions du Cerf, 2021.

Les nouvelles générations sont les plus ouvertes à la mondialisation

Question : « Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

Alors que près des trois quarts des 18-24 ans (71%) disent être intéressés par l'élection présidentielle de 2022 (contre 68% en moyenne), ils sont aussi plus nombreux (59% contre 45%) à considérer que la crise déclenchée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine comptera au moment de voter au premier tour le 10 avril. Il est possible que l'invasion de l'Ukraine ait un effet mobilisateur. Ainsi, alors que 10% de l'ensemble de l'échantillon dit avoir changé de vote depuis le début de la guerre, ce chiffre grimpe à 23% chez les 18-24 ans. Le risque d'une forte abstention au sein de ces générations ne doit pas nous amener à penser qu'elles se sont détachées des affaires de la cité.

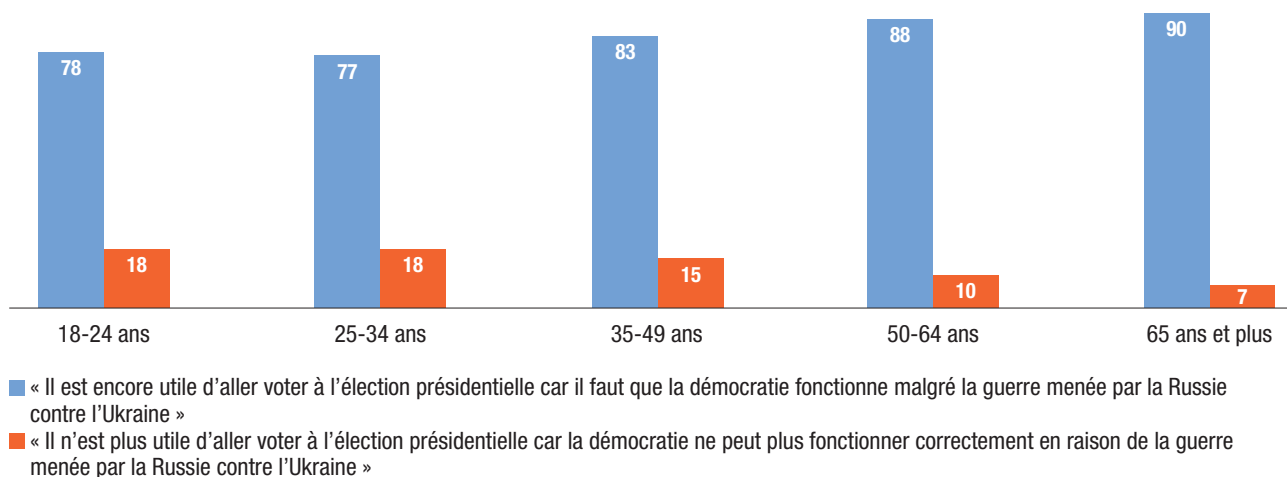
6. Pour la plupart des électeurs (85 %), il est utile d'aller voter à l'élection présidentielle malgré la crise internationale

Comme le plus bel hommage rendu par notre démocratie au courage des Ukrainiens, les électeurs estiment massivement (85%) que, malgré la guerre menée par Poutine en Ukraine, il « est encore utile d'aller voter à l'élection présidentielle car il faut que la démocratie fonctionne malgré la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ». Un électeur sur dix (12%) considère au contraire qu'il « n'est plus utile d'aller voter à l'élection présidentielle car la démocratie ne peut plus fonctionner correctement en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine » (3% de non-réponses).

« Il faut que la démocratie fonctionne malgré la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine »

Question : « De laquelle des deux affirmations suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

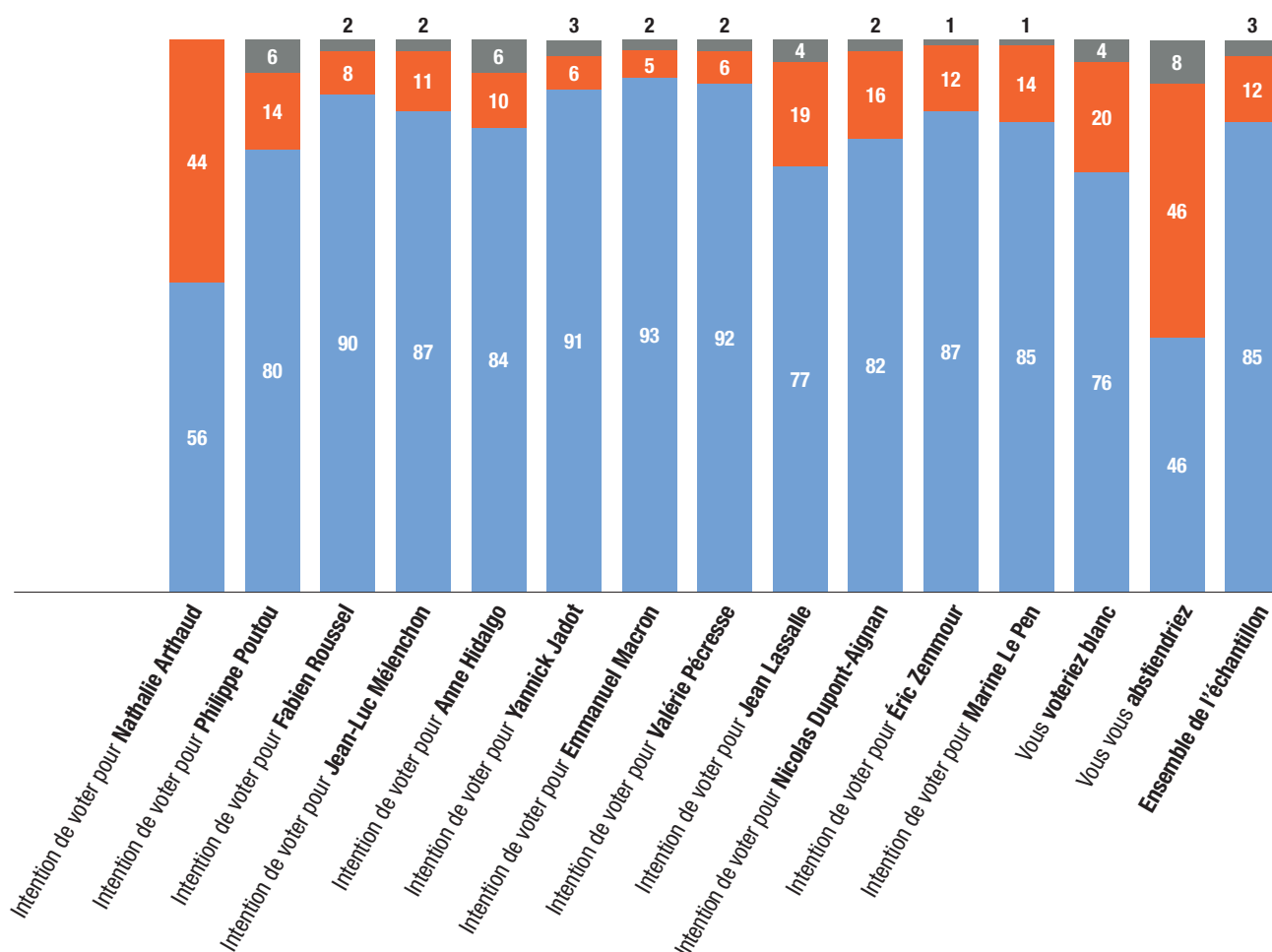
Parmi les répondants qui sont les plus nombreux à dire qu'« il n'est plus utile d'aller voter à l'élection présidentielle car la démocratie ne peut plus fonctionner correctement en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine », on trouve les « désaffiliés politiques », ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti (17%), ainsi que les personnes qui ne se positionnent pas sur l'échelle gauche-droite (20%). Ces chiffres restent malgré tout minoritaires.

Les électeurs les plus sensibles au poutinisme sont également plus disposés à contester l'utilité de l'élection présidentielle dans ces temps de guerre. Ainsi, un quart des répondants (26%) ayant une opinion positive de Vladimir Poutine pensent qu'« il n'est plus utile d'aller voter à l'élection présidentielle car la démocratie ne peut plus fonctionner correctement en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ». C'est 15 points de plus (11%) que chez les électeurs qui ont une image négative de Poutine.

L'utilité d'aller voter à l'élection présidentielle malgré la crise ukrainienne selon les électorats potentiels

Question : « De laquelle des deux affirmations suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « Il est encore utile d'aller voter à l'élection présidentielle car il faut que la démocratie fonctionne malgré la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine »
 ■ « Il n'est plus utile d'aller voter à l'élection présidentielle car la démocratie ne peut plus fonctionner correctement en raison de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine »
 ■ Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – avril 2022

On note que parmi les électeurs que la guerre en Ukraine inquiète, la quasi-totalité (87%) estime qu'il « est encore utile d'aller voter malgré la guerre ». Cette proportion tombe à 68% parmi les électeurs que la guerre n'inquiète

pas. Pour une proportion significative de l'échantillon, la guerre menée par Poutine en Ukraine ne doit pas empêcher le bon fonctionnement de la démocratie française.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

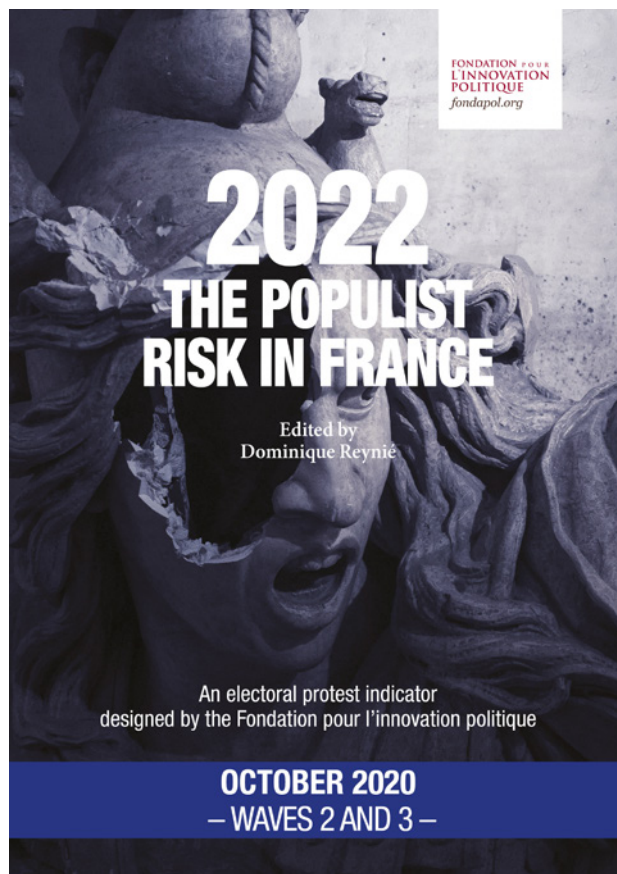
Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

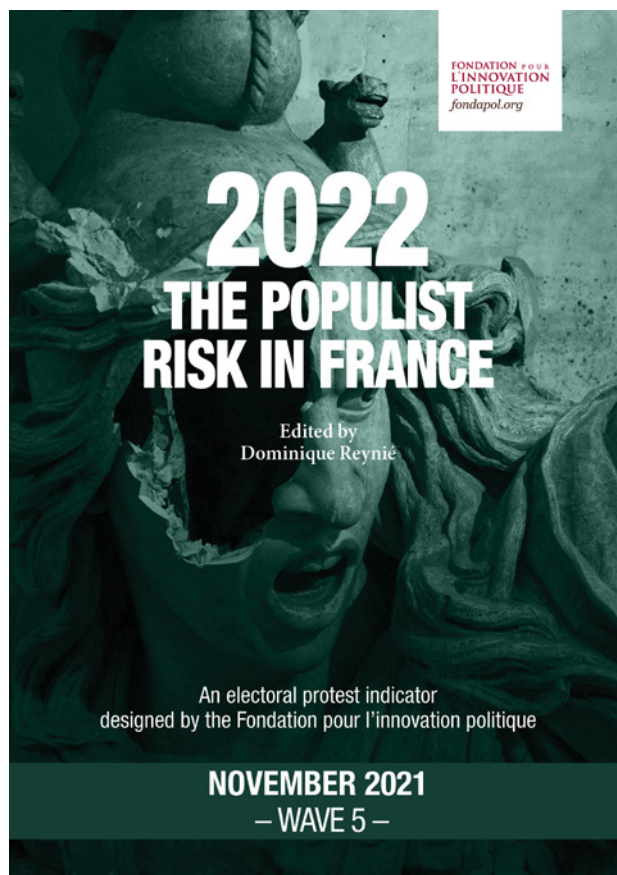
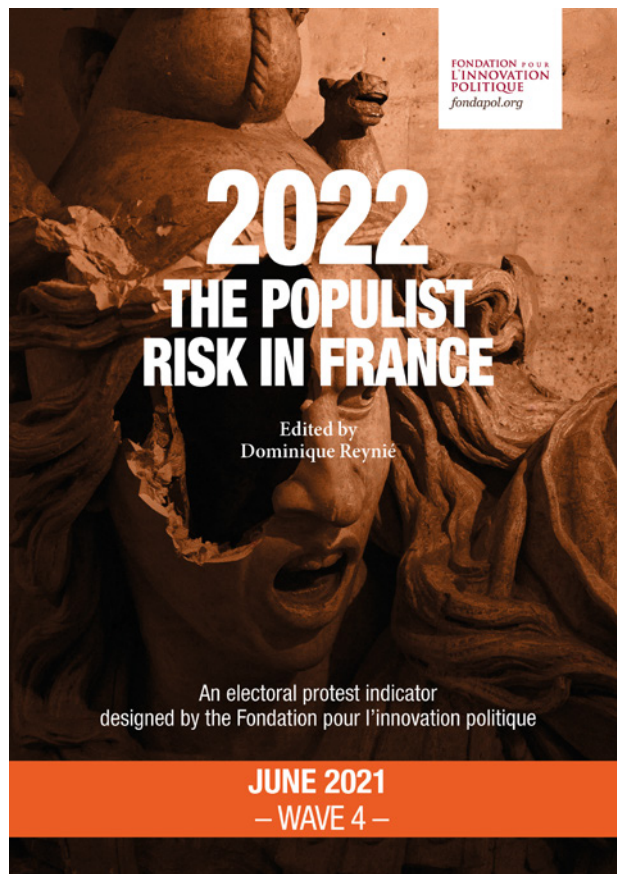
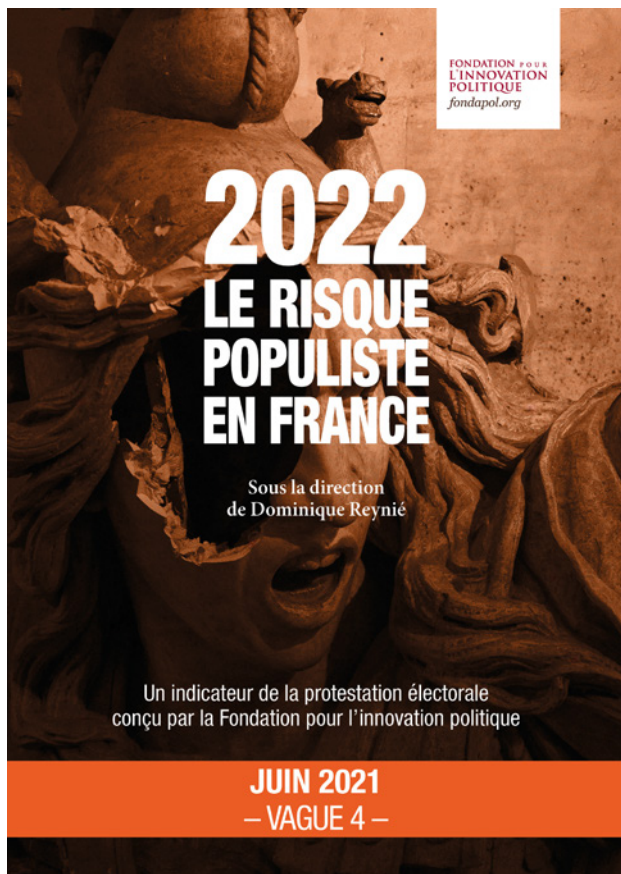
Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme data.fondapol permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement.

Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 45 langues pour l'enquête Libertés : l'épreuve du siècle, menée dans 55 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.







LA LONGUE GOUVERNANCE DE ROUTINE

ДОЛГОЕ ГОСУДАРСТВО ПУТИНА

Texte original de Vladislav SOURKOV, traduit du russe
au français par Inna Uryvskaya pour la Fondation pour
l'innovation politique et commenté par Michel ELTCHANINOFF

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE





Nos publications

Traduction du russe au français d'un texte de Dmitry Medvedev et titré « Sur la Pologne »

Fondation pour l'innovation politique, mars 2022, 3 pages

Traduction du russe au français la version complète d'un éditorial de l'agence russe RIA Novosti, signé du chroniqueur Pyotr Akopov et titré « L'avènement de la Russie et du nouveau monde »

Fondation pour l'innovation politique, février 2022, 4 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4) La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 76 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3) L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 68 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2) Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 68 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1) Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 76 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2022, 48 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 100 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 56 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes. Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 58 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 72 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 56 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 76 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 74 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas-carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019.

Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano.

Avec le concours de Victor Delage

et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1).**Un siècle de transformations**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe :**pour une excellence écologique**

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du xix^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au xix^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1) Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique :**Immigration, populisme, Trump, Europe...**

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » :**un vote anti-immigration**

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie :**pour une ambition française (2)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie :**une communauté de langue et de destin (1)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle :**l'expertise partout accessible à tous**

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebrou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformatrice

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514-2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les *social impact bonds*

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'Église catholique ?

D'une querelle du libéralisme à l'autre
Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande**à la veille des législatives de 2009**

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 :**analyse des résultats en Europe et en France**

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme.**Une histoire française**

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

**La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?**

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

**La protestation contre la réforme du statut
des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du *statu quo***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

**La lutte contre les discriminations liées
à l'âge en matière d'emploi**

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

**Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le
protectionnisme**

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique
contre la société civile ?****Une question de justice sociale
et un problème démocratique**

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

**Travailler le dimanche : qu'en pensent
ceux qui travaillent le dimanche ?**

Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-
allemands sur trois priorités de la présidence française de
l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

☐ Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique
voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1 000 € ☐ 5 000 €
☐ 10 000 € ☐ 50 000 € ☐ Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel
☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**
☐ Par virement bancaire daté du :
au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts
et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulant les réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées
pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom
Nom de l'organisme	
N°	Rue
Code postal	
Ville	
Pays	
Téléphone	
Courriel	

Date Signature

La nouvelle étude de la Fondation pour l'innovation politique, 2022, *présidentielle de crises*, propose de mieux cerner l'impact de la guerre russe en Ukraine sur le déroulement de la campagne et sur l'issue de l'élection présidentielle française. Son influence sur le scrutin pourrait être d'autant plus déterminante que les cadres classiques de la compétition électorale ont perdu une bonne part de leur capacité régulatrice : le rôle des médias est contesté par les réseaux sociaux, tandis que les candidats et les partis de gouvernement sont concurrencés, voire distancés par les populistes. Ce contexte singulier décrit une « présidentielle de crises », au croisement de bouleversements internes et externes. Cette étude prolonge notre observation du risque populiste en France mise en place lors de la crise des Gilets jaunes et dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022.

Notre enquête a été administrée du 10 au 14 mars 2022, auprès d'un échantillon de 3 108 personnes inscrites sur les listes électorales et issues d'un échantillon de 3 449 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



fondapol.org



978 2 36408 276 2

ISBN : 978-2-36408-276-2